



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

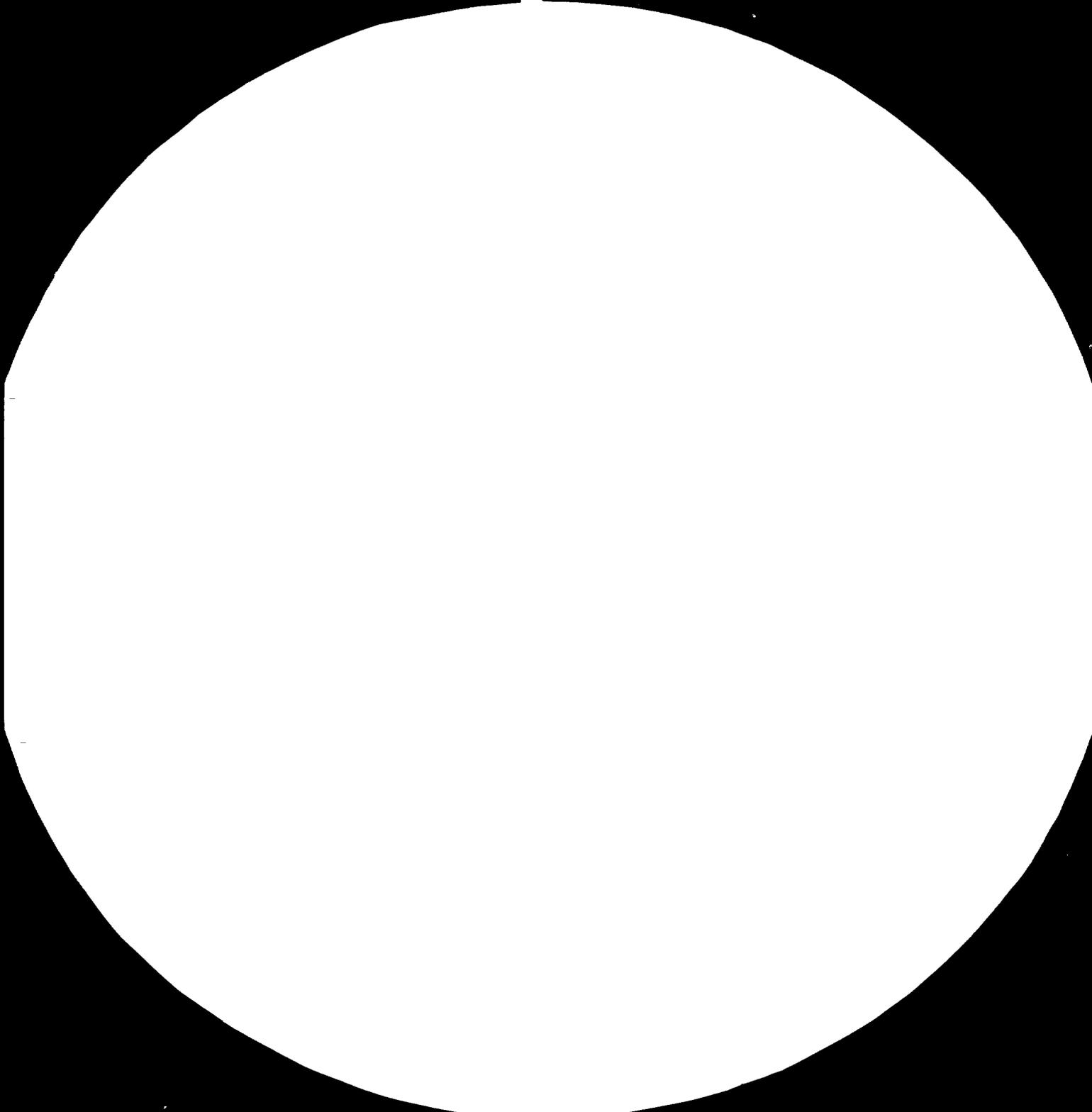
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





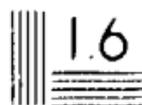
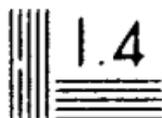
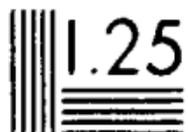
1.5

2.2



2.0

1.8



Minimum resolution
cycles per inch

1.1
1.25
1.5

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

MINISTERE DU

POUR LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

11449
(1 of 2)

M A L I,

SI / MLI / 78/802

BILAN ET DIAGNOSTICS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

ET
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

AU M A L I

T O M E - I

RAPPORT FINAL

établi pour l'Organisation des Nations Unies pour le
Développement Industriel

par

B A R A

BUREAU AFRICAIN DE RECHERCHES APPLIQUEES

07 BP. 43 ABIDJAN 07

BP. 1 806 - BAMAKO

Abidjan, Juillet 1979

003172

LE RAPPORT EST ETABLI EN DEUX TOMES :

TOME I : BILAN ET DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES
INDUSTRIELLES EXISTANTES AU MALI FN
DECEMBRE 1978

TOME II : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL AU MALI

"Le point de vue exprimé par le Bureau d'Études et les propositions ou suggestions émises dans ce rapport n'engagent pas l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel"

LE BARA

Plan du Tome I :

PREMIERE PARTIE

0 - Note liminaire

1 - Bilan des Industries existantes au Mali

1 0 - Avant propos : méthodologie et précautions pour la lecture des tableaux statistiques

1-1 - Situation d'ensemble - Tableaux récapitulatifs

111 - Situation d'ensemble

112 - Tableaux récapitulatifs :

- Activités industrielles au Mali au 1-1-79
- Identification des entreprises par région du Mali
- Entreprises industrielles ventilées selon leur statut, leur localisation, l'emploi et le chiffre d'affaires en 1978

113 - Tableaux d'évolution de quelques agrégats de l'industrie malienne (1974/1978)

- Evolution des investissements
- Evolution du chiffre d'affaires
- Evolution de l'emploi
- Evolution des salaires et charges
- Evolution des impôts et taxes
- Evolution des frais financiers et des dettes à court et long termes

II - DIAGNOSTIC DES INDUSTRIES MALIENNES

2-1 - Contraintes générales des entreprises industrielles du Mali

211 - L'anarchie du marché malien des produits industriels

212 - L'approvisionnement en matières premières

213 - Les prix

- 214 - Les problèmes financiers
 - 215 - Approvisionnement en pièces de rechange
 - 216 - Problème de personnel
 - 2161 - Niveau technique
 - 2162 - Contraintes socio-culturelles
 - 2163 - Contradiction ville/campagne
 - 217 - Autres problèmes soulevés
- 2 2 - Typologie des difficultés de l'industrie malienne
- 221 - Difficultés selon l'origine des inputs
 - 2211 - Inputs locaux
 - A - Matières premières agricoles
 - B - Matériaux de construction et produits miniers
 - 2212 - Inputs importés
 - 222 - Difficultés selon les effectifs
 - 2221 - Grandes entreprises
 - 2222 - Petites et moyennes entreprises
 - 223 - Difficultés selon le statut juridique
 - 2231 - Entreprises d'Etat
 - 2232 - Entreprises mixtes
 - 2233 - Entreprises privées
 - 224 - Difficultés selon la localisation géographique
 - 2241 - Concentration Bamakoise
 - 2242 - Autres régions
 - 23 - Hiérarchie des problèmes de l'Industrie malienne
 - 231 - Problèmes généraux et esquisse de solutions
 - 232 - Problèmes spécifiques

DEUXIEME PARTIEANNEXES

- A1 - Liste des services et personnes contactés
- A2 - Liste des entreprises enquêtées quantitativement
- A3 - Liste des entreprises enquêtées qualitativement
- A4 - Modèle de la fiche d'entretien qualitatif
- A5 - Modèle du questionnaire utilisé pour les enquêtes quantitatives

PLAN DU TOME II

PREMIERE PARTIE

I. Introduction

- 11 Caractéristiques de l'industrie malienne :
Forces et faiblesses
- 12 Dynamique actuelle de l'industrialisation du Mali
- 13 Examen des industries par branche d'activité et
identification des branches de pointe

II. Facteurs de l'environnement : situation actuelle et perspectives

- 21 Environnement national :
 - Electricité et eau
 - Télécommunications : Téléphone, Telex
 - Communications : routes, chemins de fer, air
 - Code des investissements
 - Système bancaire
 - Mécanismes d'incitations : études industrielles
promotion et assistance aux industries
- 22 Environnement international
 - Déclaration et plan d'action de LIMA
concernant le développement et la coopération industriels
 - Regroupement sous régionaux : OMVS, CEAO, CEDEAO
 - Redéploiement industriel des pays développés.

III. Potentialités naturelles et possibilités
de développement industriel

- 31 Approche mise en valeur des matières premières locales
 - 311 Mines
 - . Potentialités
 - Idées de projets liées aux potentialités minières
(voir fiches simplifiées en annexe)

- 312 Energie hydroélectrique
 - . Potentialités hydroélectriques
 - . Projets liés à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique

- 313 Agriculture, Elevage, pêche
 - . Potentialités du secteur primaire
 - . Projets liés au développement du secteur primaire

- 32 Approche évolution de la consommation
 - . Importance et évolution de la production industrielle de 1974 à 1978

- 322 Importance et évolution des produits industriels importés

- 323 Evolution de la consommation des produits industriels (production nationale + importation) =
 - . Consommation actuelle et tendancielle aux horizons 1985 et 1990 et écarts prévisibles
 - . Idées de projets à partir de l'analyse de la production existante et des importations

- 33 Recapitulation des idées de projets
 - . Idées de projets recensés auprès des entreprises existantes
 - . Projets en cours de promotion recensés auprès des services nationaux : direction nationale des investissements - CEPI, Chambre de Commerce et d'industrie
 - . Regroupement des idées de projets à promouvoir en priorité eu égard aux critères de mise en valeur des matières premières locales, des besoins de consommation, de la balance des paiements et de l'intégration

sous régionale

- . Principaux projets concurrents dans les pays de la CEAO

IV - Recommandations et propositions

41 Principes de développement industriel :

- . "Modèles" de référence
- . Préalables : choix à opérer

42 Recommandations d'ordre stratégique

421 Recommandations au niveau national

4211 Options en présence :

- . Situation actuelle et évolution tendancielle
- . Option pour un développement auto-entré et endogène dans le cadre de regroupements sous régionaux

4212 Schéma de développement d'ensemble :

Détermination d'objectifs d'industrialisation et filière de développement industriel intégré (PMI et grands projets industriels)

4213 Industries par branche prioritaire à développer :

- Agro industries: industries agro alimentaires, industries textiles, industrie du cuir
- Industries minérales
- Autres industries : pêche, élevage, pharmacopée traditionnelle.

422 Recommandations au niveau régional et
international

43 Propositions

431 Actions à court et moyen terme
(1980/1985) =

- Niveau des industries existantes
- Niveau des industries nouvelles à implanter
- Niveau du CEPI

432 Actions à moyen et long terme
(1985/2000)

- Niveau national
- Niveau sous régional
- Niveau international

433 Les mesures d'accompagnement

- Code des investissements
- Système bancaire
- Formation

434 Etudes à entreprendre pour une politique
de développement industriel.

DEUXIEME PARTIE

A 1981

- 0 - Note Liminaire -

- Rappel des termes de référence
- Délimitation de l'étude et méthodologie adoptée
- Timing et déroulement de l'étude

- Rappel des termes de référence

Les objectifs assignés à l'... dans le contrat n°79/29
établi entre l'ONUDI et le BARA en Janvier 1979 sont :

- a) Faire l'inventaire des unités industrielles existantes au Mali en déterminant leur effet et les conditions de leur expansion
- b) Identifier les possibilités de développement des principaux secteurs industriels
- c) Formuler des projets industriels prioritaires se rapportant à ces secteurs.

- Délimitation de l'étude et
methodologie adoptée

Délimitation de l'étude et méthodologie adoptée

A partir des termes de référence ci-dessus rappelés, l'étude, en fonction du temps imparti pour les recherches sur le terrain, a été limitée à deux grands aspects qui sont :

- 1°) Aspect bilan et diagnostic de l'ensemble des entreprises industrielles existantes au Mali
- 2°) Aspect potentialités et perspectives de développement industriel du Mali

Le "bilan et diagnostic" doit permettre de faire le point sur les entreprises industrielles existantes au Mali et d'identifier les principaux goulots et contraintes qui handicapent leur fonctionnement

Le second aspect de l'étude, identification des potentialités de développement industriel du Mali a été orienté vers la recherche de possibilités et des conditions d'implantations d'industries par branche d'activité et l'identification d'axes d'une industrialisation accélérée du Mali.

La méthodologie adoptée, après des négociations avec l'ONUDI à Vienne et le CEPI à Bamako est la suivante :

- 1°) Des enquêtes auprès des entreprises industrielles du Mali sur l'ensemble du territoire
- 2°) De la documentation auprès des directions nationales et des services techniques
- 3°) Dépouillement diagnostique d'ensemble et recommandations

Déroulement des enquêtes auprès des entreprises

Les enquêtes auprès des entreprises se sont déroulées selon les étapes suivantes :

- 1°) Mise au point d'un questionnaire
- 2°) Test du questionnaire auprès d'un échantillon d'entreprises
- 3°) Mise au point définitive du questionnaire
- 4°) Remise des questionnaires aux chefs d'entreprises pour la saisie de données quantitatives (enquête exhaustive)

- **Collecte des questionnaires et documents financiers de gestion, de Comptes d'Exploitation et de Pertes et Profits, et des rapports annuels.**

- **Vérification des données auprès de certaines sources = CEPI, Direction de l'industrie, Chambre de Commerce, direction de la statistique(service des statistiques industrielles, direction des impôts, direction du crédit de la banque de développement du Mali.**

- **Entretiens complémentaires avec les directions des entreprises sur les thèmes suivants : principales difficultés rencontrées, difficultés actuelles, perspectives d'avenir et les suggestions pour pouvoir améliorer les conditions des entreprises industrielles au Mali.**

Timing de l'étude

- TIMING ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

L'étude s'est déroulée en deux temps :

1°) Du 22 Janvier 1979 à mi-Juin 1979

2°) De mi-Juin 1979 à fin Août 1979

Le calendrier des travaux a été le suivant :

Période et lieu	Travaux relatifs à l'aspect "BILAN ET DIAGNOSTIC"	Travaux relatifs aux "Possibilités d'industrialisation"
22 au 27 Janvier à Bamako	- Réunion d'orientation et adoption d'une méthodologie avec le CEPI - Identification des correspondants de l'étude dans différents services et préparation des lettres d'introduction par le CEPI	- Réunion d'orientation et mise au point d'une méthode d'approche
28 Janvier au 10 Février à Bamako — et à Koulikro	- Etablissement de la liste des entreprises - Préparation et test du questionnaire - Test du questionnaire	Premières prises de contacts avec certains services tels que les Mines, l'IER, la banque de développement
11 Février au 22 Mars Bamako et reste du pays	- Enquête quantitative = remise et remplissage des questionnaires	Recherches de documentation avec les services techniques : agriculture, élevage, pêche, mines, Energie, banques, chemin de fer
23 Mars au 14 Avril à Bamako	- Récupération des questionnaires - Etablissement des tableaux de dépouillements - Enquête qualitative de quelques entreprises	- id -
14 Avril au 14 Juin à Bamako	- Etablissements des tableaux définitifs	Synthèse des documents rassemblés
14 Juin au 14 Juillet à Abidjan	Synthèse, analyse et 1ère rédaction du rapport	Rédaction finale
Mi-Juillet à fin Août à Abidjan	Dactylographie et édition du rapport	Edition du rapport

Les travaux de cette étude ont été menés par trois chargés d'études et des assistants économistes par les enquêtes quantitatives, les dépouillements et la confection des tableaux

Le profil des chargés d'études était le suivant :

- Un statisticien économiste
chef de projet
- Un agro-économiste
- Un économiste financier

Nous remercions tous les services techniques qui ont bien voulu coopérer avec nous en mettant à notre disposition tous les documents disponibles et nécessaires pour la réalisation de l'étude.

Pour le B A R A

Ibrahim Lamine DIARRA

LISTE DES CONTACTS

SERVICES	Personnes contactées	PERIODE	Documents recueillis	Observations
BDM (Direction du crédit)	M. Cissé (SRIFD) M. Toure Alpha M. Daga Samba	Début février mi-mars		
Ministère de tutelle des sociétés d'Etat	M. Diallo Ham- dou	mi-février mi-mars	Diagnostique annuel des sociétés d'Etat	
Direction nationale de la statistique	M. Traoré Denis M. Fofel	Début février	Statistiques industrielles	
Ministère de commerce	M. Coulibaly Mohamed	Début février mi-avril		
Direction nationale des industries	M. Fane	Début février mi-mars	Liste des en- treprises	
Direction nationale des mines	M. Samaké Cyr. Mathieu	mi-février	Potentialités du sous-sol	
Régie chemin de fer	M. Diallo Kader	Début février		
Energie du Mali	M. Cissé Daouda	Début février		Entretien sur les perspectives de développe- ment de l'Ener- gie du Mali
Bureau Central des Recensements	M. Sow	3è semaine mars	Recensement de la popula- tion	
Direction nationale des dépôts	M. Toure Ainero			
Banque centrale	M. Fane Dielani	mi-mars-mai	Bulletin ban- que centrale	
Direction nationale des postes	M. Diane Mama dou	mi-février		
Ministère Economique et Direction du Commerce extérieur	M. Traoré You- souf	mi-mars-mars	Statistiques du commerce ex- térieur	

Institut d'économie rurale	M. Karabenta M. Mariko	février	
Centre malien du commerce extérieur	M. Dicko	fin mars	Préparation du symposium du 12 avril sur le commerce extérieur était en cours
Ministère de l'Industrie	M. Kaba	mai	
Banque centrale	M. Touré Younoussi	mai	
SONER	M. Traoré Ismafia	mai	
Opération arboriculture et cultures vivrières	M. Traoré Abdoulaye	mai	
Opération pêche	M. Sissoko Macki	mai	
SCCAM	M. Bousquet Jacques	mai	
Barrage Sélingué	M. Ballo Ma- madou	mai	
Direction élevage	M. Diakité Noumou	mai	
Banque monétaire	M. Carter	mai	
Pharmacopée nationale	M. Koumaré	juin	

- TOME I -

**BILAN ET DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
AU MALI**

I - BILAN DES INDUSTRIES EXISTANTES

1-0 - √-) vant Propos :

**Methodologie et précautions
pour la lecture des tableaux
statistiques**

La méthodologie retenue par le BARA pour faire le bilan de l'industrialisation au Mali a distingué deux phases dans l'enquête industrielle :

- . une première phase - dite quantitative - visait à recueillir auprès des entreprises un certain nombre de données sur les principaux agrégats : chiffre d'affaires, masse salariale, consommations intermédiaires, effectifs, situation financière. L'élaboration des questionnaires par les entreprises a été l'occasion d'une première réflexion pour les chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs principaux ratios ;
- . une seconde phase - dite qualitative - procédait par interview auprès des chefs d'entreprise pour dégager avec eux le bilan des difficultés rencontrées dans leur entreprise du point de vue du démarrage de l'entreprise, de son fonctionnement actuel, de ses problèmes financiers ou de distribution, de la gestion du personnel ou du système bancaire. .

Nous nous proposons ci-dessous de dégager de ces interviews de deuxième phase réalisées en Avril et Mai 1979 auprès d'une vingtaine de chefs d'entreprise les principaux facteurs caractéristiques de l'industrialisation au Mali. Dans une première présentation nous dégagerons la hiérarchie des difficultés telles qu'elles sont définies par les "p a t r o n s" de l'industrie malienne, quel que soit le secteur ou le statut juridique. Dans une deuxième présentation, nous nous efforcerons de regrouper les difficultés rencontrées en fonction d'une typologie des industries ; enfin, dans une troisième synthèse, nous donnerons le point de vue du BARA, c'est-à-dire des enquêteurs, sur ce diagnostic des industries maliennes par les industriels et les nuances ou compléments qu'il faut y apporter pour en avoir une lecture rigoureuse.

Les tableaux statistiques représentent les résultats des enquêtes quantitatives auprès des entreprises : grandes, petites, moyennes industries de différents statuts juridiques sur l'ensemble du territoire Malien.

Les questionnaires qui ont pu être dépouillés ont permis d'établir les tableaux ci-après. Il y a un certain nombre de précautions qui ont été prises par la présentation de ces résultats. Les questionnaires récupérés ont été remplis plus ou moins correctement selon les rubriques. Aussi il a été mis vis-à-vis de chaque résultat agrégé le nombre d'entreprises concernées.

Cette méthode doit permettre de ne pas faire d'interprétations erronées des moyennes ou de ratios qui seraient déduits de ces tableaux.

Les résultats ont été présentés selon :

- les branches d'activités
- le statut juridique des entreprises :
entreprises étatiques, mixtes et privées
- la localisation des entreprises dans le pays.

1.1. Situation d'ensemble

Tableaux récapitulatifs

111 Situation d'ensemble

112 Tableaux récapitulatifs

113 Tableaux d'évolution de quelques
agrégats de 1974 à 1978

11. Situation d'ensemble

La situation d'ensemble de l'industrie malienne se présente comme suit :

1°) Statut juridique :

Les entreprises industrielles maliennes peuvent être réparties en trois grandes catégories selon leur statut juridique :

Les entreprises étatiques qui représentent 36% des entreprises.

Les entreprises mixtes qui constituent 10% des entreprises

Les entreprises privées qui totalisent 54% des entreprises

2°) Période de création .

On peut distinguer trois grandes étapes dans l'industrialisation du Mali : l'époque coloniale, ^{ensuite} une période qui va de 1962 à 1969 et une période qui va de 1970 à 1978.

Le secteur industriel à l'époque coloniale était presque inexistant car le Mali servait de réserve de main-d'œuvre et de fournisseurs de matières premières telles que le coton, l'arachide. Les principales industries de l'époque faisaient la transformation primaire de ces produits. Ces industries étaient complétées avec quelques industries alimentaires : limodaderie, brasserie, glace alimentaire, boulangeries.

Pour l'essentiel le Mali était une zone d'échange.

L'époque suivante, 1962-1969, peut être considérée comme une époque de décolonisation. Cette époque est caractérisée par une stratégie volontariste d'industrialisation ^{avec} la création du secteur d'Etat.

La période, 1970 à 1978 qui est la période actuelle coïncide avec la réintégration du Mali dans la zone franc et une ouverture plus grande aux capitaux étrangers ; cette période est caractérisée par la création d'industries mixtes privées par les nationaux et/ou les étrangers.

3) Branches d'activités :

Les entreprises industrielles (grandes, moyennes et petites) qui ont fait l'objet de l'enquête industrielle sont au nombre de 72 et se répartissent comme suit :

- a) Industries alimentaires au nombre de 30 et constituent 41% de l'ensemble des industries. Dans les industries alimentaires nous avons 16 industries agro-alimentaires qui font 22% du total des industries.
- b) Industries des matériaux de construction sont au nombre de 2 et constituent 3% des industries.
- c) Produits céramiques sont au nombre de 1
- d) Electricité et gaz sont au nombre de 2
- e) Industries des cuirs et peaux sont au nombre de 1
- f) Industries textiles sont au nombre de 4 et constituent 6% des industries
- g) Produits chimiques et produits en plastique sont au nombre de 5 et constituent 7% des industries
- h) Industries mécaniques et métaux sont au nombre de 12 et constituent 17% des industries
- i) Industries du bois sont au nombre de 3 et constituent 4% des industries
- j) Industries du Papier sont au nombre de 6 et constituent 8% des industries
- k) Industries électriques et électroniques sont au nombre de 4 et constituent 6% des industries
- l) Métallurgie de base sont au nombre de 2 et constituent 3% des industries

4) Chiffre d'affaires :

La question sur l'évolution du chiffre d'affaires a fait l'objet de réponses de la part de 54 entreprises au total. La répartition (en %) des entreprises suivant la branche de chiffre d'affaires est :

- 48% ont déclaré un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs maliens en 1978
- 13% ont déclaré un chiffre d'affaires de 50 à 100 millions de francs maliens
- 19% ont déclaré un chiffre d'affaires de 25 à 50 millions francs maliens
- 4% ont déclaré un chiffre d'affaires de 10 à 25 millions de francs maliens
- 9% ont déclaré un chiffre d'affaires de moins de 10 millions de francs maliens.

5°) Les Effectifs des entreprises

Le secteur industriel emploie en 1978, pour 43 entreprises, 11871 personnes dont 99% sont des nationaux et africains et 1% des expatriés.

Cette répartition entre les deux catégories de personnel est pratiquement la même depuis 1977.

Environ 13% des nationaux et africains sont des cadres et 87% des employés et ouvriers qualifiés ou non.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978 VENTILEES PAR REGION ECONOMIQUE ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE

79.

Unité = Nombre d'Entreprises

BRANCHES D'ACTIVITES	REGIONS				ECONOMIQUES (x)				en-semble
	District De Bamako	Region De Kayes	Region De Koulikro	Region De Sikasso	Region De Ségou	Region De Mopti	Region De Tom- bouctou	Region De Gao	
IND Alimentaires	17	1	1	1	8	2			30
Matériaux de construction	1	1	-	-	-	-	-	-	2
Produits céramiques	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Electricité et Gaz	2	-	-	-	-	-	-	-	2
IND des cuirs et peaux	1	-	-	-	-	-	-	-	1
IND Textiles	3	-	-	-	1	-	-	-	4
Produits chimiques et produits plastiques	5	-	-	-	-	-	-	-	5
IND Mécaniques et des métaux	10	-	-	1	1	-	-	-	12
IND du Bois	3	-	-	-	-	-	-	-	3
IND du papier	6	-	-	-	-	-	-	-	6
IND Electriques et Electroniques	4	-	-	-	-	-	-	-	4
Métallurgie de Base	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Ensemble des branches	55	2	1	2	10	2	-	-	72

(x) - Les entreprises qui ont fait l'objet de l'enquête industrielle sont principalement celles qui sont installées dans la région de Bamako car les entreprises qui se trouvent dans les autres régions sont constituées par les petites unités de production alimentaire = boulangeries, fabrique de glace et de boissons non alcoolisées.

REPARTITION DES ENTREPRISES PAR BRANCHES D'ACTIVITE
ET PAR STATUT JURIDIQUE

36

N°	Intitulé branches d'activités	Nombre d'Entreprises			Activités en 1978			
		Etat	Mixtes	Priv.	Total	Emplois	C. A. (milliers FM)	Salaire versé
1	Ind. Alimentaires	16	2	12	30	(a) 3949	(a) 25147,39	(a) 1150,23
2	Matériaux de Const.	2	-	-	2	424	1813,5	231,19
3	Produits céramiques	1	-	-	1	146	103,7	43,75
4	Electricité Gaz	1	-	1	2	18	250,28	48,78
5	Ind. des cuirs et Peaux	1	-	-	1	165	77,55	-
6	Ind. Textiles	1	2	1	4	5199	30833,62	3828,3
7	Produits chimiques et produits plast.	-	-	5	5	(xx) 95	861,86	449,72
8	Ind. mécaniques et métaux	1	2	9	12	1014	6884,55	329
9	Ind. du Bois	1	-	2	3	307	430,3	123
10	Ind. du Papier	2	-	4	6	188	128,34	102,2
11	Ind. Electriques et Electroniques	-	1	3	4	246	1431,07	63
12	Métallurgie de Base	-	-	2	2	(b) 19	(b) 44,43	-
ENSEMBLE		26	7	39	72	11770	68006,59	3560,6

(a) Chiffres relatifs à 11 unités pour l'année 1978

(xx) Données des unités qui ont pour activité principale les produits chimiques et produits en plastiques.

(b) Données pour une unité.

CAPITAUX SOCIAUX DES ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978

31.

Par Branches d'Activité, et par forme Juridique

Unité = 1 000 FM

B R A N C H E S D'ACTIVITES	PRIVEES(SA +SARL+INDIV):		MIXTES		ETATIQUES		TOTAL	
	Nb. entrep. (x)	Capitaux	Nb. entrep. (x)	Capitaux	Nb. entrep. (x)	Capitaux	Nb. (x) entrep.	Total
IND Alimentaires	7	714.500	1	1.100.000	5	3.080.590	13	4.895.090
Matériaux de construction	-	-	-	-	2	4.869.860	2	4.869.860
Produits céramiques	-	-	-	-	1	334.000	1	334.000
Electricités Gaz	1	35.500	-	-	1	100.000	2	135.500
IND des cuirs et peaux	-	-	-	-	1	900.000	1	900.000
IND Textiles	1	925.000	2	1.507.000	1	7.748.441	4	10.180.441
Produits chimiques et plastiques	4	331.000	-	-	-	-	3	331.000
IND Mécaniques Métaux	9	517.370	1	300.000	2	456.509	12	1.273.879
IND de Bois	2	29.600	-	-	1	316.000	3	345.600
IND du Papier	1	34.500	-	-	1	222.000	2	256.500
IND Electrique - Electronique	3	237.000	1	80.000	-	-	5	317.000
Métallurgie de Base	1	1.251	-	-	-	-	1	1.251
T O T A L	29	2.825.721	5	2.987.000	20	18.027.400	48	23.840.121

(x) - Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquete.

ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978 VENTILEES PAR BRANCHE D'ACTIVITE
ET PAR TRANCHE DE CHIFFRES D'AFFAIRES

BRANCHES D'ACTIVITES	Nombre EN (x)	TRANCHES DE C.A - (En Million-Francs Maliens)					N. D. A. (1)
		0 - 10	10 - 25	25 - 50	50 - 100	100 et +	
IND Alimentaires	18	1	-	3	1	9	4
Matériaux de construction	2	-	-	-	1	1	-
Produits céramiques	1	-	-	-	-	1	-
Electricité et Gaz	2	-	-	1	-	1	-
IND des cuirs et peaux	1	-	-	-	-	1	-
IND Textiles	4	-	-	-	-	4	-
Produits chimiques/Plastiques	4	-	-	2	1	1	-
IND Mécaniques et des métaux	12	1	2	3	2	4	-
IND du Bois	3	1	-	-	-	2	-
IND du papier	2	-	-	1	-	1	-
IND Electriques et Electroniques	4	1	-	-	2	1	-
Métallurgie de Base	1	1	-	-	-	-	-
TOTAL	54	5	2	10	7	26	4

(1) N. D. A = Non Denommé ailleurs

(x) Nombre d'entreprises = Nombre d'entreprises qui ont répondu.

TABLEAUX RECAPITULATIFS

- Activités industrielles au Mali au 1-1-79

- Entreprises industrielles ventilées selon leur statut, leur localisation, l'emploi et le chiffre d'affaires en 1978.

Tableau Récapitulatif
Activités industrielles au Mali
Janvier 1979

34

SOURCES Enquête industrielle du Mali (ONUDI/B.A.R.A.) de Février 1979 à Avril 1979. Statistiques des productions industrielles de 1974 de la direction générale de la statistique.

N. B. Les industries alimentaires (boulangeries, limonaderies, glace alimentaire) sont celles implantées à Bamako.

Activités industrielles	%	Nbre d'entrep.	Production (moyenne 1976 - 77)			Observations
			Libellés	Q	Ven million de F. M)	
1- Industries alimentaires	41	30				
1-1 Industries agro-alimentaires		16				
Rizeries		7	Riz décortiqué en 1000 T	44,05		1 nouvelle unité DIORO pour 79
Toréfaction café		1	Café Toréfié			
Sucreries		2	Sucre 1000 T Alcool 1000 hl	18,8 2,5		+ 1 projet
Minoterie		0				+ 2 projets
Huileries		2	Huile brute en 1000 T Tourteaux en 1000 T Savon en 1000 T	12,65 347,25 2122		+ 1 projet à Koutiala Activité secondaire + 1 projet
Cigarettes et Tabacs		1	Cigarettes 1000 C	47,4		
Allumettes		1	Allumettes 1000 C	26,9		
Confiturerie-concentré de tomate et fabrique de jus de fruits		1	Concentré de Tomate	Prévision Product. 78-79		Changement de statut
Thé		1	Thé en Tonne	106,95		Extension prévue création d'une Office maliennne du Thé
1-2 Autres industries alimentaires		14				
Abattoirs et boucheries		1	Bovins en 1000 Têtes Ovins en 1000 " Caprins en 1000 "	50 28 35		+ 1 projet GAO
Laiterie		1	Lait pasteurisé en 1000 hl Yaourt pots de 12,5 en 1000 pts	24,2 575		Extension en cours
Biscuiteries et pâtes alimentaires		1	Biscuits en T Pâtes alimentaires en T	495,1 347,25		

Boisson sans alcool 1000 hl		1		28		
Industrie alimentaire		1		Glace 1000 T	2,8	Y compris production activité secondaire de 2 entrep.
Brasserie		1		Bierre 1000 hl	14,85	+ 1 projet Bamako
Confiserie		1		Confiserie en T	1255	Extension en cours de réalisation
vinaigrerie		1		Vinaigre 1000 l eau de javel en T.	340,75 543,4	
Boulangeries		5	enquêtées			
Conserves de Poissons		1		capitaine fumé Kg	5937	Unité expérimentale -op. pêche
Matériaux de construction	3	2				
Cimenterie et marbrerie		1		Ciment 1000 T Granito m2 Marbre m2	37292 40969 217	+ 1 projet de cimenterie
Fabrique de briques cuites		1				Changement de statut
Produits céramiques	1%	1				
Produits céramiques		1		Produits céramiques en pot chaux (Tonne)	21910 549,55	Extension en cours
Electricité- Gaz	3%	2				
Electricité		1		KWH	84680	4,38
Gaz		1		Oxygène 1000 m3 Acétylène 1000 m3	49,881 10,844	
Industries des cuirs et peaux	1%	1				
Tannerie et chaussures en cuir		1		Peau Tonnes (4) Chaussures (paire) Maroquinerie (4)	18806 20690 10404	+ 1 nouvelle unité à Kayes + 1 projet à Ségou
Industries Textiles	6%	4				
Production coton (égrenage)		1		Coton fibre 1000 T Coton graine 1000 T	44,15 59,3	Entreprise avec 9 usines
Production Textile		2		Blanchiment-Teinture impression (en m) tissus pagnes en 1000 m	30002500 3997	

			Bonneterie (pièce)	245000		
			Tapiserie (pièce)			
Sacherie		1	sac toutes variétés 1000 u	2,782 y		
Produits chimiques et produits en plastique	7%	5				
Peinture		1	Peinture (T)	145		Extension prévue insecticides - savon en poudre + 1 projet à Bamako
Parfumerie		2	Parfum (litre)	29575		Activité secondaire
			Pomade (kg)	20600		
			Talc (kg)	837		
			Alcool de menthe (litre)	9540		
Plastique		1	Chaussures plastiques 1000 paires	875		Production d'une unité en activité principale et d'une unité en activité secondaire
			Production plastique tonne	103,75		
Alcool de menth et Fabrique de Bougies		1	Alcool de menth (litre) Fabrique de bougies u.			Fabrique de boug nouvelle unité non encore fonctionnelk
Transformation caoutchouc		..	Chambre à air	277		Activité secondaire d'une entrep
Industries Mécaniques et Métaux	17%	12				
Garage		3 enquêtes	Réparation entretien		90,485	Résultats partiels des 3 entreprises
Constructions métalliques		9	Vélos + cycles (unité)	33076	2,202	
			meubliers métalliques		1,177	
			charrues (1000 u)	11,5		
			multiculteurs 1000 u	11,75		
			semoirs (1000 u)	6,25		
			charrettes (1000 u)	13,5		
Industries du Bois	4%	3	tôles ondulées 1000 u	200,5		
menuiserie		2	meubles (unité)		265	

- Scierie		2	Bois scié m3	550	19,202	
Industries du Papier	8%	6				
- imprimeries x x x		4 enquêtes	Travaux d'imprimerie	...		Extension prévue pour une imprim. réserve de 3 imprimeries
- Fabrique de cahiers		1	Cahiers			
- Cartonnerie		1	emballage en carton			extension prévue pour sacs de ciment
Industries Electriques et Electroniques	6%	4				
- Fabrique de radios		1	montage radios (unité)	3169		projet froid montage ventilateur
- Fabrique de batteries		1	accumulateurs (unité)	...	274,86	
- Fabrique de Piles		1	Piles Wonder (paquet)	6,6	516	
- Atelier de rebobinage		1		...	23,144	
Metallurgie de Base	3%	2				
- Fonderies		2 enquêtes	Fonte (pièce)	9042		données incomplètes nouvelles product. en cours
TOTAL	100%	72				

(x) - La production de glace donnée ici est la production d'une unité qui fait principalement de la glace et de 2 autres unités qui font de la glace comme activités secondaires.

(xx) - Sur 10 boulangeries existant à Bamako quatre ont été enquêtés et n'ont pas répondu aux questionnaires. Il existe en plus environ une dizaine de boulangeries dans les régions réparties comme suit :
à Ségou, Koutiala, Sikasso, Tombouctou, Gao, Niolo, Kayes.

(x x x) - Une imprimerie nationale, deux grandes imprimeries privées plus environ 5 petites imprimeries.

... Données non disponibles.

EFFECTIFS PERMANENTS DES NATIONAUX ET AFRICAINS OCCUPES PAR LES
ENTREPRISES INDUSTRIELLES PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES
ET PAR BRANCHES D'ACTIVITE EN 1978

BRANCHES	CATEGORIES SOCIO- PROFESSIONNELLES						ENSEMBLE	
	Cadres Supérieurs et Techniciens :			Employés et Ouvriers qualifiés et non qualifiés				
	Nb.Ent. (x)	Total	%	Nb.Ent.(x)	Total	%		
ALIMENTAIRES	13	596	15	14	3 353	85	3 949	100%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	1	72	17	1	352	83	424	100%
PRODUITS CERAMIQUES	1	21	14	1	125	86	146	100%
ELECTRICITE - GAZ	1	2	11	1	17	89	19	100%
Ind. DU CUIR ET PEAUX	1	14	8	1	151	92	165	100%
Ind. TEXTILES	4	570	11	4	4 629	89	5 199	100%
PRODUITS CHIMIQUES ET PLASTIQUES	3	12	13	3	83	87	95	100%
Ind. MECANIKES - METAUX	8	122	12	8	892	88	1014	100%
Ind. DU BOIS	3	90	29	3	217	71	307	100%
Ind. DU PAPIER	2	25	13	2	163	87	180	100%
Ind. ELECTRIQUES-ELECTRONIQUES	3	22	9	4	224	91	246	100%
Ind. METALLURGIE DE BASE	1	1	5	1	18	95	19	100%
ENSEMBLE	41	1 547	13	43	10 224	87	11 771	100%

(x) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête.

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS BRUTS REALISES EN 1976, 1977, 1978 PAR LES
ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU MALI VENTILEES PAR BRANCHE D'ACTIVITE ET
PAR FORME JURIDIQUE

36.

BRANCHES D'ACTIVITES	Statut Juridique	Capital Social		Unité en millions FM					
		INVESTISSEMENTS		TOTAUX					
		Nb. Ent(x)	Montant	Nb. Ent(x)	Montant	Nb. Ent(x)	Montant	Nb. Ent(x)	Montant
IND. ALIMENTAIRES	Etat	5	3080,59	5	1254,45	5	441,23	3	164,98
	Mixtes	1	1100				4,76		
	Privées	7	714,5	6	1322,26	5	1562,27	6	1804,76
	Total	3	4895,09	11	2576,71	11	2007,66	9	1969,74
MATÉRIEAUX de CONSTRUCTION	Etat	2	4869,66	2	253,21	2	88,5	1	101,36
	Total	2	4869,66	2	253,21	2	88,5	1	101,36
PRODUITS CERAMIQUES	Etat	1	334	-	-	1	3,6	1	4,5
	Total	1	334	-	-	1	3,6	1	4,5
ELECTRICITE et GAZ	Etat	1	100	1	174,42	1	438,03	-	-
	Privées	1	35,50	1	6,26	1	3,34	1	58,41
	Total	2	135,50	2	180,68	2	441,37	2	58,41
IND. Des CUIRS et PEAUX	Etat	1	900	1	10,13	1	121,33	-	-
	Total	1	900	1	10,13	1	121,33	-	-
IND. TEXTILES	Etat	1	7348,44	1	112,6	1	215,6	1	75,2
	Mixtes	2	1507	2	564,8	2	734,2	2	58,5
	Privées	1	925	1	2,20	1	2,22	1	2,26
	Total	4	9780,44	4	679,6	4	957,02	4	135,96
PRODUITS CHIMIQUES-PLASTIQUES	Privées	4	331	3	110,13	1	9,52	2	280,11
	Total	4	331	3	110,13	1	9,52	2	280,11
IND. MECANIQUES et METAUX	Etat	2	456,51	1	15,8	1	18,16	-	-
	Mixtes	1	300	1	51,05	1	92,09	1	128,52
	Privées	9	517,37	6	394,46	6	515,51	6	1054,61
	Total	12	1273,88	8	461,31	8	625,76	7	1182,93
IND. du BOIS	Etat	1	316	1	5,3	1	7,5	1	5,3
	Privées	2	251	1	200,2	1	25,6	1	18,2
	Total	3	567	2	205,5	2	33,1	2	23,5
IND. du PAPIER	Etat	1	222	1	8,8	1	151,2	1	37,1
	Privées	1	34,50	-	-	-	-	-	-
	Total	2	256,5	1	8,8	1	151,2	1	37,1
IND. ELECTRICITE - ELECTRONIQUE	Mixtes	1	80	1	14,5	1	14,3	-	-
	Privées	3	237	1	400,11	-	-	3	157,86
	Total	4	317	2	414,61	1	14,3	3	157,86
METALLURGIE de BASE	Privées	1	1,25	-	-	-	-	-	-
	Total	1	1,25	-	-	-	-	-	-
T O T A L		49	23661,32	36	4900,68	34	4453,36	30	3951,47

(X) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'enquête

TABLEAUX D'EVOLUTION DE QUELQUES AGREGATS

(1974 à 1978)

- Evolution des investissements
- Evolution de l'emploi
- Evolution de la production des entreprises
- Evolution des ventes
- Evolution des achats de matières premières
- Evolution des matières premières consommables
par les entreprises
- Evolution des cotisations et des impôts
- Evolution des dettes et frais financiers

INVESTISSEMENTS BRUTS DE 1974 A 1978 DES ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI
AU 31 DECEMBRE 1978 PAR BRANCHES D'ACTIVITES

Unité = Millions FM

BRANCHES D'ACTIVITES	A		N		N		E		E		S
	1974		1975		1976		1977		1978		
	NB ENT(x)	INVEST	NB ENT(x)	INVEST	NB ENT(x)	INVEST	NB ENT(x)	INVEST	NB ENT(x)	INVEST	
IND Alimentaires	10	5778,97	10	7919,18	11	2576,71	11	2007,66	9	1969,74	
Matériaux de construction	2	242,59	2	190,78	2	253,21	2	88,50	1	101,36	
Produits céramiques	-	-	1	2,1	-	-	1	3,6	1	4,5	
Electricité - Gaz	2	913,12	2	4007,77	2	180,68	2	441,37	1	58,41	
IND des cuirs et peaux	1	159,04	1	4,97	1	10,13	1	121,33	-	-	
IND. Textiles	2	4124,7	4	6323,1	4	679,6	4	957,02	4	135,96	
Produits chimiques et Plast.	2	101	2	105	3	110,13	1	9,52	2	280,11	
IND. Mécanique et des Mét.	7	419,62	7	372,7	8	461,31	8	625,76	7	1182,93	
IND. du Bois	2	382,37	2	156,03	2	205,5	2	33,1	2	23,5	
IND. du Papier	1	10,8	1	53,00	1	8,8	1	151,2	1	37,1	
IND. Electricité et Electroniq.	1	2,2	1	1,2	2	414,61	1	14,3	3	157,86	
IND. Métallurgie de Bois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
T O T A L	30	12134,41	33	19136,83	35	4900,68	34	4453,36	31	3951,47	

(x) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

**EFFECTIFS PERMANENTS DES NATIONAUX ET AFRICAINS ET DES EXPATRIÉS
PAR BRANCHES D'ACTIVITÉS**

39.

Unité = nombre d'employés

BRANCHES D'ACTIVITÉS	EMPLOYÉS PERMANENTS														
	1976					1977					1978				
	nat + af (1)	autres (2)	Total	%	Nb. Ent. (x)	nat + af (1)	autres (2)	Total	%	Nb. Ent. (x)	nat + af (1)	autres (2)	Total	%	Nb. Ent. (x)
IND. Alimentaires	2413	32	2445	24,34	12	2255	51	2306	21,64	12	3949	36	3985	33,57	14
Matériaux de construction	431	18	449	4,47	1	426	19	445	4,18	1	424	18	442	3,72	1
Produits céramiques	144	5	149	1,48	1	144	4	148	1,39	1	146	8	154	1,30	1
Electricité et Gaz	718	-	718	7,15	2	864	-	864	8,11	2	19	-	19	0,16	1
IND. des Cuirs et Peaux	165	-	165	1,64	1	165	-	165	1,55	1	165	-	165	1,39	1
IND. Textiles	4485	13	4498	44,78	3	5045	8	5053	47,43	4	5199	12	5211	43,90	4
Produits chimiques - plastiques	66	1	67	0,67	2	73	1	74	0,69	2	95	4	99	0,83	3
IND. Mécaniques - Métaux	779	19	794	7,90	7	953	15	968	9,09	8	1014	19	1033	8,70	8
IND. du Bois	323	-	323	3,22	3	270	-	270	2,53	3	307	-	307	2,59	3
IND. du Papier	151	-	151	1,50	2	176	-	176	1,65	2	188	-	188	1,58	2
IND. Electriques et Electronique	265	2	267	2,66	3	163	3	166	1,56	3	246	3	249	2,10	4
Métallurgie de Base	19	-	19	0,19	1	19	-	19	0,18	1	19	-	19	0,16	1
ENSEMBLE	9959	86	10045	100	38	10553	101	10654	100	40	11771	100	11871	100	43
	99,14%	0,86%	100%			99,05%	0,95%	100%			99,16%	0,84%	100%		

(x) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

(1) NAT. + AF = Nationaux + Africains

(2) Autres Expatriés

EFFECTIFS TOTAUX DES NATIONAUX ET AFRICAINS DE 1974 à 1978 PAR LES ENTREPRISES

40.

IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 78

	1 9 7 4				1 9 7 5			
	Cadres + Techniciens		Autres Employés		Cadres + Techniciens		Autres Employés	
	Nb. ENT. x	TOTAL	Nb. ENT. x	TOTAL	Nb. ENT. x	TOTAL	Nb. ENT. x	TOTAL
IND. ALIMENTAIRES	11	2438	10	1475	11	1376	10	1576
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	1	70	1	308	1	73	1	320
PRODUITS CERAMIQUES	1	13	1	118	1	13	1	136
ELECTRICITE - GAZ	1	1	1	19	2	121	2	590
IND. DES CUIRS ET PEAUX	1	14	1	151	1	14	1	151
IND. TEXTILES	3	329	4	3 108	3	352	3	4 199
PRODUITS CHIMIQUES - PLASTIQUES	1	5	1	19	2	8	2	54
IND. MECANIKES - METAUX	5	42	6	295	5	48	4	232
IND. DU BOIS	3	79	3	260	3	86	3	251
IND. DU PAPIER	2	28	2	120	2	29	2	113
IND. ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	1	1	1	11	1	1	1	11
IND. METALLURGIE DE BASE	1	11	1	18	1		1	18
ENSEMBLE DES BRANCHES	30	3031	32	5902	32	2122	31	7651

(X) - Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

Unité = Nombre d'Employés

1		9 7 6		1 9		7 7		1 9 7 8			
Cadres + Techniciens		Autres Employés		Cadres + Techniciens		Autres Employés		Cadres + Techniciens		Autres Employés	
Nb. ENT.(x)	TOTAL	Nb. ENT.(x)	TOTAL	Nb. ENT.(x)	TOTAL	Nb. ENT.(x)	TOTAL	Nb. ENT.(x)	TOTAL	Nb. ENT.(x)	TOTAL
12	766	11	1 647	12	380	12	1 875	14	596	14	3 353
1	74	1	357	1	73	1	353	1	72	1	352
1	16	1	128	1	15	1	129	1	21	1	125
2	124	2	594	2	131	2	733	1	2	1	17
1	14	1	151	1	14	1	151	1	14	1	151
3	359	3	1 126	4	537	4	4 508	4	570	4	4 629
2	8	2	58	2	9	2	64	3	12	3	83
7	102	7	677	8	113	8	840	8	122	8	892
3	89	3	234	3	88	3	182	3	90	3	217
2	32	2	119	2	25	2	151	2	25	2	163
3	19	3	95	3	22	3	143	3	22	4	224
1	1	1	16	1	1	1	18	1	1	1	18
38	1 604	37	8 204	40	1 408	40	9 147	42	1 547	43	10 224

PRODUCTION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN VALEUR
de 1974 à 1978

41.

Unité = en millions FM

BRANCHES D'ACTIVITES	ANNEES ET PRODUCTIONS INDUSTRIELLES EN VALEUR									
	1974		1975		1976		1977		1978	
	Nb. Ent. (x)	Valeur	Nb. Ent. (x)	Valeur	Nb. Ent. (x)	Valeur	Nb. Ent. (x)	Valeur	Nb. Ent. (x)	Valeur
D. Alimentaires	5	7504,48	8	10958,16	10	11375,53	5	15252,11	7	18081,57
Matériaux de construction	2	1286,47	1	1573,69	1	1403,89	2	1552,48	1	1595,2
Produits céramiques	1	51,42	1	61,05	1	86	1	109,	1	119,4
Electricité et Gaz	1	4170,87	2	4507,34	2	4949,69	2	5608,64	1	119,4
D. des Cuir et Peaux	1	208,57	1	147,77	1	146,13	1	89,82	-	-
D. Textiles	2	9413,95	3	3745,5	3	17509,76	3	31834,89	3	36520,4
Produits Chimiques/Plastiques	1	128	1	202	1	147	2	322	3	851,82
D. Mécaniques et Metaux	6	2426,26	7	3218	7	7103,55	7	2.756,1	8	5146,9
D. du Bois	2	170	2	173	2	230	2	357,2	2	450,7
D. du Papier	2	410,26	2	422,57	2	508,53	2	501,52	2	670,14
D. Electriques/Electronique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D. Metallurgie de Base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ENSEMBLE	23	25770,28	28	25009,08	31	51485,08	31	69048,89	32	64953,14

(x) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'enquête.

II - EVOLUTION DES VENTES DES ENTREPRISES
INDUSTRIELLES DE 1974 à 1978

Unité : millions FM

BRANCHES d'Activité	1974		1975		1976		1977		1978	
	NB ENT (x)	Ventes	NB ENT (x)	Ventes	NB ENT (x)	Ventes	NB ENT (x)	Ventes	NB ENT (x)	Ventes
IND Alimentaires	9	7.455,23	12	10.959,47	14	15716	14	27.721	11	25.147,39
Matériaux de construction	2	1.178,83	1	1.673,49	1	1540,29	2	2083,84	1	1813,7
Produits céramiques	1	50,6	1	75,2	1	80,1	1	89,9	1	103,7
Electricité et Gaz	1	3272,95	2	3956,41	2	4491,93	2	5213,69	1	250,29
IND Cuirs et Peaux	1	141,21	1	162,76	1	131,67	1	13,97	1	77,5
IND Textiles	4	13524,51	4	7514,1	4	22622,6	4	27213,71	4	30833,6
Produits chimiques et plastiques	1	102	1	181	2	269	2	319	3	861
IND Mécaniques et des Métaux	5	2332,2	6	2815,2	7	4572,12	6	4997	8	6884,8
IND du Bois	2	164	2	168	2	220,5	2	352	2	430,2
IND du Papier	1	82,56	1	78,57	1	126,53	1	110,52	1	21,75
IND Electrique/Electronique	1	49,52	1	307,35	1	423,14	1	258	3	133,7
IND Métallurgie de Base	1	9,11	1	25,28	1	43,75	1	34,47	1	44,47
ENSEMBLE	29	28362,72	33	27916,83	37	50237,66	37	68407,03	37	69006,59

(x) - Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

SALAIRES TOTAUX VERSES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

43.

DU MALI de 1974 à 1978

BRANCHES D'ACTIVITES	ANNEES ET CATEGORIES DE SALAIRES					1 9 7 5				
	1 9 7 4					1 9 7 5				
	Nat. + Afric.		Autres		Perm + Temp ⁽¹⁾	Nat. + Afric.		Autres		Perm + Temp ⁽¹⁾
	Nb. ENT.(x)	Total	Nb. ENT.(x)	Total	Total	Nb. ENT.(x)	Total	Nb. ENT.(x)	Total	Total
Ind. Alimentaires	7	367,08	1	39,79	759	8	443	2	101	926,12
Matériaux de construction	1	165,62	1	8,43	198	1	178,90	1	8,43	187,33
Produits céramiques	1	2,02	1	0,96	26,99	1	0,96	1	23,70	22,76
Electricité - Gaz	1	308,03	1	15,75	345,42	2	372,07	1	26,58	398,62
IND. du Cuirs et Peaux	1	56,63	-	-	56,63	1	60,20	-	-	60,20
IND. Textiles	4	1103,08	2	288,3	1485,38	4	1442,99	2	231,7	1896,79
Produits chimiques et Plastiques	-	-	-	-	13	-	-	-	-	13
IND. Mécaniques - Métaux	7	11301,36	3	2354,1	2838	8	4993,22	3	102,45	5092,03
IND. du Bois	2	88,57	-	-	90	2	86,33	-	-	87
IND. du Papier	2	72,08	-	-	75,36	2	72,16	-	-	75,36
IND. Electrique-Electronique	2	29	-	-	-	2	32,2	-	-	-
Métallurgie de Base	1	2,00	-	-	-	1	3	-	-	-
ENSEMBLE	33	13495,47	9	2707,54	5887,78	32	7625,03	10	493,86	8759,4

(X) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

(1) Perm + Temp = Permanents + Temporaires

43 bis

Unité = millions F. M.

1 9 7 6					1 9 7 7					1 9 7 8				
Nat. + Afric.		Autres		Perm.+Temp	Nat. + Afric.		Autres		Perm.+Temp	Nat. + Afric.		Autres		Perm.+Temp.
Nb. Ent. (x)	Total	nb.ent	Total	Total	Nb. Ent(x)	Total	Nb. Ent(x)	Total	Total	Nb. Ent(x)	Total	nb.ent(x)	Total	Total
10	590	3	48,23	1096,3	12	859	4	145,24	1490,22	10	858,61	4	175,52	1150,23
1	174,87	1	7,99	182,86	1	21271	1	8,43	148,82	1	223,20	1	7,99	231,19
1	22,75	1	3,60	35,32	1	28,03	1	2,82	40,35	1	37,65	1	3,12	43,7
2	422,17	1	26,12	457,91	2	443,1	1	14,97	479,52	1	48,78	-	-	48,78
1	66,59	-	-	66,59	1	63,65	-	-	63,65	-	-	-	-	-
4	1907,71	2	358,7	2423,41	4	2038,7	2	340,5	2379,2	4	2129,2	2	1463,1	3828,3
1	8,40	1	3,60	26	2	13,50	1	3,60	17,100	3	430	2	14	449,7
8	5436,09	3	111	5594,09	9	3180,43	3	124,12	3282,24	8	228	3	131	359
3	109,17	-	-	118	3	110	-	-	114	3	120	-	-	123
2	86,23	-	-	89,03	2	87,32	-	-	91,8	1	6	-	94	102,20
3	45	1	5,63	6,93	3	65,13	1	14,14	27,79	3	23,08	1	18,70	63
1	3,53	-	-	-	1	5	-	-	-	1	6	-	-	-
37	8872,51	13	564,87	10096,44	41	7103,57	14	653,82	8130,69	35	4113,91	15	1907,43	3560,34

ACHATS DE MATIERES PREMIERES PAR LES ENTREPRISES DE 1974 à 1978

Unité = en millions

44.

BRANCHES D'ACTIVITES	ANNEES ET ORIGINES DES MATIERES PREMIERES											
	1974					1975					1976	
	Mali		Autres pays		Total achats	Mali		Autres pays		Total achats	Mali	
	Ent. (x)	Achats	Ent. (x)	Achats		Ent. (x)	Achats	Ent. (x)	Achats		Ent. (x)	Achats
- Produits alimentaires	6	1087,81	6	579,76	1667,57	9	2897,13	6	787,69	3684,82	9	2965,1
- Matériaux de construction	1	0,94	1	17,34	18,28	-	-	1	43,65		-	-
- Produits céramiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Electricité et Gaz	-	-	1	1283,1	1283,1	-	-	2	1240,9	1240,9	-	-
- IND. des Cuirs et Peaux	1	10,1	1	60,71	70,81	1	4,44	1	19,78	24,22	1	121,8
- IND. Textiles	4	3061,12	2	5351,1	8412,22	4	5240,03	3	5046,6	10286,9	4	8501,19
- IND. Mécaniques et des métaux	2	66,74	5	1301,5	1368,24	3	94,65	5	1823,5	1918,15	4	1906,9
- IND. du Bois	2	194,8	1	2,5	197,3	2	135,6	1	8,3	143,9	2	196,3
- IND. du Papier	-	-	2	123,56	123,56	-	-	2	111,4	111,4	-	-
- IND. électriques et électroniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Métallurgie de Base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Produits chimiques et Plastiques	1	14	id	66	80	1	26	id	53	79	1	170
	17	4435,51	13	8785,57	13221,08	20	8398,12	21	9134,82	17532,94	21	13719,87

44 Bis

1976 (suite)			1977				1978					
Autres pays		Total achats	MALI		Autres pays		Total achats	MALI		Autres pays		Total achats
Ent.(x)	Achats		Ent. (x)	Achats	Ent. (x)	Achats		Ent. (x)	Achats	Ent.(x)	Achats	
6	877,2	3863,7	11	6414,7	6	1300,5	7715,2	10	10847,6	6	1443	12290,9
1	26,54	26,54	1	0,15	1	18,53	18,68	-	-	1	45	45
1	3,34	3,34	-	-	1	3,69	3,69	-	-	1	4,5	4,5
2	1407,8	1407,8	-	-	2	1375,3	1375,3	-	-	1	15,41	15,41
1	44,05	56,23	1	5,17	1	130,1	135,27	-	-	-	-	-
3	2090,5	10593,69	3	9629,7	3	3429,5	13059,2	4	11157,89	3	1894,9	13052,79
5	2006,3	3912,99	4	3172,54	3	2220,6	5393,14	3	2575,96	4	2444,4	5020,4
1	15,6	211,9	3	99,8	1	26,9	126,7	3	179,95	1	79,5	259,45
2	175,8	175,8	-	-	2	209,17	209,17	-	-	1	163,4	163,4
2	142,3	142,3	-	-	2	357	357	-	-	3	831,08	831,08
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	40	157	2	191,78	-	-	191,78	2	187	1	417,64	604,64
12	1001,43	4951,13	25	19513,84	22	9071,29	28585,13	27	24918,7	27	338,83	13052,79

(x) Entreprises qui ont répondu aux questionnaires d'Industria.

DEPENSES EN MATIERES CONSOMMABLES DES ENTREPRISES DE 1974 à 1978

45.

B R A N C H E S	1 9 7 4						1 9 7 5					
	élect. + eau + carburant		pièces détachées		emballages		élect. + eau + carburant		pièces détachées		emballages	
	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total
IND. Alimentaires	7	824, 91	8	478, 86	7	1151, 97	8	532, 37	8	8885, 97	7	1121, 18
Matériaux de construction	2	814, 71	2	20, 55	2	164, 57	1	962, 99	1	31, 21	1	275, 81
Produits céramiques	1	9, 50	1	2, 53	1	7, 81	1	9, 48	1	4, 93	1	8, 03
Electricité - Gaz	1	1272, 30	1	94, 62	-	-	2	1270, 65	2	111, 56	-	-
IND. des Cuirs et Peaux	1	10, 74	1	3, 05	1	453	1	8, 10 ^p	1	9, 75	1	203
IND. Textiles	4	706, 54	3	6521	2	240	4	1531, 24	3	141, 5	2	366, 9
Produits chimiques-Plastiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IND. Mécaniques Métaux	5	1487	3	10	3	15, 32	5	944	4	16, 1	4	16
IND. du Bois	2	14	2	7, 04	1	1	2	13, 16	2	5, 15	1	0, 3
IND. du Papier	2	19, 23	2	5, 46	-	-	2	36, 27	7	4, 80	-	-
IND. Electriques et Electroniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IND. Métallurgie de Base	1	0, 09	-	-	-	-	1	0, 23	-	-	-	-
T O T A L	26	5159, 02	25	7143, 11	17	2033, 67	27	5208, 49	23	9210, 97	17	1991, 22

(X) Nombre d'Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête.

45 Bis

Unité : En millions de F. M.

1 9 7 6						1 9 7 7						1 9 7 8					
élect. + eaux + carburant		Pièces détachées		Emballages		élect. + eau + carburant		Pièces détachées		Emballages		élect. + eau + carburant		Pièces détachées		Emballages	
Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total
10	257,48	11	665,53	9	1239,33	12	448,14	12	621,17	10	1670,48	12	687,81	12	968,84	9	167,4
1	778,90	1	33,16	1	277,30	2	830,85	2	37,18	1	290,94	1	819,65	1	31,71	1	198,9
1	10,06	1	4,01	1	20,60	1	11,98	1	3,76	1	13,50	1	11,50	1	3,80	1	16,1
2	1591,7	2	238,73	-	-	2	1634,81	2	319,36	-	-	1	23,59	1	20	-	-
1	8,10	1	1,51	1	571	1	9,84	1	2,27	1	5,03	-	-	-	-	-	-
4	1520,7	3	169,4	1	1215,20	4	1782,63	3	186,2	2	857,6	4	1794,92	3	260	2	1114,48
2	3,51	1	0,63	-	-	2	4,03	1	1,01	1	20	3	21,6	2	11,86	2	26,2
7	1185	5	26	4	21,39	7	1613	6	55	4	24	7	1914,28	5	70,2	3	29,4
3	20,29	3	12,22	1	0,3	3	24	3	16,18	1	0,3	3	22,1	3	13,4	1	0,3
2	25,31	2	10,72	-	-	2	37,82	2	10,4	-	-	2	110,81	2	22,75	-	-
2	14,62	1	6	1	120	2	21,54	1	12	1	320	2	25,28	2	30,51	1	740
1	0,46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
36	5416,13	30	1167,91	19	2899,83	38	6418,64	32	1264,53	22	3191,83	36	5431,54	32	1433,07	20	2295,8

EVOLUTION DES COTISATIONS ET DES IMPOTS PAYES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
de 1974 à 1978

46.

ANNEES ET CHARGES

Unité = millions de F. M.

BRANCHES	1974				1975				1976				1977				1978			
	Cotisations		Impôts		Cotisations		Impôts		Cotisations		Impôts		Cotisations		Impôts		Cotisations		Impôts	
	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total	Nb. ent. (x)	Total
Ind. alimentaires	7	58,38	7	26,34	8	126	7	36,41	9	115,41	7	49,06	11	211,29	9	96	9	224,7	8	103,37
Matériaux de const.	2	37,41	1	7,35	1	30,12	1	8,15	1	37,06	1	10,68	2	45,09	1	10,65	1	44,64	1	11,16
Produits céramiques	1	2,01	1	1,41	1	3,02	1	1,60	1	41,57	1	2,27	1	4,49	1	2,33	1	4,30	1	2,15
Electricité - Gaz	1	115,87	1	35,36	2	189	2	45,51	2	197,56	2	52,15	2	180,36	2	56,57	1	11,86	1	2,71
Ind. des cuirs-peaux	1	7,05	1	2,77	1	7,12	1	3,01	1	9,54	1	3,33	1	14,60	1	3,17	-	-	-	-
Ind. Textiles	4	235,22	4	73,71	4	390,13	4	86,52	4	421,22	4	102,27	4	619,56	4	114,09	4	311,48	4	118,0
Prod. chimiq-plast.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2,20	1	1,47	2	9,50	1	1,68	3	3,89	2	3,54
Ind. méc. et métaux	7	654,92	7	530,5	7	1159,49	8	337,12	7	194,31	7	711,4	8	733	9	607,14	8	5105,28	8	366,2
Ind. du Bois	2	10,14	2	4,49	2	12,08	2	5	3	15,26	3	6	3	16	3	5,30	3	17,16	3	6
Ind. du Papier	2	610,2	2	225	2	5,14	2	499,5	2	7,04	2	790	2	21	2	4	2	11	2	4,45
Ind. Elect. et électron	1	0,45	1	0,12	1	0,34	1	0,09	2	0,59	2	2,96	2	1	3	11,57	3	4,62	4	16,23
Ind. métal. de Base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,19	-	-	1	0,19	-	-
TOTAL	28	1731,65	27	914,55	29	1922,44	29	1022,91	33	964,76	31	1731,59	39	1856,08	36	912,5	36	6089,12	36	998,86

(X) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'enquêtes

()) E T T E S E T F R A I S (1974 et 1975)

BRANCHES D'ACTIVITES	ANNEES, DETTES ET FRAIS FINANCIERS											
	1974						1975					
	D L T		D C T		F F		D L T		D C T		F F	
	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total	Nb. Ent. (x)	Total
Ind. Alimentaires	4	2286,1	4	6521,7	6	28739,76	6	3338,12	6	11452,81	8	2657,81
Matériaux de construction	1	397,68	2	799,69	2	494,94	1	315,56	1	784,07	1	4730,97
Produits céramiques	1	16,99	1	84,52	1	0,24	1	16,99	1	109,73	1	0,01
Electricité et Gaz	1	3353,22	1	363,91	1	91,76	1	2976,11	2	519,16	2	89,61
Ind. des Cuirs et Peaux	1	10,00	1	30,19	1	4,35	-	-	1	329,41	1	9,53
Ind. Textiles	2	1398	3	8046,9	3	285,89	2	977,8	3	9687,6	4	818,6
Produits chimiques/Plastiques	1	143,83	2	112,68	1	9	1	144,72	2	164,72	1	9
Ind. Mécaniques-Métaux	1	120	5	1566,43	5	769	3	237	6	1166,44	6	762
Ind. du Bois	1	40	1	203,8	3	25	1	74	1	10	3	25
Ind. du Papier	1	4,66	2	76,44	2	3,65	-	-	2	112	2	3,41
Ind. Electrique/Electronique	1	55	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2,26
Métallurgie de Base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ENSEMBLE	15	7825,48	22	17806,26	26	30424,98	16	8080,3	25	47383,44	31	9108,2

(x) Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'Enquête

Abréviations: DLT = DETTES à long terme ; DCT = DETTES à court terme ; FF = FRAIS FINANCIERS

D E T T E S E T F R A I S de 1976 à 1978

47 Bis

ANNEES DETTES ET FRAIS FINANCIERS

N° Ent.	1976					1977					1978						
	D L T		D C T		F F	D L T		D C T		F F	D L T		D C T		F F		
	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	Total	Nb. Ent.	
7	3071,17	6	17844,52	8	135,72	3	4848,01	6	2344,37	10	16112	3	1784	3	1398,42	7	11566,07
1	246,76	1	547,00	1	3362,39	2	257,37	2	842,34	2	15665,7	11	25,20	1	900,80	1	17200
1	16,99	1	146,80	1	0,87	1	10,04	1	173,54	1	3,94	1	5	1	89,50	1	4,50
1	2529,21	2	586	2	83,56	1	2724,95	2	620	2	173,07	-	-	1	16,34	1	1,20
-	-	1	437,34	1	9,27	-	-	1	491,40	1	12,89	-	-	-	-	-	-
2	719,8	3	13429,6	4	1.196,93	1	103,8	3	7131,04	4	1701,35	1	1663,54	2	6733,57	4	1948,6
1	50	2	202,45	2	7,4	-	-	1	9	2	7,24	1	87	1	9	1	2,50
3	423,3	5	2805,27	6	678	3	770	5	3834	5	896,33	4	501,07	7	1497,45	6	1166
1	24	1	51	3	52,24	1	16	1	55,2	3	36,11	2	168	1	64,3	3	52,34
-	-	2	58,07	2	7,48	-	-	2	89,47	2	9	-	-	1	22,16	2	10,07
1	183	-	-	2	24,73	1	294	1	50	2	45,72	3	552,1	3	1009,51	2	44,79
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	7264,23	24	36108,05	32	18994,87	13	9024,17	25	15640,36	34	34665,37	16	4795,91	21	11781,03	28	32386,08

II - DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

2.1. Contraintes générales des entreprises industrielles
du Mali

- 211 L'anarchie du marché des produits industriels
- 212 L'approvisionnement en matières premières
- 213 Les prix
- 214 Les problèmes financiers
- 215 Approvisionnement en pièces de rechange
- 216 Problème de personnel
- 217 Autres problèmes

2.1 LES CONTRAINTES GENERALES DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU MALI

Si l'on ne tient pas compte de la spécificité sectorielle ni du statut juridique des entreprises ni de la localisation géographique, les industriels maliens connaissent tous actuellement un certain nombre de difficultés qui, pour certains, menacent même leur existence à brève échéance, que nous pouvons ainsi résumer. Nous n'avons mentionné que les problèmes définis comme prioritaires par une majorité d'entreprises.

2.1.1 - L'anarchie du marché malien des produits industriels

Cette anarchie est la conséquence de la concurrence frauduleuse des produits importés. Elle concerne la quasi totalité des productions industrielles, à l'exception sans doute des produits vivriers distribués par la SOMIEX dont les prix à la consommation découragent les fraudeurs. Les mécanismes sont connus de tous au Mali: il s'agit de concurrence frauduleuse dans la mesure où les commerçants importateurs ne paient pas les droits de douane à l'importation. Rappelons les faits cités par une note du CEPI (Perspectives et conditions de développement des activités du secteur textile cotonnier au Mali - Juillet 1978) :

"Les importations frauduleuses de filés d'origine ivoirienne régulièrement comptabilisés par les douanes de ce pays à la sortie, mais entrées au Mali sans passer par la douane ont très largement dépassé en 1975 et 1977, les importations reconnues respectivement 676 et 732 tonnes contre 136 !

Les tissus imprimés pour pagnes, qui concurrencent directement ceux produits par ITEMA et dont il est sorti régulièrement de Côte d'Ivoire en 75 et 76, 904 et 738 tonnes alors que le Mali n'en enregistre en entrées que 140,3 et 109,5 tonnes !

Un industriel malien nous citera le cas d'un camion chargé de produits industriels, passant la frontière, et représentant une valeur de 40 millions de FM sur lesquels des droits de 60% doivent être payés à la frontière. Cet industriel affirmait que le commerçant affrèteur du camion pouvait payer jusqu'à 5 millions de FM aux douaniers complaisants pour éviter de payer les 24 millions dus aux Douanes : son économie de 19 millions rentabilise largement l'opération. D'autre part, les versements corrupteurs aux douaniers sont d'un tel niveau par rapport aux salaires de ces fonctionnaires qu'ils découragent aisément tout esprit civique. Les solutions les plus adaptées se trouvent peut-être dans la fixation de primes aux douaniers, susceptibles de décourager la corruption.

La concurrence par les importations frauduleuses est certainement

un obstacle à la rentabilisation des investissements industriels au Mali : il ne doit pas cependant empêcher d'analyser les mécanismes de concurrence liée à la qualité des productions industrielles maliennes. Il ne sert en effet à rien de fermer arbitrairement les frontières par des droits de douanes élevés et théoriques - si les productions sont "b o u d é e s " par le marché : les commerçants maliens, dont l'habileté est légendaire, sauront tirer parti de cette "d i f f é r e n c e" de qualité. C'est le problème des allumettes qui est parfaitement connu y compris à la SONATAM : les allumettes étrangères sont vendues plus cher sur le marché malien que les allumettes "T A K A L A" mais sont également réclamées par le consommateur. La solution technique est connue et dépend des approvisionnements en bois de meilleure qualité que la kapockier.

L'anarchie du marché malien des produits industriels est donc une constante du discours des chefs d'entreprise. Elle renvoie à une contradiction industrie/commerce dont la solution est préalable à toute volonté de développement industriel au Mali.

2.1.2 - L'approvisionnement en matières premières

Second problème qui préoccupe les industriels maliens est celui de l'approvisionnement en matières premières locales ou importées. Celui-ci doit être en effet régulier pour permettre un fonctionnement normal d'unités industrielles et éviter des surstockages onéreux ou des fermetures pour cause de rupture en matières premières. Les causes de ces difficultés sont variables :

- . pour les matières premières importées, la question générale est celle de la situation géographique du Mali et de sa dépendance aux deux grands axes : Dakar Bamako et Abidjan-Bamako, l'un ferroviaire, l'autre routier ;
- . pour les matières premières locales, les questions d'acheminement sont celles des moyens de transport routiers, ferroviaires ou fluviaux entre les zones de production ou d'extraction et les lieux de transformation industrielle.

Une unité de production industrielle, en particulier au Mali, est indissociable de son système d'échanges et d'approvisionnement et la nécessité de disposer au Mali d'un système efficace de transport est une seconde priorité, bien connue sans doute, mais qu'il faut savoir mettre en œuvre. Ce qui implique des recommandations au niveau d'une politique des transports, au niveau des investissements à mettre en œuvre pour les infrastructures ferroviaires et routières, enfin au niveau des moyens de transport (RCFM, CMTR, CMN...). Par ailleurs, la dépendance pour les importations de matières premières, mais aussi de biens d'équipement et de pièces de rechange, aux ports de Dakar et Abidjan, exige également la définition de moyens dans ces ports pour faciliter et surveiller les opérations de transbordement, dédouanement, affrètement vers le Mali.

2.1.3 - P r i x

Les industriels maliens ne font sans doute pas preuve d'originalité en se plaignant du système de contrôle des prix : rares sont les pays du monde en effet où le contrôle des prix n'est pas remis en cause par les chefs d'entreprise soucieux de dagager la plus grande marge possible.

Cependant, les exemples cités lors des interviews semblent démontrer la lourdeur et l'inefficacité des procédures mises en œuvre au Mali. En effet, toute augmentation de prix doit être sollicitée auprès de la Commission Nationale des Prix, dans un dossier remis à la Direction des Affaires Economiques qui justifie les raisons économiques de l'augmentation sollicitée.

Les cas de l'Energie du Mali, de la Régie des Chemin de fer du Mali, de la COMATEX ou de TIDON KONTE, tendent à montrer que les dossiers peuvent rester en instance pendant des mois, voire des années. Toutes les augmentations de prix réclamées par les industries maliennes ne sont pas a priori justifiées mais il est certain que si les produits importés augmentent, et le pétrole parmi eux - de même que les salaires, la stabilité des prix des produits industriels ne peut être garantie par le seul blocage administratif. Ou alors et c'est ce qui se passe, ce blocage des prix signifie pour l'entreprise des résultats négatifs, l'impossibilité d'amortir ou de renouveler les équipements et la dégradation de la rentabilité.

L'analyse des dossiers d'augmentation des prix pourrait être instruite rapidement et les refus motivés clairement.

Mais plus au fond, cette question n'est pas seulement celle d'un contrôle plus ou moins "b u r e a u c r a t i q u e" des prix ; elle soulève des problèmes de cohérence économique d'ensemble dans la mesure où certains prix - industriels ou de première nécessité - sont contrôlés et d'autres, dont la distribution est assurée par le commerce privé, ne le sont pas. D'où la publication de deux indices officiels des prix à la consommation. Le Mali dispose donc de deux taux d'inflation des prix de détail, l'un officiel et l'autre réel.

Le caractère irrationnel de cette distinction ne pèse actuellement que sur les entreprises industrielles qui sont soumises au contrôle des prix. Les consommateurs ne bénéficient de ce report de l'inflation que dans la mesure où les unités industrielles ne pompent pas dans le budget de l'Etat le manque à gagner qu'elles tireraient de l'augmentation de leurs prix. En fait, on assiste à une réaction en chaîne des mécanismes économiques : les principales victimes en sont les sociétés et entreprises d'Etat, le système bancaire et financier, et en dernière instance les grands équilibres macro-économiques.

Le contrôle des prix n'est pas en cause : il peut se justifier si telle est la volonté de l'Etat Malien. Mais la hausse des coûts en amont - résultant de l'inflation mondiale et des mécanismes de domination de l'économie malienne - doit être alors supportée par le budget de l'Etat, et admise comme telle, sinon le déséquilibre permanent sera supporté par les seules entreprises industrielles, ce qui décourage l'industrialisation et entraîne des effets pervers dans toute l'économie malienne.

2.1.4 - Problèmes financiers

Ceux-ci sont essentiellement signalés par les sociétés et entreprises d'Etat, les sociétés mixtes et une société à statut particulier (coopérative) : conséquences des phénomènes précédemment décrits. Les manifestations sont toujours les mêmes :

- . absence de fonds de roulement
- . impossibilité de dégager l'autofinancement nécessaire pour conserver ou renouveler le capital productif
- . crédit à la clientèle commerçante irrécupérable.

Compte tenu de la place des S. E. E (Sociétés et Entreprises d'Etat) dans l'économie malienne, les difficultés de trésorerie se répercutent d'une entreprise sur l'autre. Ainsi telle entreprise se voit cesser ses livraisons si elle ne règle pas son transporteur, ou doit envisager de bloquer sa production pour non paiement de sa facture d'électricité, mais par ailleurs son principal ou unique client lui doit trois mois ou plus de facturation. Cette course à la trésorerie épuise les directions générales qui travaillent au jour le jour, dans l'incapacité de programmer un fonctionnement normal et régulier d'établissements industriels. Le système bancaire, de plus en plus sévèrement contrôlé par la Banque Centrale, est incapable de soulager les trésoreries défailtantes et s'y refuse dans la plupart des cas.

Les conséquences, dramatiques pour la santé industrielle du Mali, sont paradoxalement atténuées par un phénomène assez spécifique à certains pays pauvres : la relance de l'investissement productif avec "l'assistance" internationale. En effet, le recours à l'investissement productif est la seule solution pour résoudre la crise immédiate : d'où l'extension des principales unités industrielles et la multiplicité des nouveaux projets. On n'entretient pas, par manque de liquidités, les équipements existants : on les renouvelle ou on prévoit des extensions avec des financements internationaux. Ainsi la durée de vie des équipements productifs au Mali est assez brève ; elle se réduit encore par l'absence de pièces de rechange et par les possibilités de financement offertes pour de nouveaux équipements.

Ainsi la situation financière des entreprises industrielles - d'Etat principalement - entraîne un gaspillage du capital productif malien et paradoxalement, les aides internationales viennent encourager et accélérer ce gaspillage.

Des recherches doivent être entreprises pour tenter d'éviter que ne se perpétue ce cycle dramatique et onéreux en capital, ce qui manque le plus au Mali.

2.1.5 - Approvisionnement en pièces de rechange

La pénurie de pièces de rechange sévit au Mali de façon endémique pour différentes raisons; historique tout d'abord. La multiplication des équipements au Mali, liée aux différentes présences ou assistances qui se sont succédées, français, puis chinoise ou coréenne, aujourd'hui occidentale et qui se maintiennent presque toutes dans des unités différentes, crée une difficulté de normalisation des besoins en pièces de rechange.

De distance ensuite : c'est le problème d'accès pour les produits importés mais dans le cas des unités d'origine chinoise - Office du Niger, Comatex, Sonatam. - les délais d'approvisionnement sont au minimum de 2 ans et atteignent couramment 3 ou 4 ans. Pour les autres unités, les délais sont également très longs : ainsi à la SOMASAC qui dépend d'un fournisseur britannique, hégémonique sur le marché mondial, les délais sont d'environ 18 mois

De marché ensuite : Cette disparité dans les matériels n'a pas favorisé la naissance d'une unité de maintenance susceptible de répondre aux besoins les plus urgents. Un projet est actuellement en cours d'étude au CEPI mais doré et déjà, des établissements sont en train de se créer ou de se renforcer, afin de répondre aux besoins.

Afin d'éviter que ne se multiplient des investissements concurrentiels pour ce type d'unité de maintenance, nous préconiserons à brève échéance deux réunions sous l'autorité du Plan et de la DNI, avec la collaboration du CEPI :

1. une réunion entre la Régie des Chemins de Fer du Mali ; la SONATAM, la COMATEX, l'Office du Niger et ITEMA afin de définir les besoins en pièces de rechange qui pourraient être fabriquées sur place ;
2. une réunion entre les services ou unités industrielles, de maintenance, existantes ou en cours de démarrage ou de renforcement, c'est-à-dire les Ateliers de MARKALA, l'EMAMA de SIKASSO, la direction technique de l'Office du NIGER, les Ateliers de KOROFINA de la RCFM, et la FONCOMA.

2.1.6 - Problèmes de personnel

Toutes les entreprises ont évoqué ce problème avec gravité mais les plus inquiètes sont les entreprises les plus récentes. Plusieurs types de problèmes ont été signalés :

2.1.6.1 - Niveau technique

La jeunesse du marché de l'emploi industriel au Mali est caractéristique de nombreux pays africains. La main-d'œuvre d'origine essentiellement rurale a, tout naturellement, du mal à se faire aux contraintes de la production industrielle. Les centres de formation technique, ou l'appareil scolaire technique semblent, selon les chefs d'entreprise, assez mal adaptés aux besoins de l'industrie.

2.1.6.2 - Contraintes socio-culturelles

Plusieurs patrons maliens ont insisté sur les résistances du milieu socio-culturel - liens familiaux, existence de rapports sociaux pré-capitalistes, dominante agricole..... à une soumission aux règles de fonctionnement d'une entreprise industrielle. Ces remarques ont été formulées comme constituant des freins mais non des obstacles. Quelques exemples :

- . l'impossibilité pour un chef d'équipe qualifié de donner des ordres à tels manœuvres appartenant à des familles de rang social supérieur ;
- . dans telle usine, le travail en 3 x 8 a été supprimé et ramené en 2 x 8 devant les difficultés à faire travailler l'équipe de nuit ;
- . l'échec quasi général des mesures d'incitation à l'accroissement de la productivité, en particulier les mesures financières (primes de rendement, etc..).

C'est en effet une force de la société malienne que sa solidarité familiale : le mode de production capitaliste exige lui, pour le bon fonctionnement de ses industries, un éclatement des structures familiales et solidaires. Cet éclatement de la société agricole s'est réalisé en Europe à la fin du 19ème siècle et au 20ème siècle ; elle a libéré les millions de travailleurs dont avait besoin l'industrie naissante. Compte tenu de l'importation des processus de production, et des rapports sociaux de production qui les accompagnent, il n'est pas étonnant que les dirigeants d'entreprises maliens se rendent compte concrètement du divorce entre les rapports sociaux exigés par l'entreprise industrielle et ceux qui dominent dans l'environnement malien.

Cette analyse a été formulée également pour une entreprise conçue par les Chinois, malgré une conception technologique particulière mise en œuvre.

2.1.6.3 - Contraintes ville/campagne

Deux directeurs généraux d'entreprise ont souhaité que des études sociologiques soient menées avant l'implantation d'une industrie dans une région pour tenir compte des contraintes sociales, culturelles et agricoles. De fait le salaire ouvrier est supérieur au revenu paysan moyen mais entièrement monétaire, il couvre difficilement les besoins de la consommation urbaine et surtout entraîne de nouveaux besoins par rapport à la vie rurale (vélo, moto, maison..).

2.1.7 - Autres problèmes soulevés

. Transports

Déjà cités avec les questions d'approvisionnement. En particulier les difficultés de la RCFM et son manque de régularité ont été signalés à plusieurs reprises.

. Télécommunications

La difficulté pour obtenir une ligne téléphonique, ou de telex est fortement ressentie. Mais également la qualité des transmissions téléphoniques fait l'objet de nombreuses plaintes. La défaillance actuelle des postes pour le courrier et les colis sont un handicap certain pour les industriels.

L'industrialisation exige des échanges de communications avec les fournisseurs, les clients, l'administration, l'étranger qui ne peuvent supporter une qualité approximative.

. Energie

L'insuffisance des équipements de l'EDM et l'approvisionnement intermittent (perte d'activité d'un mois dans une grande entreprise de Bamako en 1977) sont suffisamment connus pour qu'on n'insiste pas. D'autre part, le démarrage du barrage de Selingue en 1980 garantit pour plusieurs années la sécurité d'alimentation électrique des industries bamakoises.

. Obsolescence des équipements

Il s'agit d'une remise en cause des choix technologiques faits par le Mali avec les Chinois dans la période 1962-1968, concernant des filières "l a b o u r - i n t e n s i v e" qui ne semblent plus répondre aujourd'hui aux exigences des nouvelles directions.

. Tutelle administrative excessive :

surtout ressentie par les entreprises et sociétés d'Etat, ce problème sera évoqué ultérieurement dans le cadre de la recherche d'une autonomie plus grande pour les S. E. E.

. Absence de relation inter-industrielles

regrettée par presque toutes les entreprises, elle pourrait être mise en œuvre à partir des projets précédemment définis d'unités de maintenance.

2.2 - Typologie des difficultés de l'industrie
maliennne

- | | |
|------|---|
| 221 | Difficultés selon l'origine des inputs |
| 2211 | inputs locaux |
| 2212 | inputs importés |
| 222 | Difficultés selon les effectifs |
| 223 | Difficultés selon le statut juridique |
| 224 | Difficultés selon la localisation géographique. |

2 2 TPOLOGIE DES DIFFICULTES DE L'INDUSTRIE MALIENNE

221 Les difficultés selon la nature des inputs

2211 Les inputs locaux

Les inputs locaux sont les matières premières locales et comprenant les matières du sous-sol, (ciment, chaux, argile) et du sol : agriculture, élevage et pêche.

A - Les matières premières agricoles

Les problèmes qui se posent à ce niveau sont la disponibilité régulière et la stabilité des prix de ces matières qui conditionnent la livraison aux usines.

Les principales matières premières d'origine agricole sont l'arachide, le coton et la canne à sucre.

Certaines de ces matières, telle que le coton et la canne à sucre font l'objet de monoculture dans de nombreux pays et comportent dans le développement de leur production un risque non négligeable dans la mesure où la filière industrielle qui prolonge cette production agricole débouche sur des prix internationaux très concurrentiels (sucre, textiles).

Aussi, dans le cas du sucre, l'objet industriel qui est du reste valable sera la couverture des besoins nationaux.

Pour l'arachide, les documents fournis par l'OACV (opération arachide et cultures vivrières) reflètent mal la situation dramatique au Mali.

On retiendra cependant deux aspects déterminants de la politique arachidière qui pourraient conduire à un échec notoire :

- 1°) le prix d'achat aux producteurs sont beaucoup trop bas :
60 FM/kg (30F. CFA) alors que le prix est de
65 F. CFA/kg en Haute-Volta.

2°) le prix d'achat aux producteurs est imposé par le prix de vente de l'huile ; ceci empêche les huileries d'acheter l'arachide à un prix correcte car l'huile, produit de première nécessité et produit stratégique pour l'Etat Malien ne peut être vendu qu'à un prix donné.

La SEPOM à Koulikoro dont les besoins s'élèvent à 30.000 T d'arachide et la SEPAMA à Kita dont les besoins sont de 45.000 T d'arachide, n'ont pu disposer à elles deux en 1978 que d'environ 40.000 T, soit un déficit de 40.000 T par rapport à leur besoin. Aussi ces usines n'ont pas fonctionné normalement d'où faillite à plus ou moins court terme si aucune intervention n'est effectuée pour résoudre cette rupture de fourniture de matières premières.

Actuellement la SEPOM, en cessation de paiement depuis des années ne peut plus payer les salaires d'un personnel pléthorique 800 employés au lieu de 156 à 200 nécessaires.

Les huileries manquent d'arachide et les producteurs ont tendance à détourner leur produit ou à cesser cette activité de production d'arachide.

Les paysans, dès qu'ils le peuvent, vendent à la Haute-Volta à la Côte d'Ivoire, à la Mauritanie ou aux consommateurs maliens, à des prix allant de 150 à 200 FM l'arachide décortiquée.

Sur une récolte d'environ 120 000 T en 1978 et déduction faite des 40 000 T livrées aux deux usines, le reste des récoltes a été exporté illégalement ou vendu sur le marché national directement aux consommateurs.

B - Produits miniers et matériaux de construction.

Pour les produits miniers il s'agit de mise en œuvre de projets qui dépendent principalement des financements internationaux et d'accord sur les filières de technologies.

Pour les matériaux de construction il y a deux problèmes majeurs :

Le transport depuis les zones d'extraction (carrières) et les conditions de production. L'implantation d'industries utilisant ces matières premières doit tenir compte des coûts comparatifs des différents matériaux de construction produits localement :

ciment, briques, banco, agglomérés.

Pour la céramique, les contraintes actuelles portent sur la commercialisation des produits fabriqués et leur adéquation à un marché final, uniquement urbain et circonscrit pour le moment à des couches de consommateurs à mode de vie "occidental" et qui ont la possibilité d'opérer des choix pour des questions de qualité en optant pour des produits du même type importés légalement ou par fraude.

2212 Inputs importés.

L'importation d'inputs pour les industries est la "nécessaire" contrepartie de l'industrialisation dite de substitution aux importations.

Le cheminement est en fait une substitution partielle : au lieu d'importer un produit final qui est lui-même importé en fonction d'habitudes de consommation urbaines, on importe des demi-produits et une technologie de montage.

Le résultat économique pour le pays, si on fait la balance des avantages et des inconvénients n'est pas toujours positif même s'il y a création d'emploi industriel.

En plus de ces effets économiques souvent marginaux ces industries dans leur fonctionnement rencontrent beaucoup de difficultés découlant :

- 1°) du lent acheminement des matières premières
- 2°) du manque de techniciens compétents locaux pour la technologie utilisée et des problèmes d'entretiens.

Cependant il y a lieu de distinguer trois types d'industries suivant qui utilisent les inputs importés :

- les industries de biens de consommation finale par exemple la SOMAPIL (piles WONDER) et l'IMACY (montages de cycles)
- les industries de biens intermédiaires
- les industries de biens d'équipements essentiellement pour l'agriculture

Cette distinction permet, dans le choix d'industries nouvelles de cette catégorie, de considérer l'impact sur l'ensemble de l'économie avant de se déterminer.

222 Difficultés selon les effectifs

Cette distinction n'est pas un critère discriminant puisqu'il peut se recouvrir avec d'autres ; en effet les grandes entreprises au Mali sont en effet toutes des sociétés d'Etat ou mixtes (ITEMA) à l'exception de la SOMASAC qui est une entreprise privée. Toutefois on peut dégager des problèmes spécifiques :

- Grandes entreprises :

Les grandes entreprises ont en général des problèmes de gestion de la main-d'œuvre (encadrement et formation) et des problèmes techniques : pièces de rechange et personnel qualifié non toujours disponible.

- Petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises sont en général des entreprises privées et se heurtent à des problèmes d'accès au crédit, d'information et de formation.

La limite entre petites industries et grosses entreprises artisanales n'étant pas clairement définie, il y a souvent une concurrence dans certaines branches à process de production simple (cas de fabrique de meubles en bois et d'une fabrique de lits métalliques).

223 Difficultés selon le statut juridique

2231 - Entreprises d'Etat

Les difficultés des entreprises d'Etat sont principalement les suivants :

- a) Un étranglement financier par différentes procédures qui convergent vers le même résultat : non entretien du capital productif, non rentabilité des productions ;
 - . échanges avec services et entreprises étatiques quasiment non monétaires sauf pour les dettes vis-à-vis du fisc.
 - . absence de fonds de roulement au départ
 - . pas de crédit bancaire à priori mais à posteriori quand il est trop tard.
- b) Une contradiction entre l'astreinte "sociale" à la création d'emploi et le critère de productivité/rentabilité réclamée.
- c) Concurrence locale des commerçants qui par leurs actions orientent implicitement vers la denationalisation du secteur d'Etat
- d) Non accès au Code des Investissements
- e) Pesanteur de la tutelle administrative et manque de stratégie

2332 - Entreprises mixtes

La situation des entreprises mixtes est à étudier plus en profondeur ou les conditions de leur création, car à une première analyse il apparaît :

- a) il y a un partage supposé des risques mais une appropriation des profits par la partie privée.

- b) il y a un coût relativement important pour l'Etat Malien
- c) il y a un maintien d'une concurrence par "fraude" qui débouche sur de nouveaux avantages cencedés.

2233 - Entreprises privées

Les entreprises privées sont généralement de petites industries et présentent un caractère "industriel" faiblement marqué sauf pour la SOMASAC, joint venture de capitaux locaux et internationaux, et SAADA Diallo.

Les principaux problèmes des entreprises privées sont :

- le difficile accès au crédit qui est fortement contrôlé (exemple crédits KFW gérés par le SRIFI à la BDM).
- le faible soutien technique pour les études de marché, la mise au point des projets et l'obtention d'agrément
- l'absence d'infrastructures ou de mauvaise qualité (zones industrielles incomplètement viabilisées) et l'inexistence des services d'accompagnement (transports, télécommunications etc...)

224 - Les difficultés selon la localisation géographique

2241 - Concentration Bamakoise

Plus des trois quarts des entreprises industrielles se trouvent à Bamako.

Avec le développement de l'industrialisation ceci sera néfaste sur le plan de l'aménagement du territoire.

Cette concentration va se justifier de plus en plus compte tenu des disponibilités énergétiques (Selingué) et le nombre croissant de demandeurs d'emplois.

2242 - Autres régions

Très peu d'industries ont été implantées dans les régions à cause de l'inexistence des services d'accompagnement : transports, telecommunications, eau et électricité.....

Le problème de l'accès aux marchés a été également un handicap pour l'implantation des industries dans les régions.

2.3 - Hiérarchie des problèmes de l'industrie
Malienne et esquisse de solutions

2.3.1 - Problèmes généraux et esquisse
de solutions

2.3.2 - Problèmes spécifiques

2.3 - Hierarchie des problèmes de l'industrie Malienne et esquisse de solutions

2.3.1 - Problèmes généraux et esquisse de solutions

Les problèmes généraux qui se posent à l'industrie malienne peuvent être classés de la manière suivante :

1°) Une pesanteur administrative excessive. Les relations entre l'administration et l'industrie sont permanentes pour toutes sortes d'autorisation et pour le respect de la réglementation des prix de la fiscalité, des douanes etc...

Compte tenu d'une volonté politique clairement affirmée de favoriser le développement industriel, et même de l'accélérer, il faut revoir certaines procédures pour que l'administration soit au service de l'industrie et non l'inverse, sans que pour autant les textes législatifs et réglementaires soient appliqués avec la plus grande rigueur pour tout manquement constaté à posteriori.

Le poids de l'Etat est ressenti plutôt durement par les entreprises tant au niveau de leur créanciers qu'à celui de leur fonctionnement.

L'aspect de cette tutelle administrative qui a été souligné par l'ensemble des entreprises interviewées est la procédure d'agrément. Le poids de l'Etat est ressenti durement par les entreprises dès le moment de leur création. La création de l'entreprise ne peut se faire qu'après agrément et l'agrément met souvent plus d'un an (souvent trois ans !) sans être prononcé.

L'Etat veut contrôler son développement et les entreprises qui s'installent sur son territoire ; cependant ce choix ne devrait pas aboutir à freiner son propre développement. Les structures doivent donc être adaptées à ce souci.

Comment faire pour enlever cette contrainte liée au mécanisme de l'agrément pour l'implantation des industries ?

En premier lieu, la commission d'agrément, plutôt que d'être constituée de représentants d'administrations concernées, pourraient être des personnes dûment mandatées pour prendre des décisions du nom des ministères qu'elles représentent.

En deuxième lieu, les dossiers d'agrément pourraient être soumis aux ministères concernés de telle manière que ceux-ci fassent leurs remarques par écrit dans des délais fixés sous forme de notes qui parviendraient au rapporteur de la commission au moins 15 jours avant la réunion de la dite commission, en vue d'instructions des remarques par les services compétents.

Enfin, en troisième lieu, le CEPI qui a un rôle déterminant dans cette procédure, devrait être doté de moyens en techniciens et en équipements qui le rendent plus efficace et moins ressenti comme une autre Direction de l'industrie par laquelle il faut passer.

Le CEPI, plutôt qu'un service d'études obligé aux industriels, pourrait être un centre actif de documentation, de recherches de projets plus élaborés, de recherches de promoteurs. . .

De plus, à côté d'actions d'assistance au niveau des dossiers de financement, de la comptabilité, le CEPI devrait pouvoir aider les entreprises au niveau commercial, en agissant soit comme conseil, soit au niveau de l'organisation de marchés, soit au niveau de représentations éventuelles à l'export dans les pays de la sous région.

2°) Marketing, promotion commerciale et concurrence des produits importés.

Les produits industriels importés légalement ou le plus souvent frauduleusement posent des problèmes aux industries locales. Les origines de ces problèmes sont les prix très concurrentiels de produits élaborés de qualité et souvent de marque connue.

Si il y a à solutionner la contradiction industrie commerce, au préalable il faut que les industriels Maliens fassent des produits élaborés de bonne qualité et adaptés aux besoins et aux capacités d'achat de consommateurs urbains et ruraux qui sont le plus souvent ignorés ; en effet il y a ^{par exemple} / des productions d'articles de céramique de qualité et de prix pas concurrentiels destinés à des urbains qui ont des habitudes de consommation définies et de larges choix possibles avec des articles importés.

Il faut qu'il y ait des recherches, de la part des industriels qui produisent des articles qui arrivent sur le marché par le biais de l'importation, pour identifier les catégories de produit et les prix à appliquer pour atteindre le maximum de consommateurs.

Les industries qui se trouvent dans le même cas que la CERAMIQUE sont les industries de fabrication de chaussures, de cigarettes et d'allumettes.

3°) L'approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange.

L'approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange doit être régulier pour éviter des surstockages onéreux ou des fermetures pour cause de rupture de stock. Les solutions suivantes sont à préconiser :

a) pour l'approvisionnement régulier en matières premières il y a lieu d'envisager la création d'une fédération d'achat, une fédération des entreprises industrielles et artisanales du Mali, qui structurée en secteurs s'occupera de l'approvisionnement régulier (importations achats dans le pays et stockage) de matières premières. Les achats ou groupes en matières premières et produits semi élaborés de la " F. EN, I. A. MA " (Fédération des ENTreprises Industrielles et Artisanales du Mali) aurait les effets bénéfiques suivants :

- approvisionnement régulier
- diminution du coût de stockage dans des entrepôts communs
- diminution du coût des transports.

b) Pour l'approvisionnement en pièces de rechange il faudra envisager une centrale pour la maintenance des entreprises industrielles structurée par type de besoins (pièces de fonderies, pièces de précisions, etc. . .)

qui enregistrera les besoins et fera fonctionner les différents ateliers existants selon leur spécialité. S'il n'y a pas d'ateliers spécialisés la centrale pourrait amener certains ateliers existants (Markala, EMAMA de Sikasso, le direction technique de l'Office du NIGER, les Ateliers de Korofina de la Regie des Chemins de Fer, la FONCOMA) à se spécialiser.

4°) Les autres problèmes des industries du Mali tels que les problèmes des prix, des concours bancaires et du personnel (formation professionnelle) feront l'objet du paragraphe suivant qui traite des problèmes spécifiques par le biais d'une sous branche : les agro-alimentaires.

2.3.2 - Problèmes spécifiques

L'importance prépondérante des industries agro-alimentaires sur l'économie malienne a conduit à effectuer un traitement autonome. L'analyse de la branche des agro-alimentaires montre :

- Nombre totale d'industries agro-alimentaires au Mali = 16
dont 13 entreprises d'Etat
2 sociétés d'économie mixte
1 société privée.
- Répartition géographique des IAA :
IAA localisées à Bamako = 6
IAA localisées dans les régions = 10
- Répartition des IAA par sous branche d'activités =

x Décorticage du riz	= 7
x Huileries	= 2
x Conserves fruits et légumes	= 1
x Thé	= 1
x Café soluble et torréfié	= 1
x Fabrication du sucre	= 2
x Tabacs, cigarettes et allumettes	= 2
- Répartition en fonction de la valorisation du sol ou du sous-sol
Entreprises dont les besoins en matières premières sont satisfaisants par les produits du sol et du sous-sol Malien à raison de :

0 à 25%	= 1 entreprise (6% des IAA)
25% à 50%	= 4 entreprises (25% des IAA)
50% à 75%	= 1 entreprise (6% des IAA)
75% à 100%	= 10 entreprises (63% des IAA)

Outre cette analyse quantitative qui montre le rôle joué par les IAA dans l'économie malienne, une série d'interviews de responsables d'entreprises a permis :

- de recenser les difficultés ressenties par les entreprises IAA dans leur création, leur fonctionnement
- d'identifier les goulots et obstacles actuels au développement des IAA au Mali.

Il convient de préciser que cette analyse se limite à l'identification des problèmes rencontrés par les entreprises dans le cadre d'une logique et choix stratégiques de développement du Mali.

En plus des problèmes de tutelle administrative traités précédemment, les autres contraintes identifiées comme déterminantes sont

1°) Encadrement et compression des IAA entre :

* en amont, la production des matières premières qu'elles sont chargées de valoriser.

On ne soulignera jamais assez que l'efficacité, la productivité et le développement des IAA commencent dans les champs.

De mauvais produits agricoles trop chers empêchent toute transformation industrielle et la vente de produits à des prix compétitifs et convenables à la clientèle.

Cela conduit au Mali à des situations paradoxales et quelquefois tout à fait aberrantes comme par exemple :

- . l'achat de sucre en Côte d'Ivoire par les confiseurs maliens,
- . l'importation massive de jus et concentrés de tomate cependant qu'une usine végétait et même prérisait jusqu'à ces tous derniers mois (et le problème agricole n'est pas encore résolu, à la grande crainte des nouveaux responsables de l'usine),
- . exportation de peaux brutes ou prêtannées en même temps qu'importation de presque toutes les Chaussures consommées au Mali,
- . importation de tabac qui pourrait être produit au Mali,
- . régression de la transformation du lait frais au profit de la production de lait reconstitué à partir de lait en poudre importé,

....

Les exemples sont multiples : compte tenu de la situation de la production agricole, les entreprises installées au Mali préfèrent presque toujours valoriser des produits agricoles importés que nationaux. Tant que le problème de la production agricole en matière de qualité et prix n'aura pas été levé, les IAA resteront marginales malgré l'importance extrême qu'elles devraient avoir au Mali.

^x en aval, la commercialisation des produits transformés par les circuits traditionnels actuels.

Les traditions commerciales obligent à un effort commercial important de la part des entreprises productrices maliennes.

Si cet effort n'est pas fait (c'est le cas notamment de la plupart des IAA d'Etat) les productions nationales ne remplaceront pas les produits importés d'autant que dans de nombreux cas la marge commerciale sur ces derniers est souvent beaucoup plus importante. C'est quelquefois le fait de l'Etat qui ne protège pas ses entreprises, c'est souvent aussi le fait des entreprises elles-mêmes :

- . Bien souvent les entreprises ne se mettent pas à l'écoute de la clientèle et ne cherchent pas suffisamment à adapter (quantitativement et qualitativement) les produits aux besoins de la consommation : chaussures et maroquinerie, tabac, huile, différentes conserves, etc.....
- . Efficacité douanière dont il a été souvent question tout au long du rapport ; ce n'est pas le seul problème.

Dans ce cas l'alternative est simple : ou empêcher efficacement toute entrée de produits concurrents aux productions nationales sur le territoire malien, ou faire en sorte que les conditions de concurrence soient bien établies et respectées entre productions nationales et importations.

La législation douanière et la tendance de politique économique actuellement en jeu au Mali orientent vers la deuxième partie de l'alternative. Cela implique une législation et un contrôle douanier efficaces et sans failles (voir analyse générale) mais également un effort des entreprises au plan commercial et plus généralement de marketing.

2. Contrôle des prix et produits stratégiques :

Ceci n'est rien d'autre qu'un point particulier de l'encadrement et de la compression des IAA entre la production agricole et la commercialisation des produits finis agro-alimentaires. Son importance fait qu'il est traité à part. Il tient dans le système de barème des prix pratiqués au Mali pour les produits dits stratégiques (sucre, riz, huile, lait,.....).

Il faut évidemment que la marge laissée entre prix d'achat des matières et prix de vente des produits finis agro-alimentaires assure le bon fonctionnement et la rentabilité de l'usine ainsi que le renouvellement normal de son matériel.

Là encore il y a deux possibilités : on peut soit pratiquer une subvention consciente, prévue et calculée à la production agricole ou industrielle (cas des pays riches type Grande Bretagne avant son entrée dans le marché commun) soit ajuster objectivement les prix de vente au détail aux prix d'achat de matières.

La difficulté de cette dernière solution tient alors dans le calcul et l'actualisation régulière de cet ajustement objectif qui implique, de la part de l'administration une connaissance réelle et profonde des marges de fabrication, de gestion et de commercialisation des différents types d'entreprises, et de la part de celles-ci beaucoup de réalisme et de sérieux.

Tant que ce point n'aura pas été résolu on aboutira à la spirale régressive à laquelle on assiste actuellement pour la production d'arachide et d'huile ; plus la marge est serrée au plan industriel plus l'entreprise cherche à réduire la valeur d'achat des arachides aux producteurs, plus ces derniers diminuent (ou vendent ailleurs, à l'exportation par exemple) la production de l'arachide, plus difficile est la gestion équilibrée des entreprises, plus celles-ci tendent à serrer les prix d'achat aux producteurs jusqu'à ce que ces derniers décident (comme ils l'ont fait en Avril/Mai derniers) de tendre vers la suppression de la production arachidière....

3. Des concours bancaires :

Aucune banque malienne actuelle n'a réellement vocation et/ou possibilité pour aider au développement de l'agriculture, de l'industrie et des exportations. Outre les comptes courants, les banques actuelles aident les entreprises d'Etat à ne pas s'effondrer et la BDM équilibre en partie son budget grâce aux activités de la CMDT et de la SOMIEX.

Ce point est maintenant réellement perçu par les autorités maliennes qui vont créer notamment :

- une banque agricole qui reprendra une partie des activités de la SCAER et de la BDM ;
- une banque de développement industriel chargée des entreprises au moment de leur création (prêts à moyen et long termes) et de leur fonctionnement (prêts à court terme)

Il reste cependant à trouver les partenaires étrangers pour réaliser une telle opération ; différentes banques européennes ou américaines sont pressenties.

Un point ne paraît cependant pas complètement résolu. En effet les autorités maliennes cherchent de plus en plus à créer des sociétés d'Economie Mixte à base de capitaux étrangers, maliens privés et maliens d'Etat. Ne faut-il pas alors mettre en place une Société de Capitaux type Caisse d'Amortissement ou Société Nationale d'Investissement, qui participerait, pour le compte de l'Etat au Capital des sociétés d'économie mixte ?

Sinon l'alternative, là encore ne va pas être très favorable : soit l'Etat va gérer directement les fonds qu'il va engager, ce qui ne semble guère être jusque-là sa vocation et sa compétence (cf-les Sociétés d'Etat), soit la ou les banques à créer vont en même temps participer au Capital des entreprises et leur prêter des fonds ce qui a toujours eu une conclusion désastreuse, voire dramatique.

4. La formation professionnelle :

Ce point a été évoqué longuement dans le développement et l'analyse des enquêtes.

Il est clair que de la bonne formation d'ouvriers qualifiés et d'ouvriers professionnels en usine dépendra la qualité et le coût de l'entretien, le coût de renouvellement des machines, le fonctionnement et le rendement des unités de production.

Cette formation doit s'accompagner à tous niveaux d'une réelle prise de responsabilité des tâches à effectuer, pour éviter une fonctionnarisation des cadres, contremaîtres, chefs d'équipe et ouvriers maliens affectés en usine. Mais cela doit également s'accompagner d'une rémunération effective (et non dissimulée par des avantages en nature quelquefois très élevés et insupportables par l'entreprise) et satisfaisante.

Il y a en effet 3 possibilités :

- ou bien le matériel est bien monté en usine, bien entretenu et fonctionne convenablement avec un personnel qualifié, bien rémunéré et à son poste de travail.
- ou bien il faut faire appel à des cadres ou techniciens étrangers avec tous les défauts que l'on reconnaît à cette formule (solution du secteur privé même malien.....).
- ou bien, et souvent en accompagnement de la 2ème possibilité, il faut renouveler le matériel des usines existantes non pas par un autofinancement de l'entreprise elle-même (ni même d'un prêt que les banques ne veulent pas consentir), mais grâce à des subventions nationales ou internationales.

On sait que ces subventions s'accompagnent souvent de contraintes fixées à l'achat du matériel (prix, techniques, origines.....), de l'envoi de techniciens étrangers.

La troisième possibilité est sans doute la plus grave car on assiste là à un véritable détournement des subventions qui seraient mieux utilisées à la production d'activités nouvelles, novatrices et créatrices de nouveaux emplois, qu'à des remises en état d'usines en très mauvais état et rarement réellement récupérables.

DEUXIEME PARTIE DU TOME - I

Annexes

Liste des entreprises enquêtées quantitativement

Liste des entreprises enquêtées qualitativement

Modèle de la fiche d'entretien qualitatif

Modèle du questionnaire utilisé pour les enquêtes
quantitatives

LISTE DES ENTREPRISES ENQUÊTÉES

	Noms des entreprises	Activité	Localisation	Statut juridique	Observations a répondu + n'a pas répondu -
1	ITEMA	Production textile	Bamako	Mixte	+
2	SOMAPA	Parfumerie		Privé	+
3	SMECMA	Prod. matériel agricole		Etat (1)	+
4	EMAB	Mécanique		Etat	+
5	SOMAGAL	Prod. glace		Privé	-
6	SEGMA	Emballage		Privé	+
7	SOMAFAM	Construction métallique		Privé	+
8	U.L.B.	Lait		Etat	+
9	SOMACI	Vinagre - Eau de javal - Produits chimiques		Privé	+
10	Entreprise Tidon Kadié	Fabrique de lit		Privé	+
11	SOMAPIL	Fabrique de produits Wonder		Privé	+
12	SONATAM	Production de cigarettes		Etat	+
13	SONATEM	Production d'automobiles		Etat	+
14	GMP	Parfumerie		Privé	+
15	FAMAC	Acier inoxydable		Etat	+
16	Comafrique	Fabrique de meubles		Privé	+
17	Céramique	Production de carreaux		Etat	+
18	Somabipai	Bouteilles et pièces en plastique		Privé	+
19	Sobrama	Bouteilles		Etat	+
20	F.D.M.	Fabrication de papier		Etat	-

21	EDIM	Imprimerie	Bamako	Etat	+
22	Grandes confisseries du Mali	Bonbons et chewing gum	"	Privé	+
23	CMDT (9 usines)	Fibre de coton Fibre de Dah Huilerie, Riz	"	Etat	+
24	The Farako		Sikasso	Etat	+
25	EMAMA	Atelier de mécanique et pièces de rechanges	"	Etat	Début activité en 1979
26	Abattoir frigorifique	Abattage d'animaux	Bamako	Etat	+
27	SEPAMA	Huilerie (huile brute)	Kita	Mixte	+
28	Somaprim	Boulangerie et glace alimentaire	Bamako	Privé	-
29	Sté. AZAR et Frères	Fabrique de bougie et alcool de menthe	Bamako	Privé	+
30	SOMAFRI	Friperie	"	Privé	Faillite
31	SOCIMA	Ciment marbre	Kayes	Etat	+
32	SAG	Scierie atelier de mécanique	Bamako	Privé	+
33	RENOV - AUTO	Garage	"	Privé	+
34	METAL - MALI	Construction métallique	"	Privé	+
35	TOL MALI	Tôle ondulée	Bamako	Privé	+
36	Mali Industrie	Perseuse en aluminium	"	Privé	+
37	SOCORAM	Montage de radio	"	Etat	+
38	MALI GAZ	Mise en bouteille de gaz	"	Privé	+
39	Mali Plastique	Chaussures plastiques et fil nylon	"	Privé	+
40	SOPARCO	Parfumerie	Bamako	Privé	+

41	Atelier de rebobinage	Rebobinage	Bamako	Privé	+
42	Imprimerie Niambelé	Imprimerie	"	"	+
43	SEPOM	Huilerie - Savonnerie	Koulikoro	Etat	+
44	LIDO	Limonaderie	Bamako	Privé	+
45	SOMALIBO	Limonaderie Brasserie	"	"	+
46	Boulangerie Kamouh	Boulangerie	"	"	-
47	Nouvelle boulangerie	Boulangerie	"	"	+
48	Boulangerie Dossolo Traoré	Boulangerie	"	"	-
49	TAMALI	Tannerie du Mali	"	Etat	+
50	SOMASAC	Sacherie	"	Privé	+
51	IMACY	Montage cycles et cyclomoteurs	"	"	+
52	Fabrique de cahier (Librairie populaire du Mali)	Fabrique de cahiers	"	Etat	-
53	Imprimerie Bakary Samaké	Imprimerie	"	Privé	-
54	MALI OFFSET	Imprimerie	"	"	-
55	Entreprise Malienne de Fonderie	Fonderie	"	"	-
56	Foncoma	Fonderie	"	"	+
57	SOME PAC	Cartonnerie	"	"	début activité + en 1979
58	COMATEX	Textile	Ségou	Etat	+
59	Opération Riz	Rizerie	Dioro (Ségou)	Etat	début activité 1979 +
60	Métal Soudan	Construction métalliques	Bamako	Privé	+
61	Atelier de Markala	Atelier de mécanique	Ségou	Etat	+
62	Sucrerie Dougabougou	Sucrerie	Ségou	Etat	+

63	Sucrerie Siri Bala	Sucrerie	Ségou	Etat	+
64	Rizerie ON	Rizerie	"	"	+
65	Rizerie ON	Rizerie	"	"	+
66	Rizerie ON	Rizerie	"	"	+
67	Rizerie ON	Rizerie	"	"	+
68	Rizerie ON	Rizerie	"	"	+
69	Rizerie Séva- ré	Rizerie	Mopti	"	-
70	Opération pê- che	Conserve de pois- son	Mopti	"	+
71	SOATO	Torefaction café	Bamako	Privé	-
72	Boulangerie Mavro	Boulangerie	Bamako	Privé	-

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
1	SONATAM (Tabac)	ETAT	BAMAKO		Février	
2	SEPOM (Huilerie)	ETAT	KOULIKORO (Bko)		Février	
3	UCEMA (Céramique)	ETAT	BAMAKO	Extension en cours	Avril	

(I) Changement de Statut en extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
4	COMATEX (Textile)	ETAT	SEGOU		Avril	
5	ITEMA (Textile)	MIXTE	BAMAKO		Février	
6	SEPAMA (Trituration arrachide)	MIXTE	KITA		Avril	

(I) Changement de Statut en extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETÉES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP.			Période enquête	Observat.
		Statut juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
7	SOMACI (vinaigre -articles en plastique)	PRIVE	BAMAKO		Février	
8	Imprimerie Niambélé	PRIVE	BAMAKO		Avril	
9	IMACY	PRIVE	BAMAKO	Extension à l'étude	Avril	

(I) Changement de Statut ou extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
10	DITON KANTE (fabrique lits)	PRIVE	BAMAKO		Février	
11	SOMASAC (Sacs en fibre de Dah)	PRIVE	SAN		Avril	Siège Bamako
12	U L B (Production lait)	ETAT	BAMAKO	Extension en cours	1°/Février 2°/Avril	

(I) Changement de Statut ou extension en cours

LISTE DES ENTREPRISES ENQUETÉES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP.			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisa- tion	Situation actuelle (I)		
13	S OMABIPAL (Biscuits et Pâtes alimentaires)	PRIVE	BAMAKO		AVRIL	
14	FONCOMA	PRIVE	BAMAKO	Dossier extension à l'étude	Avril	

(I) Changement de Statut ou extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP.			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
15	SOMAPIL (Piles)	PRIVE	BAMAKO		Avril	
16	TOLMALI (Tôles ondulées)	PRIVE	BAMAKO		Avril	
17	EMAB (Menuiserie)	ETAT	BAMAKO	Extension à l'étude	Avril	

(I) Changement de Statut en extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisation	Situation actuelle (I)		
18	COMAFRIQUE (Meubles)	Entreprise à nom propre	BAMAKO		Avril	
19	Ateliers de Markala (Maintenance et production mécanique)	ETAT	MARKALA (Ségou)		Avril	
20	OFFICE du NIGER (Rizeries/Sucreries)	ETAT	SEGOU		Avril	

(I) Changement de Statut ou extension en cours

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

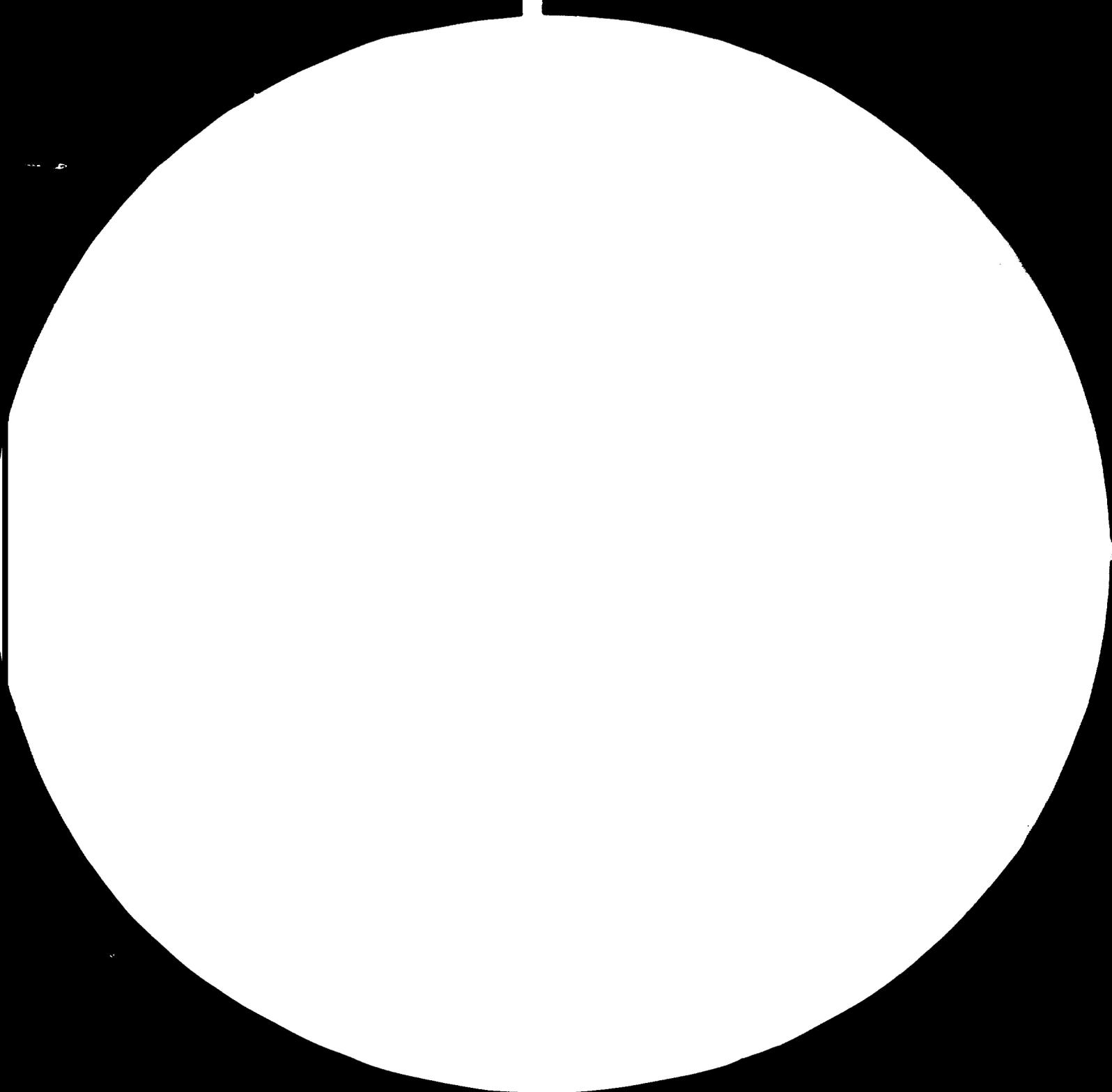
N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisa- tion	Situation actuelle (I)		
21	C M D T (fibre de coton et de dah	MIXTE	BAMAKO		Avril	

(I) Changement de Statut depuis 1977

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisa 'tion	Situation 'actuelle (I)		
22	TAMALI (Tannerie)	ETAT	BAMAKO		Avril	
23	Opération Pêche (Poisson fumé)	ETAT	MOPTI	Extension à l'étude	Avril	

(I) Changement de Statut depuis 1977

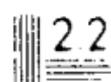




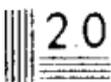
2.8



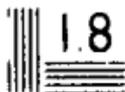
3.2



3.6



4.0



MICROCOPY REPRODUCTION OF THIS DOCUMENT

AVAILABLE FROM NATIONAL ARCHIVES

1

1

- LISTE DES ENTREPRISES ENQUETEES QUALITATIVEMENT

N°	Noms des Entreprises	CARACTERISTIQUES DES ENTREP			Période enquête	Observat.
		Statut Juridique	Localisa- tion	Situation actuelle (I)		
24	SOCAM (Conserves tomates et jus de fruits)	MIXTE	BAMAKO (Baguineda)	Changement de statut en 1978		

(I) Changement de Statut ou extension en cours

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL ET DU TOURISME

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROMOTION
INDUSTRIELLE

(C E P I)

ORGANISATION ENQUÊTE INDUSTRIELLE

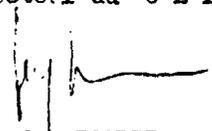
Dans le cadre de l'inventaire des Unités Industrielles existantes et de la détermination de leur efficacité, des conditions de leur fonctionnement et de leur expansion le C E P I (Centre d'Études et de Promotion Industrielle) S/C du Ministre du Développement Industriel et du Tourisme du Mali, vous prie de bien vouloir répondre aux questions qui vous sont posées dans les pages du questionnaire ci-joint.

Vos réponses ne seront connues que par les Experts et Consultants chargés de l'enquête, lesquels sont soumis à l'obligation du secret statistique.

Le délai de réponse qui vous est demandé est de 2 jours à partir de la date de réception du questionnaire.

Avant de répondre au questionnaire vous êtes priés de lire attentivement et de tenir compte des notes explicatives qui sont vis à vis de chaque page.

BAMAKO, LE 6 Février 1979
Le Directeur du C E P I


Seydou DOUMELA

BUREAU AFRICAÏN DE RECHERCHES
APPLIQUÉES (B. A. R. A.)

S. N. C. B. - A. M. E. C. A. N. O. F.

INDUSTRIELLE (C. E. P. I.)

B A M A K O

E N Q U E T E D E S E N T R E P R I S E S

I N D U S T R I E L L E S D U M A L I

F E V R I E R à J U I L L E T 1 9 7 9

- Projet "Organisation des Nations Unies pour le Développement
Industriel" (O N U D I) à V I E N N E.

Questionnaire envoyé le :

Questionnaire reçu le :

Remarque: Le double du questionnaire doit être gardé dans les archives
de l'Entreprise.

REGIONS DU MALI

N° Codification (2 chiffres)	Déterminations
00	District de BAMAKO
01	Région de KAYES
02	Région de KOULIKORO
03	Région de SIKASSO
04	Région de SFGOU
05	Région de MOPTI
06	Région de TONBOUCTOU
07	Région de GAO

Classification des industries :

(code C. I. T. I. : Classification internationale type par industrie
de toutes les branches d'activité économique)

N° Code CITI	Groupe d'industries
20	<u>Industrie légère</u>
20 - 22	Industries alimentaires (20) boissons (21 et tabacs (22)
23	Textiles
24	Chaussure, articles d'habillement
25	Bois et lièges
26	Mobilier
28	Imprimerie et éditions
29	Cuir et articles de cuir
30	Articles de caoutchouc
39	Produits manufacturés, divers
	<u>Industries des produits métalliques</u>
35	Produits métalliques
36	Industrie mécanique, sauf appareils didactiques
37	Appareils électriques
38	Matériel de transport
	<u>Industrie lourde</u>
27	Papier et produits en papier
31	Industrie chimique et produits chimiques
32	Dérivées du pétrole et du charbon
34	Métallurgie de base

STRUCTURE DU QUESTIONNAIRE

Page de gauche : Explications relatives aux cadres des pages de droites à remplir

Page de droite : Cadre contenant les questions à répondre.

STRUCTURE DU N° D'IDENTIFICATION

Le n° d'identification comporte 6 chiffres

1	2	3	4	5	6

Les chiffres 1 et 2 désignent la branche d'activité

Les chiffres 3 et 4 désignent la région d'implantation de l'entreprise

Les chiffres 5, 6 d'ordre chronologique dans la région et dans la branche.

NOTES EXPLICATIVES RELATIVES A LA PAGE 3

1. Identification de l'Entreprise

Pour la ligne 8 : l'activité principale est celle dont le chiffre d'affaire est le plus élevé.

2. Structure de l'Entreprise :

D'une manière générale l'établissement est bien défini par l'activité d'un groupe de personnes réunies sur un même terrain en chantier (ou rattachées à un même local) sous une même autorité.

Par effectifs totaux, il faut entendre l'ensemble du personnel permanent et du personnel temporaire occasionnel et saisonnier au 31 décembre de l'année écoulée.

Abreviations : Nat. = Nationaux
Af. = Africains

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE :

N° D'IDENTIFICATION : _____

1. Raison sociale ou nom :
2. Adresse au MALI (1) : localité BP..... Tél.....
3. Forme juridique actuelle
4. Capital social
5. Le directeur est salarié, gérant ou propriétaire (2)
6. Nom du Cabinet comptable
7. Date de création sous forme juridique actuelle :
8. Activité principale de l'entreprise
9. Autres activités :
.....
.....
.....

Note : (1) Lorsque le siège social se trouve à l'étranger, indiquer ci-après son adresse complète :

.....

(2) Barrer la mention inutile

II. STRUCTURE DE L'ENTREPRISE :

Nom de chaque établissement	Activité	Effectifs dernier exercice clos		Chiffre d'affaire Exercice clos
		Nat. et Af.	Autres	
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				

Notes explicatives relatives à la page 4 :

III. INVESTISSEMENTS DE L'ENTREPRISE (en 1.000 FM)

- Donner les investissements bruts réalisés par l'entreprise sans tenir compte des amortissements.
- Par travaux de Génie Civil on entend par exemple les travaux d'aménagement de voirie, d'équipements souterrains, etc... effectués durant l'exercice.

IV. EFFECTIFS TOTAUX DE L'ENTREPRISE :

Donner pour les 3 derniers exercices clos, l'ensemble du personnel permanent, temporaire, occasionnel ou saisonnier.

On se réfère aux définitions suivantes :

- Cadres supérieurs et autres cadres : personnel de direction ayant de larges initiatives dans ce domaine.
- Techniciens : Agents de conception et d'exécution, n'intervenant pas à la gestion, ayant des tâches techniques, et n'ayant pas de responsabilité à la direction.
- Agents de maîtrises et d'encadrement : agents de commandement et de contrôle, chargés de contrôler le travail d'un groupe d'ouvriers ou d'employés.
- Agents qualifiés : Agents ayant au moins une connaissance générale du métier après apprentissage.
- Agents non qualifiés : Agents ayant des connaissances apprises sur le tas.

III. Investissements bruts de l'Entreprise (en Millions FM)

Investissements bruts	19..... année de créa- tion	1974	1975	1976	1977	1978
- terrain						
- aménag. et constr.						
- matériel et outil						
- mobilier et maté- riel de bureau						
- matériel trans- port						
- travaux de génie civil						
- autres (à préciser)						
TOTAL						

IV. Effectifs totaux de l'Entreprise :

Personnel permanent	19.... année de créa- tion	1974	1975	1976	1977	1978
Cadres supérieurs						
Autres cadres :						
- Maliens						
- Africains						
- Autres Nat.						
Techniciens Agents de maîtrise :						
- Maliens						
- Africains						
- Autres Nat.						
Employés de bureau						
Ouvriers qualifiés						
Ouvriers spécialisés						
Manoeuvres						
TOTAL Effectifs permanents						
TOTAL Personnel temporaire						

Notes explicatives relatives à la page 5 :

V. Salaires versés (en 1.000 FM)

- Donner le montant des salaires bruts versés au personnel total de l'Entreprise. Dans le montant des salaires bruts, inclure :

- Salaires de base
- Indemnités diverses (heures supplémentaires, déplacements, ...)
- Primes diverses (ancienneté, transport, ...)
- Dégager le montant global des salaires versés au personnel temporaire.

VI. Matières premières consommables (en 1.000 FM)

- Dans la colonne "autres" préciser la nature des autres combustibles utilisés (pétrole, gaz butane, bois, déchets, tourbe, etc...).

V. Salaires bruts versés au personnel total de l'Entreprise :

Années Nationalité personnel (I) Ventilation	1974		1975		1976		1977		1978	
	Nat. et Afric	Au- tres								
Salaires versés aux permanents										
Cotisations sé- curités sociales ou système ana- logue retenues sur les salaires										
Impôts sur sa- lares retenus et versés par l'employeur										
Salaires versés au personnel temporaire										
TOTAL										

(I) Nationaux et Africains

VI. Matières consommables par l'entreprise (en 1.000 FM)

Années Matières consommables	1974		1975		1976		1977		1978	
	Q(I)	V(2)	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Electricité										
Eau										
Carburants et lubrifiants										
Pièces détachées en vue de la ré- paration du ma- tériel de l'En- treprise										
Emballage										
Autres (à pré- ciser)										

(1) Q = Quantité

(2) V = Valeur

Notes explicatives relatives à la page 6 :

VII. Achats de matières premières pour transformation (en 1.000 FM)

Indiquer les matières premières et produits demi-finis répartis comme suit :

- a) Produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
- b) Produits des mines (sauf carrières) et pétroles
- c) Produits destinés aux travaux publics, bâtiments et carrières
- d) Produits destinés à l'industrie textile
- e) Produits destinés aux autres activités industrielles.

VIII. Production

Indiquer les biens produits par l'Entreprise dans l'ordre décroissant d'importance.

VII. Achats de matières premières pour transformation (en 1.000 FM)

Années Origine (I) Produits	1974			1975			1976			1977			1978		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C

(I) A = Lieu d'implantation de l'Entreprise
 B = Reste du Pays
 C = Autres

VIII. Evolution de la production :

Années Production	1974		1975		1976		1977		1978	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V

Notes explicatives relatives à la page 7 :

IX. Ventes :

Pour les ventes respecter le classement effectué par la production (ordre décroissant des produits).

X. Stocks :

(Produits en cours) veut dire produits en cours de transformation.

II. Révisions pour l'année 1979 :

1. Chiffre d'affaire prévu pour l'Exercice 1979

2. La notion de carnet de commande a-t-elle une signification pour vous ?

-Si oui, considérez-vous que votre carnet de commande est actuellement :

- bien garni : oui - non
- normal : oui - non
- peu garni : oui - non

-Si non, considérez-vous que la demande actuelle de produits que vous fabriquez est :

- forte : oui - non
- normale : oui - non
- peu active : oui - non

3. Immobilisations prévues pour l'Exercice

4. Prévoisez-vous pour l'année à venir :

de développer la fabrication de nouveaux produits ou d'exercer
de nouvelles activités : - oui

- non

5. Prévoisez-vous :

.....

6. Prévoisez-vous de développer :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Frais financiers

	1974	1975	1976	1977	1978

En outre :

détail sur :

- Charges sociales (détail poste 61 C. E. G.)
- Charges fiscales (" poste 62 ")
- Trav. Fourn. & Serv. Ext. (" poste 63 ")
- Résultats/dividendes

INTERVIEW DIRECTION GENERALE

Principales difficultés rencontrées au cours des 5 dernières années

(Point de vue de la Direction)

.....
.....
.....

Difficultés actuelles :

.....
.....
.....

Prospectives :

.....
.....
.....

recommandations : (pour une stratégie industrielle)

SECRET

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

NOUVEAU

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

(R)

11449
11449

SI /

SI /

PLAN ET DIAGNOSTICS DES RESSOURCES INDUSTRIELLES

ET

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

AU MAROC

Y. O. N. E. S.

RAPPORT FINAL

Établi pour l'Organisation des Nations Unies

Développement Économique et Social

B. O. E. S.

BUREAU AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

ET DES O. N. U.

UNITED NATIONS

DEVELOPMENT

"Le point de vue exprimé par le Bureau d'Etudes et les propositions ou suggestions émises dans ce rapport n'engagent pas l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel"

LE BARA

LE RAPPORT EST ETABLI EN DEUX TOMES :

TOME I : BILAN ET DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES
INDUSTRIELLES EXISTANTES AU MALI EN
DECEMBRE 1978

TOME II : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL AU MALI

Plan du Tome I :

PREMIERE PARTIE

0 - Note liminaire

1 - Bilan des Industries existantes au Mali

1 0 - Avant propos : méthodologie et précautions pour la lecture des tableaux statistiques

1-1 - Situation d'ensemble - Tableaux récapitulatifs

111 - Situation d'ensemble

112 - Tableaux récapitulatifs :

- Activités industrielles au Mali au 1-1-79
- Identification des entreprises par région du Mali
- Entreprises industrielles ventilées selon leur statut, leur localisation, l'emploi et le chiffre d'affaires en 1978

113 - Tableaux d'évolution de quelques agrégats de l'industrie malienne (1974/1978)

- Evolution des investissements
- Evolution du chiffre d'affaires
- Evolution de l'emploi
- Evolution des salaires et charges
- Evolution des impôts et taxes
- Evolution des frais financiers et des dettes à court et long termes

II - DIAGNOSTIC DES INDUSTRIES MALIENNES

2-1 - Contraintes générales des entreprises industrielles du Mali

211 - L'anarchie du marché malien des produits industriels

212 - L'approvisionnement en matières premières

213 - Les prix

- 214 - Les problèmes financiers
 - 215 - Approvisionnement en pièces de rechange
 - 216 - Problème de personnel
 - 2161 - Niveau technique
 - 2162 - Contraintes socio-culturelles
 - 2163 - Contradiction ville/campagne
 - 217 - Autres problèmes soulevés
- 2 2 - Typologie des difficultés de l'industrie malienne
- 221 - Difficultés selon l'origine des inputs
 - 2211 - Inputs locaux
 - A - Matières premières agricoles
 - B - Matériaux de construction et produits miniers
 - 2212 - Inputs importés
 - 222 - Difficultés selon les effectifs
 - 2221 - Grandes entreprises
 - 2222 - Petites et moyennes entreprises
 - 223 - Difficultés selon le statut juridique
 - 2231 - Entreprises d'Etat
 - 2232 - Entreprises mixtes
 - 2233 - Entreprises privées
 - 224 - Difficultés selon la localisation géographique
 - 2241 - Concentration Bamakoise
 - 2242 - Autres régions
- 23 - Hiérarchie des problèmes de l'Industrie malienne
- 231 - Problèmes généraux et esquisse de solutions
 - 232 - Problèmes spécifiques.

DEUXIEME PARTIE

ANNEXES

- A1 - Liste des services et personnes contactés
- A2 - Liste des entreprises enquêtées quantitativement
- A3 - Liste des entreprises enquêtées qualitativement
- A4 - Modèle de la fiche d'entretien qualitatif
- A5 - Modèle du questionnaire utilisé pour les enquêtes quantitatives

PLAN DU TOME II

PREMIERE PARTIE

I. Introduction

- 11 Caractéristiques de l'industrie malienne :
Forces et faiblesses
- 12 Dynamique actuelle de l'industrie au Mali
- 13 Examen des industries par branches d'activité et
identification des branches de pointe

II. Facteurs de l'environnement : situation actuelle et perspectives

21 Environnement national

- Electricité et eau
- Télécommunications : Téléphone, Telex
- Communications : routes, chemins de fer, air
- Code des investissements
- Système bancaire
- Mécanismes d'incitations : études industrielles, promotion et assistance aux industries

22 Environnement international

- Déclaration et plan d'action de LIMA
concernant le développement et la coopération industriels
- Regroupement sous régionaux : OMVS, CEAO, CEDEAO
- Redéploiement industriel des pays développés.

III. Potentialités naturelles et possibilités
de développement industriel

31 Approche mise en valeur des matières premières locales

311 Mines

- . Potentialités
- . Idées de projets liées aux potentialités minières
(voir fiches simplifiées en annexe)

- 312 Energie hydroélectrique
 - . Potentialités hydroélectriques
 - . Projets liés à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique

- 313 Agriculture, Elevage, pêche
 - . Potentialités du secteur primaire
 - . Projets liés au développement du secteur primaire

- 32 Approche évolution de la consommation
 - . Importance et évolution de la production industrielle de 1974 à 1978

- 322 Importance et évolution des produits industriels importés

- 323 Evolution de la consommation des produits industriels (production nationale + importation) =
 - . Consommation actuelle et tendancielle aux horizons 1985 et 1990 et écarts prévisibles
 - . Idées de projets à partir de l'analyse de la production existante et des importations

- 33 Recapitulation des idées de projets
 - . Idées de projets recensés auprès des entreprises existantes

 - Projets en cours de promotion recensés auprès des services nationaux : direction nationale des investissements - CEPI, Chambre de Commerce et d'industrie

 - . Regroupement des idées de projets à promouvoir en priorité eu égard aux critères de mise en valeur des matières premières locales, des besoins de consommation, de la balance des paiements et de l'intégration

sous régionale

- . Principaux projets concurrents dans les pays de la CEAO

IV - Recommandations et propositions

41 Principes de développement industriel :

- . "Modèles" de référence
- . Préalables : choix à opérer

42 Recommandations d'ordre stratégique

421 Recommandations au niveau national

4211 Options en présence :

- . Situation actuelle et évolution tendancielle
- . Option pour un développement autocentré et endogène dans le cadre de regroupements sous régionaux

4212 Schéma de développement d'ensemble :

Détermination d'objectifs d'industrialisation et filière de développement industriel intégré (PMI et grands projets industriels)

4213 Industries par branche prioritaire à développer :

- Agro industries: industries agro alimentaires, industries textiles, industrie du cuir
- Industries minérales
- Autres industries : pêche, élevage, pharmacopée traditionnelle.

422 Recommandations au niveau régional et
international

43 Propositions

431 Actions à court et moyen terme
(1980/1985) =

- Niveau des industries existantes
- Niveau des industries nouvelles à implanter
- Niveau du CEPI

432 Actions à moyen et long terme
(1985/2000)

- Niveau national
- Niveau sous régional
- Niveau international

433 Les mesures d'accompagnement

- Code des investissements
- Système bancaire
- Formation

434 Etudes à entreprendre pour une politique
de développement industriel.

DEUXIEME PARTIE

ANNEXES

- Note Liminaire -

- Rappel des termes de référence
- Délimitation de l'étude et méthodologie adoptée
- Timing et déroulement de l'étude

- Rappel des termes de référence

Les objectifs assignés à l'ONUDI dans le contrat n°79/29
établi entre l'ONUDI et le BARA en Janvier 1979 sont :

- a) Faire l'inventaire des unités industrielles
existantes au Mali en déterminant leur
effet et les conditions de leur expansion
- b) Identifier les possibilités de développement
des principaux secteurs industriels
- c) Formuler des projets industriels prioritaires
se rapportant à ces secteurs.

- Délimitation de l'étude et
methodologie adoptée

Délimitation de l'étude et méthodologie adoptée

A partir des termes de référence ci-dessus rappelés, l'étude, en fonction du temps imparti pour les recherches sur le terrain, a été limitée à deux grands aspects qui sont :

- 1°) Aspect bilan et diagnostic de l'ensemble des entreprises industrielles existantes au Mali
- 2°) Aspect potentialités et perspectives de développement industriel du Mali

Le "bilan et diagnostic" doit permettre de faire le point sur les entreprises industrielles existantes au Mali et d'identifier les principaux goulots et contraintes qui handicapent leur fonctionnement

Le second aspect de l'étude, identification des potentialités de développement industriel du Mali a été orienté vers la recherche de possibilités et des conditions d'implantations d'industries par branche d'activité et l'identification d'axes d'une industrialisation accélérée du Mali.

La méthodologie adoptée, après des négociations avec l'ONUDI à Vienne et le CEPI à Bamako est la suivante :

- 1°) Des enquêtes auprès des entreprises industrielles du Mali sur l'ensemble du territoire
- 2°) De la documentation auprès des directions nationales et des services techniques
- 3°) Dépouillement, diagnostic d'ensemble et recommandations

- Déroulement des enquêtes auprès des entreprises

Les enquêtes auprès des entreprises se sont déroulées selon les étapes suivantes :

- 1°) Mise au point d'un questionnaire
- 2°) Test du questionnaire auprès d'un échantillon d'entreprises
- 3°) Mise au point définitive du questionnaire
- 4°) Remise des questionnaires aux chefs d'entreprises pour la saisie de données quantitatives (enquête exhaustive)

- * Collecte des questionnaires et documents financiers de gestion, de Comptes d'Exploitation et de Pertes et Profits, et des rapports annuels.

- * Vérification des données auprès de certaines sources = CEPI, Direction de l'industrie, Chambre de Commerce, direction de la statistique (service des statistiques industrielles, direction des impôts, direction du crédit de la banque de développement du Mali.

- * Entretiens complémentaires avec les directions des entreprises sur les thèmes suivants : principales difficultés rencontrées, difficultés actuelles, perspectives d'avenir et les suggestions pour pouvoir améliorer les conditions des entreprises industrielles au Mali.

Timing de l'étude

- TIMING ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

L'étude s'est déroulé en deux temps :

1°) Du 22 Janvier 1979 à mi-Juin 1979

2°) De mi-Juin 1979 à fin Août 1979

Le calendrier des travaux a été le suivant :

Période et lieu	Travaux relatifs à l'aspect "BILAN ET DIAGNOSTIC"	Travaux relatifs aux "Possibilités d'industrialisation"
22 au 27 Janvier à Bamako	- Réunion d'orientation et adoption d'une méthodologie avec le CEPI - Identification des correspondants de l'étude dans différents services et préparation des lettres d'introduction par le CEPI	- Réunion d'orientation et mise au point d'une méthode d'approche
28 Janvier au 10 Février à Bamako — et à Koulikro	- Etablissement de la liste des entreprises - Préparation et test du questionnaire - Test du questionnaire	Premières prises de contacts avec certains services tels que les Mines, l'IER, la banque de développement
11 Février au 22 Mars Bamako et reste du pays	- Enquête quantitative * remise et remplissage des questionnaires	Recherches de documentation avec les services techniques : agriculture, élevage, pêche, mines, Energie, banques, chemin de fer.
23 Mars au 14 Avril à Bamako	- Récupération des questionnaires - Etablissement des tableaux de dépouillements - Enquête qualitative de quelques entreprises	- id -
14 Avril au 14 Juin à Bamako	- Etablissements des tableaux définitifs	Synthèse des documents rassemblés
14 Juin au 14 Juillet à Abidjan	Synthèse, analyse et 1ère rédaction du rapport	Rédaction finale
Mi-Juillet à fin Août à Abidjan	Dactylographie et édition du rapport	Edition du rapport

Les travaux de cette étude ont été menés par trois chargés d'études et des assistants économistes par les enquêtes quantitatives, les dépouillements et la confection des tableaux

Le profil des chargés d'études était le suivant :

- Un statisticien économiste
chef de projet
- Un agro-économiste
- Un économiste financier

Nous remercions tous les services techniques qui ont bien voulu coopérer avec nous en mettant à notre disposition tous les documents disponibles et nécessaires pour la réalisation de l'étude.

Pour le B A R A

Ibrahima Lamine DIARRA

LISTE DES CONTACTS

19.

SERVICES	Personnes contactées	PERIODE	Documents recueillis	Observations
BDM (Direction du crédit)	M. Cissé (SRIF) M. Touré Alpha M. Daga Samba	Début février mi-mars		
Ministère de tutelle des sociétés d'Etat	M. Diallo Hamidou	mi-février mi-mars	Diagnostic annuel des sociétés d'Etat	
Direction nationale de la statistique	M. Traoré Denis M. Puel	Début février	Statistiques industrielles	
Ministère de commerce	M. Coulibaly Mohamed	Début février et avril		
Direction nationale des industries	M. Fane	Début février mi-mars	Liste des entreprises	
Direction nationale des mines	M. Samaké Cyr. Mathieu	mi-février	Potentialités du sous-sol	
Compagnie chemin de fer	M. Diallo Kader	Début février		
Energie du Mali	M. Cissé Daouda	Début février		Entretien sur les perspectives de développement de l'Energie du Mali
Bureau central des recensements	M. Sow	3è semaine mars	Recensement de la population	
Direction nationale des impôts	M. Touré Alhéro			
Banque centrale	M. Fane Dislam	fin mars-mai	Bulletin banque centrale	
Direction nationale du plan	M. Diane Mamadou	février		
Affaires économiques (Direction du commerce extérieur)	M. Traoré Youssouf	février-mars	Statistiques du commerce extérieur	

Institut d'économie rurale	M. Karabenta M. Mariko	février	
Centre malien du commerce extérieur	M. Dicko	fin mars	Préparation du symposium du 12 avril sur le commerce extérieur était en cours
Ministère de l'industrie	M. Kaba	mai	
Banque centrale	M. Touré Younoussi	mai	
SCAER	M. Traoré Ismafla	mai	
Opération arachide et cultures vivrières	M. Traoré Abdoulaye	mai	
Opération pêche	M. Sissoko Macki	mai	
SOCAM	M. Bousquet Jacques	mai	
Barrage Sélingué	M. Ballo Ma- madou	mai	
Direction élevage	M. Diakité Noumou	mai	
Banque mondiale	M. Carter	mai	
Pharmacopée traditionnelle	M. Koumaré	juin	

- T O M E - II -

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

DU MALI

I - I N T R O D U C T I O N

- 11 Caractéristiques de l'industrie malienne :
Forces et Faiblesses
- 12 Dynamique actuelle de l'industrialisation au Mali
- 13 Examen des industries par branche d'activité
et identification des branches de pointe.

I- INTRODUCTION

1.1. Caractéristiques de l'industrie malienne = Forces et Faiblesses.

L'industrie malienne est caractérisée par

- 1) un grand nombre d'entreprises d'Etat dans la branche des agro industries. Les entreprises étatiques qui comptent parmi les plus grosses entreprises ont de part leur orientation "sociale" les plus gros effectifs. Les autres entreprises d'Etat sont des industries pour la valorisation des matières premières locales : matériaux de construction (ciment), céramique, cuir, textiles, huileries.
- 2) une orientation nette vers la valorisation des ressources locales tant de la part des entreprises étatiques que des entreprises mixtes et privées
- 3) une multitude de petites et moyennes industries orientées vers les industries alimentaires (boulangeries, limonaderie, glace alimentaire, ...) et les entreprises de services (imprimeries, garages)
- 4) une forte concentration au niveau de Bamako = 55 entreprises sur 72 recensées.

Les forces actuelles de l'industrie malienne sont les potentialités qui existent dans le pays pour les matières premières.

En effet les industries au Mali, qui sont orientées principalement vers la valorisation des matières premières locales (agro industries, textiles, cuir, produits du sous-sol), ont des possibilités substantielles pour leur développement eu égard aux actions de développement entreprises au niveau de l'agriculture, l'élevage et les mines. Les tableaux ci-dessous font le point des possibilités d'offre des productions de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche :

- 1) Tableau de production et commercialisation des 4 grandes productions agricoles (moyenne des campagnes agricoles 1973/74 à 77/78)

- Source : Bulletin trimestriel n° 2 BCM, janvier 1979

	<u>Production (1000T)</u>	<u>commercialisation (1000T)</u>	<u>Taux de comm.</u> (%)
<u>Coton graine</u>	100	89,7	90
<u>Arachide coques</u>	177	66,7	38
<u>Paddy</u>	236	76,4	32
<u>Mil/Maïs/Sorgho</u>	878	32,5	4.

2) Tableau de la situation du cheptel (moyenne 1974 à 1977)

- Source : Bulletin n° 2 BCM (unité : millier de têtes)

	<u>Bovins</u>	<u>Ovins/Caprins</u>
<u>Effectifs</u>	3848	10882
<u>Exportations</u> <u>contrôlées</u>	44	90
<u>Abattages con-</u> <u>trôlés</u>	161	368

3) Tableau de la commercialisation du poisson

(moyenne de 1973 à 1977)

- Source bulletin n° 2 BCM (unité : tonnes)

<u>Commerce intérieur</u>	4485
<u>Exportation</u>	2050
<u>Total</u>	6535

Les autres possibilités d'offre du secteur primaire sont constituées par :

- la noix de karité qui fait l'objet de cueillette pour l'approvisionnement de l'unité industrielle la SEPOM à Koulikoro
- le thé à Farako (Sikasso)
- le tabac produit par l'opération Haute Vallée et qui sera utilisé par la SONATAM
- la canne à sucre par l'office du Niger pour les complexes agroindustriels de Dougabougou et de Seribala
- les productions fruitières et maraichères (mangues, tomates) et la cueillette de tamarin pour l'unité SOCAM (société des conserves du Mali) qui est une société d'économie mixte qui a remplacé la SOCOMA (Société des conserves du Mali) société d'Etat
- des productions de blé qui ont avoisiné 2000 T en 1976/1977.

Le secteur minier

Les actions entreprises à la fin du second semestre 1979 par l'organisation des journées pour faire le point sur la situation des ressources minières au Mali prouvent l'importance que revêt le secteur des mines pour le Mali dans

la recherche de son décollage économique.

Les ressources minières potentielles (voir paragraphe 311) qui sont importantes doivent orienter les actions à entreprendre pour la relance de l'industrialisation au Mali.

Ces potentialités, replacées dans le nouveau contexte sous régional et international et soutenues par les projets de barrages hydroélectriques (SELINGUE et Manantali) constituent un des fondements de la création des grandes unités industrielles entraînant pour les autres secteurs de l'économie

LES PROBLÈMES ACTUELS DE L'INDUSTRIE MALIENNE SE SITUENT :

- 1) au niveau de la fourniture des matières premières (produits agricoles, cuir) à cause des prix d'achats faibles imposés aux producteurs qui ont par ailleurs la possibilité d'accroître le produit de leur vente par le biais d'intermédiaires non officiels et les marchés des pays limitrophes
- 2) au niveau des administrations pour
 - a) la fixation des prix de vente qui influent directement sur les marges commerciales des produits industriels qui subissent par ailleurs la concurrence des produits industriels introduits par une fraude très active dans le pays.
 - b) la lourdeur de l'administration et son omniprésence à tous les niveaux pour toutes sortes d'autorisation et qui sont délivrées avec beaucoup de retard.
- 3) au niveau du concours des banques pour l'obtention des crédits à moyen et long termes pour les nouvelles implantations et les crédits à court terme pour le fonctionnement.
- 4) au niveau du personnel par une inadéquation du personnel disponible avec les postes à occuper dans les industries ; aussi il y a une orientation de la formation à étudier et à appliquer pour résoudre le problème de demandes de techniciens spécialisés pour les branches industrielles prioritaires : agro aliments, textiles, cuir, mécanique.

12 Dynamique actuelle de l'industrialisation au Mali

Les grandes lignes d'une politique de développement industriel sont rappelées dans le plan quinquennal qui vient de se terminer.

Les orientations de cette politique sont une industrialisation :

- pour la mise en valeur des ressources locales
- pour la création de nouveaux emplois
- pour une réduction des importations
- une intégration des différents secteurs de l'économie.

Dans les faits on constate qu'après la période coloniale où il n'y a pas eu d'industrialisation et la période du début des indépendances où il y a eu de par une attitude volontariste, la création d'un secteur étatique assez étoffé, on assiste depuis 1972 à la création d'entreprises privées et mixtes du fait des maliens et/ou des étrangers :

- la création des industries par des privés maliens est orientée vers les industries alimentaires (vinaigrerie, boulangeries, glace alimentaire) et les entreprises de services (garages, imprimeries) : ces industries sont en général de petites tailles si ce sont des financements propres ou de tailles moyennes si ce sont des financements qui obtiennent le concours de l'extérieur tel que la K. F. W. (Allemagne) ; ce sont des industries pour la satisfaction des besoins de consommation.
- la création des industries par des étrangers (privés ou sociétés multinationales) avec ou sans des maliens sont des entreprises de substitutions aux importations (piles wonder, IMACY ...) ou de valorisation de produits locaux (ITEMA, SEPAMA); ces entreprises mixtes (ITEMA par exemple) ou privées (piles wonder, IMACY par exemple) sont en général de taille moyenne avec des emplois qui vont de 150 à 900 employés et des chiffres d'affaires de 1,3 milliards à 3,8 milliards F.M. En plus de ces nouvelles créations, il y a depuis trois ou quatre ans une "renaissance" d'anciennes sociétés d'Etat qui étaient en déclin, par des sources bilatérales ou multilatérales d'aide. Il s'agit de :
 - l'EMAB, l'ULB et l'Office du Niger où intervient la banque mondiale
 - la SOCOMA où intervient des privés de France et la caisse centrale et de coopération française.

La dynamique actuelle de l'industrialisation au Mali peut donc se résumer ainsi :

- création de nouvelles unités, en général petites ou moyennes, par des privés nationaux avec le concours de crédits extérieurs (K. F. W.) ou par des multinationales qui viennent occuper des créneaux pour compléter leur offre sur le marché des pays en voie de développement,

- intervention directe de sources multilatérales ou bilatérales d'aide pour relancer des sociétés d'état en péril
- absence d'implantations industrielles nouvelles de grande dimension qui pourraient entraîner l'économie globalement en ayant le maximum d'effets sur les autres secteurs principalement l'agriculture, l'élevage et la pêche.

13. Examen des industries par branche d'activité et identification des branches de pointe.

Les fiches présentées ci-après donnent la situation résumée par branche d'activité des industries existantes.

Ces fiches contiennent des chiffres qui sont des sommes de données fournies par certaines entreprises qui ont bien rempli les rubriques afférentes dans le questionnaire d'enquête.

L'examen de ces fiches avec les remarques sur l'évolution de chaque branche montre qu'on peut retenir comme branches prioritaires : les agro industries (agro alimentaires, textiles, cuir...), la construction (produits pondereux et nécessaires pour le pays) et les mines (verrerie, phosphates, carrières, minerais).

La hiérarchisation, agroindustries, matériaux de construction et mines, a été faite en tenant de l'effet entraînant sur l'économie des différentes branches. En effet les branches qui doivent retenir l'attention à partir de maintenant et en tenant compte des impératifs de développement général et harmonisé du pays sont celles qui

- 1) valorisent les matières premières locales disponibles et dont la production peut augmenter vu les conditions climatiques et les aménagements nouveaux en cours de réalisation (barrages hydroagricoles) ;
- 2) peuvent avoir le maximum d'effets amont et aval
- 3) peuvent avoir le maximum d'effets induits : augmentation des revenus des nationaux et de l'Etat (réduction des importations et augmentation des exportations dans la sous région et sur le marché mondial).

Branche d'activité : Industries agro-alimentaires

Nombre d'Entreprises de la branche en janvier 1979 : 16

Chiffres d'Affaires (en I.000 FM) en 1978 des 43% des Entreprises : 17.975.900

Investissements (en I.000 FM) au 31 Décembre 1978 de 33% des Entreprises :

1378090

Emplois et salaires en 1978 de 33% des Entreprises enquêtées

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	3356	8	543
Salaires versés (en I.000FM)	59908*	94320	86. 660

- Projets en cours de réalisation dans la branche:

- . Deux projets de conserveries de fruits et légumes à Sikasso et dans la haute Vallée sont à l'étude ; coût des investissements : (Sikasso 2 milliards FM Haute Vallée 2milliards FM)
- . Une huilerie de coton est en cours de réalisation à Koutiala coût des Investissements 2, 706(milliards FM)
- . Une troisième sucrerie dont le lieu d'implantation n'est pas déterminé est à l'étude: coût des investissements : 7,5 milliards FM
- . Les grands moulins du Mali une entreprise privée est agréée pour Koulikoro coût des investissements 3, 124 milliards FM
- . Une minoterie en projet à Kayes est à l'étude ; coût des investissements : 347 milliards FM
- . Une minoterie privée à Ségou est à l'étude ; coût des investissements : 2,5 milliards

- Observations sur l'évolution de la branche :

Les industries agro-alimentaires occupent une place importante et essentielle dans l'industrie malienne. C'est une branche qui valorise les matières premières locales. Les actions entreprises au niveau du développement agricole pour l'augmentation des productions (thé, riz, arachide) fait espérer que cette branche est considérée comme le fondement de l'industrialisation du Mali avec les différents effets entraînants à attendre.

* Salaires et investissements ne comprenant pas ceux des usines (riz sucre) de l'office du Niger

Branche d'activité : Autres Industries alimentaires

Nombre d'Entreprises de la branche en janvier 1979 : 14

Chiffres d'Affaires (en I.000 FM) en 1978 des 43% des Entreprises : 7171490

Investissements (en I.000FM) au 31 Décembre 1978 de 50% des Entreprises

18874170

Emplois et salaires en 1978 de 60% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Salaires
Nombre d'Emplois	593	28	281
Salaires versés (en I.000FM)	255170*	80870	34130

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

- .Une brasserie à Bamako est à l'étude ; coût des investissements : 1,6 milliards FM
- .Une fabrique d'aliments de bétail à Koulikoro est à l'étude ; coût des investissements 212,5 millions de FM
- .Une fabrique de viandes pré-cuites à Bamako est à l'étude coût des investissements 100 millions FM
- .Une fabrique de boissons gazeuses et glace-alimentaire à Koutiala est à l'étude ; coût des investissements 297 millions FM
- .Une fabrique privée de glace-alimentaire à Bamako est agréée ; coût des investissements 29 millions de FM
- .Une boulangerie nouvelle privée fonctionne à Bamako depuis début 1979 coût des investissements : 160 millions.

- Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche comporte principalement les boulangeries les fabriques de biscuits et de glace.
Son expansion est dépendante directement de l'urbanisation et est induite par l'injonction de revenus monétaires supplémentaires.

* Montant comprend une partie des salaires versés aux expatriés et aux saisonniers.

Branche d'activité : INDUSTRIES ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES

Nombre d'Entreprises de la branche en janvier 1979 : 4

Chiffres d'affaires (en 1.000 F. M.) en 1978 des 75% des Entreprises : 1.431.070

Investissements (en 1.000 F. M.) au 31 décembre 1978 de 75% des entreprises :

590.170

Emplois et salaires en 1978 de 75% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	246	3	27
Salaires versés (en 1000 FM)	39.180	18.700	5.120

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

. Un studio de statut privé d'enregistrement et de presse de disques à Bamako est agréé, coût des investissements : 525 millions F. M.

- Observations sur l'évolution de la branche :

Cette branche comporte des industries de montage à partir d'inputs importés, (fabrication de radios par exemple), et jouera un rôle déterminant si une production adaptée (qualité et prix) est mise à la disposition de la clientèle nationale et sous régionale.

Branche d'activité : Produits céramiques

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 1

Chiffres d'Affaires (en 1.000 FM) en 1978 des 100% des Entreprises : 3700

Investissements (en 1.000FM) au 31 Decembre 1978 de 100% des Entreprises : 10 200

Emplois et salaires en 1978 de 100% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	146	8	12
Salaires versés (en 1.000 FM)	37660	3120	2970

Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Le renforcement de l'usine céramique à Bamako est en cours; coût des investissements : 125 millions FM

Observations sur l'évolution de la branche

.Les matières premières sont disponibles pour l'activité de cette branche ; Cependant il faut d'abord faire une étude des prix et de circuits de distribution pour dynamiser cette branche qui végète . L'urbanisation et les perspectives d'augmentation de l'activité économique générale pour le futur favoriseraient beaucoup cette branche qui subit la concurrence des articles en plastique et plats émaillés.

Branche d'activité : MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 2

Chiffres d'affaires (en 1.000 FM) en 1978 des 50% des entreprises : 1. 813. 500

Investissements (en 1.000 FM) au 31 Décembre 1978 de 100% des Entreprises :

876. 440

Emplois et salaires en 1978 de 50% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	424	18	
Salaires versés (en 1. 000FM)	223210	7980	

Projets en cours de réalisation dans la branche :

- .Un projet de briqueterie à Ségou est à l'étude ; coût des investissements : 1, 136 milliards FM
- . Un projet de produit en Amiante ciment à Bamako est à l'étude ; Coût des investissements : 312, 5 millions FM.
- . Le changement de statut et le renforcement de la SEBRIMA(usine de Magnabougou) est en cours.
- .Une deuxième cimenterie est en cours de réalisation dans la région de Kayes

- Observations sur l'évolution de la branche :

La branche matériaux de construction est une branche essentielle pour l'économie malienne. Le niveau et l'état des constructions dans les villes du Mali appellent à dynamiser cette branche ; une seule usine de ciment en assure l'activité principale. Le déficit actuel des besoins en matériaux de construction par exemple le ciment, extrapolé en 1985 et 1990 s'élève à 69831 en 1985 et 13850T en 1990 ; Ces déficits sont des minimums à combler pour rester au même niveau de construction (routes et bâtiments). Aussi ce secteur qui doit être privilégié au Mali dans les années à venir, aura également vu le niveau de l'activité économique générale du pays des effets entraînants amonts, aval induits qui sont entre autres l'augmentation de l'emploi, la diminution des importations de ciment, l'injection de revenus monétaires dans le circuit économique, l'amélioration générale du niveau de vie du pays

Branche d'activité : Industries mécaniques et métaux

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 12

Chiffres d'Affaires (en I.000FM) en 1978 des 67% des Entreprises : 6884550

Investissements (en I.000FM) au 31 Décembre 1978 de 67% des Entreprises :
3062320

Emplois et salaires en 1978 de 67% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	1014	19	324
Salaires versés (en I.000FM)	149800	131000	48200

-Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Reconversion des ateliers de MARKALA entreprise d'Etat est à l'étude ;
coût des investissements 625 millions de FM

. Un projet de laminaire et profilés est à l'étude ; coût des investissements : 1,088 milliards FM

Une fabrique de Tôles (TOLMALI) entreprise privée a été mise en fonctionnement en début de 1979; coût des investissements : 681 millions de F.M.

. Extension SOMAFAM entreprise privée de fabrication de tôles ondulées, de pièces détachées de cycles pour le montage de cycles est à l'étude ; coût des investissements 572 Millions de FM

- Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche est constituée par des activités d'entretiens (garages et ateliers) de montage et de fabrication de tôles ondulées . Son accroissement est liée à l'augmentation du niveau de l'activité économique générale avec l'augmentation des revenus urbains et ruraux.

Branche d'activité : Industries textiles

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 4

Chiffres d'Affaires (en I.000 FM) en 1978 des 100% des Entreprises : 30833620

Investissements (en I.000FM) au 31 Décembre 1978 de 100% des Entreprises :
12220380

Emplois et salaires en 1978 de 100% des Entreprises enquêtées

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	5211	...	1767
Salaires versés (en I.000FM)	3254200	338100	236000

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Un projet d'atelier de traitement de laine dont le lieu d'importation reste à déterminer ; coût des investissements : 80 millions FM

. Un projet de confection de vêtements à Bamako est à l'étude ; coût des investissements 146, 2 millions F. M.

.Un projet de combinat textile à Kayes , société d'Etat est à l'étude
coût des investissements : 1, 878 milliard FM

- Observations sur l'évolution de la branche :

de la branche textile

Le Mali est un pays producteur de coton ; la production a été de 31835 millions FM en 1977 et de 36520 millions FM en 1978. La production de coton a été de 133000 tonnes en 76/77. Elle a augmenté régulièrement depuis 73/74. La disponibilité en coton donne à la branche textile au Mali une grande importance car elle valorise une matière première locale de grande production.

Branche d'activité : Industrie de cuir et peaux

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 1

Chiffres d'affaires (en 1.000 FM) en 1978 des 100% des Entreprises : 77550

Investissements (en 1.000 FM) au 31 Décembre 1978 de 100% des Entreprises
: 296470

Emplois et salaires en 1978 de 100% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	165	-	-
Salaires versés (en 1.000 FM)	...	-	-

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Une nouvelle Tannerie privée à Kayes fonctionne depuis le 1^{er} trimestre 1979

.Un projet de Tannerie à Ségou est à l'étude ; coût des investissements : 1, 8 milliards FM

.Une fabrique de chaussures BATA à Bamako (coût des investissements 1, 211 milliards FM) est à l'étude.

- Observations sur l'évolution de la branche :

L'extension et le renforcement de TAMALI, la création de nouvelles tanneries donnent à cette branche un essor certain qui sera soutenu vu les actions entreprises pour l'élevage avec les différents projets à financement extérieur. Cette branche doit être classée comme une branche dynamique au Mali

Branche d'activité : Electricité et Gaz

Nombre d'Entreprises de la branche en janvier 1979 : 2

Chiffres d'Affaires (en 1000FM) en 1978 des 50% des Entreprises : 250. 280

Investissements (1000FM) au 31 Décembre 1978 de 100% des Entreprises : 560 1350

Emplois et salaires en 1978 de 50% des Entreprises enquêtées

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	19	-	-
Salaires versés (en I.000 FM)	48780	-	-

-Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Le projet de barrage de Selingué est en cours d'achèvement

.Un deuxième projet de barrage à Mamantali est en cours

-Observations sur l'évolution de la branche

L'électricité est une branche qui a un effet entraînant sur l'ensemble des activités de l'économie ; Elle occupe, au niveau actuel du Mali, une place vitale. Aussi la mise en fonctionnement du barrage de Selingué en 1980 et du barrage de Mamantali enlèvera le grand goulot d'étranglement qui axphysiait l'économie nationale.

Branche d'activité : Produits chimiques et produits plastiques

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 5

Chiffres d'Affaires (en I.000FM) en 1978 des 80% des Entreprises : 861. 860

Investissements (en I.000FM) au 31 Décembre 1978 de 67% des Entreprises :
605.760

Emplois et salaires en 1978 de 60% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	95	4	70
Salaires versés (en I.000FM)	430230	13770	5720

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

- . Un deuxième projet de fabrique de peinture à Bamako est en cours
- . Un projet de traitement des ordures ménagères à Bamako est à l'étude ;
coût des investissements 625 millions FM
- . Un projet de fabrique de chaussures plastiques et autres produits en plastique à Bamako est agréé ; coût des investissements : 178 millions FM (SOVEA)

- Observations sur l'évolution de la branche :

Cette branche est une branche qui à partir d'importations d'inputs
doit élaborer des produits de substitution aux importations pour la consommation locale. Elle connaît une expansion vu l'augmentation des besoins

Branche d'activité : INDUSTRIES DU PAPIER

Nombre d'Entreprises de la branche en janvier 1979 : 6

Chiffres d'affaires (en 1.000 FM) en 1978 des 17% des Entreprises : 128.340

Investissements (en 1.000 FM) au 31 décembre 1978 de 17% des entreprises :
250.900

Emplois et salaires en 1978 de 33% des entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	168	-	6
Salaires versés (en 1.000 FM)	99.590	-	2.670

Projets en cours de réalisation dans la branche :

- . L'extension de l'E. D. I. M. à Bamako est en cours
- . Un projet de brochage industriel du livre à Bamako est à l'étude coût des investissements : 115 millions de F. M.
- . L'extension de la fabrique de cahiers de la L. P. M. à Bamako est à l'étude coût des investissements : 62.5 millions de F. M.
- . Une fabrique d'enveloppes par une entreprise privée à Bamako est à l'étude, coût des investissements : 14 millions de F. M.

Observations sur l'évolution de la branche :

On inclut dans cette branche les activités suivantes : imprimeries, brochage de livres, fabrique de cahier, fabrique d'enveloppes, cartonnerie.

C'est une branche en forte expansion avec l'augmentation des activités dans les centres urbains.

Les besoins en cartonnerie actuels font que la production de la nouvelle unité de cartonnerie est insuffisante dès la première année de fonctionnement.

Branche d'activité : Metallurgie de base

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 2

Chiffres d'Affaires (en I.000FM) en 1978 des 50% des Entreprises : 44430

Investissements (en I.000FM) au 31 Décembre 1978 de ... % des Entreprises :

....

Emplois et salaires en 1978 de 50% des Entreprises enquêtées

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	19	-	-
Salaires versés (en I.000FM)	....	-	-

-Projets en cours de réalisation dans la branche :

.Extension de l'EMAF (entreprise malienne de fonderie) entreprise privée à Bamako est en cours

.Un projet d'études d'industries métallurgiques est à l'étude.

-Observations sur l'évolution de la branche :

.C'est une branche qui est à ses débuts ; elle doit être aidée et soutenue car elle fournit des produits (pièces de fonderie) pour l'entretien des autres unités de production.

... =données non disponibles

Branche d'activité : Industrie du Bois

Nombre d'Entreprises de la branche en Janvier 1979 : 3

Chiffres d'Affaires (en I.000FM) en 1978 des 67% des Entreprises : 430 300

Investissements (en 1000FM) au 31 Décembre 1978 des 67% des Entreprises : 800500

Emplois et salaires en 1978 de 100% des Entreprises enquêtées :

	Nationaux et Africains	Autres	Saisonniers
Nombre d'emplois	307	-	7
Salaires versés (en I. 000FM)	122000	-	1000

- Projets en cours de réalisation dans la branche :

Extension de l'EMAB Entreprise d'Etat à Bamako est en cours, coût des investissements : 182, 5 millions de FM

- Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche constituée principalement de menuiseries dépend de l'activité économique générale car étant donné que ces matières premières sont importées, cette activité aura une expansion liée à la distribution des revenus

II - Facteurs de l'environnement

21 Environnement national

22 Environnement international

2.1. ENVIRONNEMENT NATIONAL

L'environnement de l'entreprise est, en plus du problème des prix de la fiscalité et de la formation, un certain nombre de facteurs qui peuvent gêner ou faciliter l'activité industrielle sont présentés ici.

- L'électricité et eau : la fourniture en électricité et eau pour les industries au Mali est précaire ; la situation actuelle qui est caractérisée par une coupure fréquente du courant a amené un nombre d'entreprises à se rendre autonome de l'EDM.

Cependant les faiblesses actuelles dans la distribution serait enrayerées avec la mise en fonctionnement des barrages de Selengué (1980) et Manantali.

Les industries sont plus ou moins consommatrices d'eau selon le type d'activité et de probès de production. La politique industrielle au Mali doit tenir compte d'une politique de l'eau qui vise à économiser la consommation de l'eau et à éviter la pollution.

- Télécommunications : La politique d'approvisionnements industriels comme les débouchés commerciaux exigent une qualité des services postaux (téléphone, telex, courrier) assurant la rapidité et la sécurité des communications ; le niveau du service rendu par les postes et télécommunications maliennes doit être amélioré pour soutenir une activité industrielle d'un haut niveau.

- Communications : routes, chemin de fer, air. Pays continental, le Mali dépend pour ses échanges (approvisionnements et exportation) des transports routiers et ferroviaires ; de la qualité de ceux-ci dépendent la régularité de l'activité industrielle, un éventuel surcoût de stockage; la coopération ferroviaire et routière est inscrite dans la géographie actuelle des infrastructures : elle demande un effort tout particulier pour que l'industrie malienne ne patisse pas des faiblesses cumulées de chacun des réseaux.

- Code des investissements : Un code des investissements a été adopté au Mali en 1976 ; elle est en cours de modification pour l'adapter aux besoins de relance de l'activité industrielle tant au niveau des grandes entreprises qu'au niveau des PMI et des entreprises de production artisanale; la modification sera orientée aussi vers la recherche de critères d'évaluation des projets pour l'obtention d'avantages plus ou moins étendus, surtout pour les industries d'exportation et les industries utilisant beaucoup les matières premières locales.

- Système bancaire : Il existe trois banques au Mali qui se partagent le marché de l'argent comme suit :

Unité = en milliards F. M.	1976		1977	
	Valeur	%	Valeur	%
- B.D. M.	112, 4	91, 7	99, 8	88
- BIAO + BMCD }	10, 2	8, 3	12, 8	12
Total marché	122, 6	100	106, 6	100

La Banque de développement du Mali (BDM) fait donc 90% environ du marché de l'argent. Le marché de l'argent a diminué du fait que le crédit du secteur d'Etat a été resserré comme le montre le tableau suivant :

Unité = en milliards de FM	1976		1977	
	Valeur	%	Valeur	%
Secteur d'Etat	86, 0	70, 1	73, 1	68, 6
Secteur privé	36, 6	29, 9	33, 5	31, 4
Total	122, 6	100	106, 6	100

La répartition entre les différents secteurs de l'économie est la suivante selon le bulletin de la BCM :

. Agriculture et Industrie	18, 8 % en 1977
. Commerce général	36,29 % en 1977
. Autres (transports, bâtiments et TP, pétroliers)	18, 8 % en 1977
. Divers :	26, 2 en 1977.

La situation actuelle du système bancaire malien se présente comme suit :

- la Banque centrale du Mali (BCM) qui a un rôle de refinancement à travers les banques de la place et notamment la banque de développement du Mali
- la Banque de développement du Mali (BDM) dont les possibilités propres sont très limitées au plan du développement industriel, du fait de ses engagements sur le plan commercial et surtout avec le secteur d'Etat ; ce qui entraîne que la BDM demande le concours de réescompte de la banque centrale
- les autres banques sont : la banque malienne de crédit et de dépôt (BMCD) étatique à 51%, la banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO) banque privée, et enfin une société de crédit la SCAR (Société de crédit pour l'agriculture et l'équipement rural) ; ces banques ont des activités très marginales surtout dans le cadre du développement industriel.

Le fonctionnement du système bancaire peut être résumé comme suit :

La BCM est orientée de plus en plus vers les activités de transformation des produits maliens ; elle accorde par réescompte des crédits à moyen terme sur 7 ans (auparavant 5 ans) ^{cas} si les projets qu'elle juge intéressants lui sont présentés ; ceci a été le cas de SOMEPAC (cartonnerie), de SAADA Diallo (articles en plastiques), des Grandes confisseries du Mali.

Dans son intervention la BCM effectue un encadrement du crédit mais avec beaucoup de souplesse :

- . les crédits non encadrés sont les financements jugés prioritaires tels que le commerce des produits agricoles maliens, l'exportation, les moyens termes industriels réescomptables
- . les crédits encadrés sont les financements jugés non prioritaires tels que les fonds de roulement, le commerce général (importations).

La politique monétaire ces dernières années a amené la BCM à relever le taux d'escompte, et à encadrer les crédits tels que l'industrie, les bâtiments, les travaux publics et le commerce général.

Actuellement il y a l'amorce d'un marché financier avec l'institution des prêts interbancaires.

A cause du système déficitaire du système financier malien dans son ensemble la BCM a fixé des taux de pénalisation qui sont :

- . 10,5% pour les dépassements des crédits commerciaux
- . 12% pour tout refinancement de crédits accordés au delà des limites autorisées et pour une période maximale de 18 mois
- . 18% pour les impayés.

Cette présentation du système bancaire montre qu'il est mal adapté au développement de l'industrie; on constate que la BDM travaille beaucoup pour le commerce et n'est en fait qu'un relais pour les subventions de l'Etat pour les entreprises du secteur d'Etat de la même manière que la SCAER est chargée de subventionner les paysans.

Dans le cadre des perspectives d'avenir on doit noter l'adoption d'une réglementation bancaire et les projets de création d'institutions bancaires spécialisées qui sont :

- une banque de développement industriel et du tourisme
- une banque de crédit agricole
- une banque de financement de l'immobilier.

- Mécanismes d'incitations : études industrielles,
promotion et assistance aux industries

Le CEPI centre d'études et de promotion industrielle, a été mis en place avec les objectifs suivants :

. recenser les possibilités de création et de promotion de petites industries au Mali

. aider les entrepreneurs et industriels à constituer leurs sociétés, à préparer leur dossier de financement.

Le centre qui fonctionne depuis quatre ans a mené un certain nombre d'études sectorielles et a identifié des projets à promouvoir.

Ces actions au niveau du CEPI doivent être renforcées et inciteront davantage les promoteurs potentiels à s'adresser au centre pour obtenir tous les renseignements et appuis nécessaires pour la création de nouvelles unités.

Les promoteurs seront d'autant plus motivés s'ils peuvent disposer des fiches techniques préparées pour les projets jugés prioritaires avec des priorités dégagées sur le plan du développement industriel du pays.

L'assistance du CEPI devra s'étendre à l'établissement de systèmes comptables simples et homogènes et à des appuis au niveau commercial pour l'organisation des marchés.

2.2. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Avant de définir des axes d'orientation pour le développement industriel du pays, il faut commencer par situer le pays par rapport à son environnement international étant donné qu'il existe des habitudes, des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux qu'il faut considérer soit dans un sens de renforcement, ou de modifications pour l'adapter aux impératifs nationaux de développement.

- Déclaration et plan d'action de LIMA concernant le développement et la coopération industriels

La deuxième conférence générale de l'ONUDI à Lima (Pérou) du 12 au 26 mars 1975 a adopté "la déclaration et plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels" qui définit le cadre pour un développement industriel harmonisé entre les pays. L'examen de la situation d'ensemble de l'industrialisation des pays fait ressortir entre autres considérations :

- 1) la nécessité urgente d'instaurer un nouvel ordre économique fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance et la coopération
- 2) qu'un "processus d'industrialisation digne de ce nom doit viser de manière générale à assurer un développement socio-économique auto-entretenu et intégré et que tous les pays ont le droit souverain d'opérer les changements nécessaires pour assurer une participation juste et effective de leur population à l'industrie et aux avantages qui en découlent".

Aussi le plan d'action adopté par la déclaration est subdivisé en cinq (5) niveaux : les mesures à l'échelon national, la coopération entre les pays en voie de développement et les pays développés, les pays en voie de développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires et les dispositions institutionnelles.

1) Mesures à l'échelon national

Les politiques nationales d'industrialisation doivent être fondées sur les éléments suivants :

- "Formulation de stratégies et de plans d'industrialisation à long terme clairement définis, s'appuyant d'abord sur l'effort national propre..."

- Promotion d'une industrialisation intégrée, fondée sur le potentiel de chaque pays, avec pour objectif de resserrer au maximum les liens entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie, en particulier l'agriculture, notamment par la création et la multiplication de centres de recherche industriels, le développement de nouveaux périmètres agricoles et la mise en œuvre de nouvelles cultures destinées à l'industrie .

2) Coopération entre pays en voie de développement. Aux niveaux sous régional, régional et interrégional, les pays en voie de développement devront prendre des mesures pour :

- la promotion du commerce entre eux
- se consulter et coordonner leurs actions pour l'acquisition de technologie, de compétences techniques, de licences, d'équipement.
- harmoniser et coordonner leurs politiques nationales dans le domaine industriel pour rechercher une plus grande complémentarité
- créer des entreprises de transport nationales, régionales et interrégionales capables de concurrencer les entreprises des pays développés en vue de favoriser le développement des échanges entre les pays en voie de développement
- renforcer des organismes régionaux chargés de la promotion de la coopération économique entre les pays en voie de développement.

A ces considérations au niveau des actions à envisager sur le plan national, sous régional et interrégional, la déclaration a tracé également les orientations que devraient prendre la coopération entre les pays en voie de développement et les actions au niveau des pays en voie de développement enclavés.

Les actions à entreprendre à ces niveaux seront orientées pour soutenir et renforcer les actions au niveau national et sous régional.

- Regroupements sous régionaux existants

Le Mali fait partie d'un certain de regroupements sous régionaux qui seront déterminants dans le choix de stratégies d'industrialisation car ces regroupements créent des cadres institutionnels, des conditions économiques (moyens humains et matériels, marché...) et une force de négociation sur le plan international.

- l'OMVS (Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal)

- la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest)

- la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

Il existe également d'autres institutions de coopération telles que l'autorité du Liptako-Gourma pour la mise en valeur des ressources communes du sous-sol de trois pays (Mali, Niger, Haute Volta) et la Commission du bassin du fleuve Niger (Organisme de mise en valeur du bassin du fleuve Niger) qui regroupe l'ensemble des pays du bassin du fleuve de la source à l'embouchure. Les organisations comme l'OMVS avec ses projets de barrages en cours de réalisation et la CEAO avec son fonds de développement, le FOSIDEC, sont des réalités qui sont déterminantes pour un choix de développement industriel pour le Mali.

- Redéploiement industriel des pays développés

Avec le renchérissement du prix du pétrole et du coût de la main d'oeuvre dans les pays développés, un redéploiement sur le plan du développement économique des pays développés fait jour.

Les aspects qui intéressent le Mali dans ce redéploiement sont les dispositions adoptées par pays ou par groupes de pays (CEE par exemple ou pays du nord) pour faire contourner ces nouvelles contraintes.

Les actions connues des pays développés dans le cadre du redéploiement industriel sont :

- le transfert des industries de main d'oeuvre dans les PVD pour bénéficier des salaires bas et des nécessités de développement des pays en voie de développement
- l'implantation des industries auprès des sources de matières premières
- la création de zones franches industrielles
- l'éloignement des industries polluantes dont le fonctionnement revient cher dans les pays d'origine à cause de lois et règlements rigoureux
- la reconversion des pétrodollars.

Ce redéploiement peut et doit être exploité par le PVD pour leur croissance économique tout en étant intégré dans des plans de développement définis et auto centrés sur les possibilités et les besoins des économies concernées.

III - Potentialités naturelles et possibilités
de développement industriel

- 31 Approche mise en valeur des matières premières locales
- 32 Approche évolution de la consommation (production locale + importations)
- 33 Recapitulation des idées de projets.

L'analyse de la situation des dotations naturelles des matières premières et des potentialités de développement industriel induites par l'évolution de la population (nationale et sous-régionale) et des programmes d'aménagement hydroélectriques doit permettre d'identifier pour le moyen et le long termes les axes possibles de développement adéquat pour l'industrie au Mali.

3 1 1 MINES

Les potentialités d'industrialisation minière pour un pays comme le Mali sont d'autant plus précieuses qu'elles sont liées à tout un nombre de facteurs aléatoires. En effet les gisements des pays en voie de développement ne sont presque jamais évalués à leur juste valeur mais suivant les intérêts des investisseurs étrangers, les besoins des pays industrialisés et la précaire infrastructure non étudiée en place.

Nous allons donc énumérer les projets sur lesquels nous sommes optimistes quand à la réalisation à court et moyen terme sur la base des travaux réalisés et la présence des promoteurs.

Les projets comme "la recherche et exploitation de l'or de Kalana" "la mise en valeur des phosphates du Tilemsi"; "la construction d'une cimenterie à "Astro" (gisement de calcaire de Gangonterrie)"; "l'exploitation des gypses d'Etaga à Tessalit"; "l'exploitation du fer de Bale et l'installation d'une mini-acierie"; la construction d'une verrerie à Koulikro (mise en valeur des sables du Lac Faguibine) sont assez avancés et on peut espérer à leurs réalisations avant 1990.

Le Mali possède beaucoup d'autres potentialités dont l'exploitation est difficile à situer dans le temps compte tenu de l'état des travaux géologiques au stade actuel.

Dans cette catégorie il faut citer :

LA BAUXITE dans le plateau Mandingue avec trois zones bauxitiques :

- Baléa une réserve prévisionnelle de l'ordre de 400 millions de tonnes
- Kéniéba-Sud - 165 000 000 tonnes
soient 600 000 000 de tonnes de bauxite à 40 - 45% d'Al₂O₃
dans la vallée du fleuve Sénégal
- Bamako-Ouest - 175 000 000 tonnes à 42% d'Al₂O₃

L'ARUNIUM de l'Adar et de Faléa font l'objet de recherche par la
COGEMA (FRANCE) et P N C (JAPON)

LE PETROLE recherché par des Sociétés Etrangères reste une perspective pas moins importante.

LE MANGANESE de Ansoyga dont les réserves globales évaluées à environ 8 000 000 t, à une teneur de l'ordre de 40% Mn pourrait être exploitée et d'une extraction commune avec le gisement de Tumbouva Haute-Volta.

LE SEL GEMME DE FACEDENNI évalué à 53 000 000 tonnes est suffisant pour une exploitation industrielle pour un marché intérieur de l'ordre de 15 000 tonnes/an.

LA BARYLINE est exploitée en abondance dans la région de Kayes.

LE KADOLIN est l'objet d'exploitation partielle pour l'opération céramique et la céramique.

LE CUIVRE dans l'adri et Kidiolo (Sikasso).

Et enfin nous indiquons la situation des principaux indices et prix des métaux minéraux dans leur contexte Ouest-Africain. Cette donnée géographique et les périmètres technico-économiques spécifiques à chaque substance devraient permettre la détermination des plans optimaux Nation - OMVS - ALG - CEAO - CDEAO, Marché International à partir desquels chaque pays trouverait les meilleures conditions d'exploitation.

Les chiffres portant sur les réserves des gisements cités qui sont donnés dans les tableaux qui suivent à titre indicatif et devraient être vérifiés.

STATISTIQUE DES RESERVES DANS UN CONTEXTE OUEST-AFRICAIN

PER

CATEGORIE	RESERVEMENT	RESERVES		TENEUR %	OBSERV.
		EN MILLIONS DE TONNES	Provees Probables, Persp.		
MARI	Djélan Kénéba	50		50	
			dont 25	62	
	Côte	50	500 5000	54	
MARI	Say	20	40 500	62	Phosphoreux
				50	
MARI	Senegal Félémo		100	62 - 65	
				45 - 50	
COTE	IVOIRE Mont Klahyo		1800	69	
	Mont Kumba	100	2000		
MARI	TANIE				
	Caribes	1000	1000	35 - 42	

M A N G A N E S E

		RESERVES EN MILLIONS DE TONNES			TENEUR	OBSERV.
		Prouvées.	Probables.	Persp.		
MALI	Ansongo	1,3 2,5	à 3		40	
HAUTE VOLTA	Tambao	11,5	32	1,4	53	63% à plus de 54%

P H O S P H A T E

		RESERVES EN EN MILLIONS DE TONNES			TENEUR	OBSERV.
		Prouvées.	Probables.	Persp.		
	Tilemsi	10	27		27	
	Taïba (ph. de chaux)	20	50			exploité (1,6 Mt par an)
	Tobène (id)	50				en instance (2 Mt)
	Thiès (ph. d'alumine)	100			29	
	Arby		100		23	
HAUTE VOLTA	Gobnangou		7100		29	
OUEST SAHARA SENEGAL	Bou-Craa		900			

B A N X I T E

		RESERVES EN		TENEUR %	OBSERV.
		MILLIONS DE TONNES			
		Prouvées, Probables, Persp.			
D)	Balés	Gangarems	170	40	4% SiO ₂
		Kouros	100-150	40-41	
		Kobaya Sitama		40-43	
Kén éia	Chadina		150	40-43	4% SiO ₂
	Koumassi		45	49	
Bamako-Ouest	Koulala		70	44	3,5% SiO
	Sandabakouros		10	41	
	Sorokouros		40	40	
	Kourouko		20	40	
	Oiro Nord		30	42	
G	Hes de Los			50	5% SiO
F	Boké		150	35-58	0,632,2% SiO ₂
I	Fria		245	35-45	1,8% SiO ₂
N	Kindia		85	40	2% SiO ₂
E	Filibford			53	1,4% SiO ₂
E	Tougué		1525 3000	50	23% SiO ₂
GUINEE		Madinado Boé	150	45	3,5% SiO ₂
BISSAU					
HAUTE					
VOLTA		Kongoussi	t	50	

PROJETS INDUSTRIELS IDENTIFIES AU
 VALEUR DES MATIERES PREMIERES DU

N°	Titre des projets	Localisation	Marché	
			National	International
1	Recherche et exploitation d'or	Katanga (Gikasso)	x	
2	Exploitation des phosphates	Tilimsi (Gao)	x	x
3	Implantation d'une verrerie	Koulukoro	x	x
4	Exploitation des gisements de fer du Mali occidental	Kayes	x	x
5	Exploitation Gypse d'Etage	Gao	x	x
6	Construction d'une cimenterie	Astro (Kayes)	x	

MALI POUR LA MISE EN
SOUS-SOL

(Source: Direction nationale des Mines)

Fabrication souhaitée	Investissements en F. M.	Emplois(*)		Production
		Nat/AF	Exp.	
Gr-seminés	-	354	80	1850 kg/ha
Super phosphate simple	400.000.000	63	-	13500 tonnes
Produits et sous- produits	-	-	-	403t/an
Super concentrée aciers	108,6 mil- liards	1000	-	60000 tonnes
Platre	575 millions	22	-	11880 t plein rendement
Ciment portland ciment de barrage	5 milliards	426	-	260000t

* NAT/AF = Nationaux et Africains

EXP = Expatriés

Idees de projets liées aux potentialités minières

(voir fiches simplifiées en annexe)

L'analyse des potentialités minières fait ressortir plusieurs projets possibles. Le choix et la priorité à accorder à ces projets doit tenir compte des impératifs de la réalisation d'un décollage économique.

Les projets liés aux ressources minières sont conditionnés par la disposition de grands moyens de production et sont liés aux marchés locaux et extérieurs.

En tenant compte que la création d'industries de base (siderurgie, métallurgie) et d'industries d'intégration (industries mécaniques, chimiques) permettent d'assurer entre les différents secteurs, des liens d'interdépendance.

Les projets ci-dessous peuvent être résumés par ordre de priorité :

- l'exploitation des phosphates qui peut être accélérée avec la mise en fonctionnement du barrage de Selingué et les besoins de plus en plus grands en engrais pour l'agriculture ;

- la verrerie de Koulikoro

(gisement du Lac Faguibiné)

à cause des possibilités du marché national et sous régional (CEAC)

- la construction d'une cimenterie à ASTRO (Kayes) qui se justifie à cause des besoins de production énormes sur le plan national : environ 280.000 T en 1981 et 350.000 T en 1985

- l'exploitation du gypse d'étage pour le marché national et sous régional

- l'exploitation des gisements de fer du Mali occidental pour l'implantation d'une mini-aciérie.

310- Energie hydroélectrique

Le Mali par le biais d'organisations interétatiques telle que l'OMVS a favorisé la doter du pays en électricité et en eau par la construction de deux grands barrages hydroélectriques : SELINGUE et MANANTALI. Selon les prévisions (voir tableau page suivante) le barrage de Selingué doit rentrer en fonctionnement en 1980 avec une turbine d'une puissance de 5480 KW qui fournira par an 3955 MWh d'énergie.

Exploitation de la centrale de Sélingué d'Avout 1980 à Juillet 1981
pour une hydrologie moyenne et un niveau d'exploitation amont de 340,50

(Source = Barrage de Sélingué)

MOIS	Débit moyen disponible (Apports - Evaporation, m ³ /sec	Nombre de groupe		Fonctionnement de turbine			Pendant les heures de fonctionnement		Puissance totale fournie par les turbines kW	Rendement Alternateur	Puissance active sortie Alternateur à COS = 0,85 Mw	Energie mensuelle produisible (Si utilisable) Mwh
		Disponibles	Utilisés	Débit turbiné m ³ /sec	Nombre d'heures de fonctionnement		Niveau Aval m	Chute m				
					par jour	par mois						
Août 80	842-4 = 838	1	1	100	24	744	333,85	6,65	5.480	97,0	5.316	3.955
Sept. 80	1299-4 = 1295	1	1	30	24	720	335,60	4,90	2.880	96,0	2.765	1.991
Oct. 80	1009-5 = 1004	1	1	96	24	744	334,60	5,90	4.480	96,7	4.332	3.223
Nov. 80	435-6 = 431	2	2	2x100 = 200	24	720	332,10	8,40	2 x 7370 = 14.740	97,2	14.327	10.316
Dec. 80	199-6 = 193	2	2	2x96,5 = 193	24	744	330,65	9,85	2x 8445 = 16.890	97,3	16.434	12.227
Janv.81	101-7 = 94	2	1	101	22,34	692	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	6.296
Fév. 81	60-8 = 52	3	1	101	12,36	346	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	3.148
Mars 81	34-9 = 25	3	1	101	5,94	184	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	1.674
Avr. 81	28-8 = 20	3	1	101	4,75	143	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	1.301
Mai 81	38-7 = 31	4	1	101	7,37	228	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	2.074
Juin 81	126-7 = 119	4	1	61	19,72	592	330,15	10,35	9.350	97,3	9.098	5.386
			2	2x101 = 202	4,28	128	330,80	9,70	2x 8763 = 17.526		17.053	2.183
Juil. 81	319-5 = 314	4	3	3x101 = 303	21,39	663	331,20	9,30	3x 8252 = 24.755	97,3	27.006	17.905
			4	4x101 = 404	2,61	81	332,00	8,50	4x 7542 = 30.168		29.353	2.378

Les objectifs du barrage de MANANTALI sont :

- la production de 150.000 KW d'électricité
- l'irrigation de 560.000 ha en cinquante ans dans les pays de l'OMVS
- la régularisation du fleuve Sénégal qui permettrait la navigation de Saint-Louis à Kayes toute l'année.

Projets liés à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique

Les projets industriels liés à l'exploitation des nouvelles capacités énergétiques sont des projets consommateurs d'électricité. Ces projets sont souvent identifiés par d'autres ^{secteurs} telles que l'exploitation des ressources minières ou des ressources du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche).

Les projets qu'on peut retenir et dont la réalisation dépend d'autres contraintes sont :

- l'exploitation des gisements de fer pour faire une mini aciérie = trefilage de l'acier et production des dérivés du fil d'acier ; fabrication des tubes en acier, etc...
- extraction et préparation de bauxite : c'est un projet possible à long terme (1990 environ)
- fonderie de métaux ferreux
- la verrerie de Koulikoro (voir fiche en annexe)
- exploitation de l'or de Kalana
- fabrication d'engrais phosphatés
- fabrication de matières plastiques PVC
- conserverie de poissons par réfrigération.

313. Agriculture, Elevage, Pêche

. Potentialités et programme de développement du secteur primaire

- AGRICULTURE -

Le secteur primaire occupant une place primordiale dans l'économie malienne, de multiples actions ont été entreprises pour son développement

Au niveau de l'agriculture il y a de nombreuses opérations de développement qui sont orientées vers les différentes cultures prédominantes du pays.

Les principales opérations sont :

<u>Opérations</u>	<u>Cultures</u>	<u>Sources de financement</u>
OACV (opération arachide et cultures vivrières)	Arachide, maïs, mil, sorgho	BIRD FAC
Baguineda	mil, sorgho, maïs riz, tomates, pois- sons, fruits et lé- gumes	FAC
Haute Vallée	riz, mil, sorgho, maïs, tabac	USAID
Lac Horo	mil, niébé, pas- tique, patates	FAC
Mali Sud CMDT	coton, dah, riz	BIRD FAC FED
Mil Mopti	mil, sorgho	US/AID RFA
Office du Niger	riz, canne à sucre	Chine
Mil Kaarta	mil, sorgho, maïs	Canada
Riz Ségou	riz	FED
Riz Mopti	riz	BIRD
Vallée Sénégal Térékolé/Magui	sorgho, maïs légumes	RFA
Blé Diré	blé	FAC USAID

Les situations par catégorie de cultures ces dernières années sont :

- a) cultures traditionnelles de rente
- Production en 1000 T
 - Prix en FM/kg

	72/73			73/74			74/75			75/76			76/77		
	Production	Commercialisation	Prix producteurs	Prod.	Com.	Prix Prod.	Prod.	Com.	Prix Prod.	Prod.	Com.	Prix Prod.	Prod.	Com.	Prix Prod.
Mil/Sorgho	624	9	20	660	10	32	800	48	32	800	48	32	800	70	40
Paddy	116	47	25	130	59	25	250	84	40	218	100	40	237	107	45
Mais	44	1	20	63	...	20	100	1	32	70	...	32	80	...	32
Coton graine	72	66	50	55	51	50	71	61	75	105	105	75	133	118	90
Arachide	109	50	30	100	44	30	151	70	40	145	93	40	160	80	50

b) Autres cultures

- LE THE -

Le thé est planté et traité sur la plantation de Farako (Sikasso).

Il existe un vaste marché pour le thé dont la production est amenée à connaître un grand essor.

La situation en 1971/72 était la suivante :

- consommation = 930 T
- Production au Mali = 21 T
- importation = 909 T

Actuellement les besoins sont estimés à 600 T dont 1/6 sont produits au Mali.

- LE TABAC -

Le tabac est produit à Kangaba et Bancoumana. La situation du tabac au Mali est résumée comme suit :

	73/74	74/75	75/76	76/77	77/78
Superficie plantée	160 ha	102 ha	253 ha	265 ha	280 ha
Production	280 T	180 T	420 T	442 T	...
Commercialisation	270 T	170 T	402 T	445 T	
Prix au Producteur					
- 1er choix	...	400f/kg	300 f/kg	...	...
- 2è choix	...	530f/kg	250 f/kg	...	...
- 3è choix	...	300f/kg	150 f/kg	...	...
Exportation	77 T	....	....	....	....

La production du tabac est limitée par la capacité de traitement de la SONATAM qui atteint à peine 500 T par an.

- FRUITS ET LEGUMES -

Les fruits et légumes revêtent une grande importance pour le Mali dans le cadre d'implantation d'unités industrielles agro alimentaires.

Les fruits et légumes qui peuvent être industrialisés font l'objet d'exportation.

Cependant en 71/72 certains produits ont fait l'objet de valorisation : c'est le cas des oignons dont 5112 T ont été séchés et exportés et des tomates dont 1245 T ont été mises en conserve ; cependant les productions de conserves de tomates, avec les problèmes de la SOCOMA ont périéclité.

Les exportations des fruits et légumes ont évolué de la manière suivante :

	74	75	76	77
mangues	563 T	477 T	467 T	591 T (CEE)
poivrons	359 T	351 T	598 T	665 T
haricots verts	...	8 T	5 T	100 T

Les prix de vente ont été les suivants :

mangues	poivrons	haricots verts	oignons
50 f/kg	110 f/kg	120 f/kg	200 f/kg

- ELEVAGE -

- Bovins, ovins, caprins

Le Mali est un pays d'élevage traditionnel... les ressources animales interviennent pour près de la moitié des exportations totales... place privilégiée à l'élevage qui sera un des secteurs que le Mali devra valoriser dans les contextes nouveaux de la CEAO et de la CEDEAO. En plus des exportations du bétail sur pied le Mali pourrait exporter des produits ruminants tels de l'élevage : viande, lait, cuir, peaux, la laine, les os, le miel, le cire.

Les effectifs du cheptel sont donnés par estimation... (source Elevage) voir données ci-dessous.

Unités : 1000 têtes

	1973	1974	1975	1976	1977
Bovins	5350	3650	3784	3932	4450
Ovins caprins	7500	7448	7005	8080	
Chevaux			84	93	
Anes			358	378	
Chameaux			144	153	

L'évolution de la production de viande (zone de Bamako) à 1976

Unité : tonnes

	1974	1975	1976
Bovins	675 T	575 T	6144 T
Ovins/caprins	685 T	700 T	800 T
Porcins	55 T	45 T	50 T

L'exportation de la viande et des autres produits d'origine animale en 1976 pour :

- la viande bovine : 1905 kg (pour l'OMHEPEC)
- la viande ovine et caprine : 3658 kg
- les cuirs et peaux :
 - . Bovins : 1070 T pour 222.000 peaux
 - . Ovins/ caprins : 2400 T pour 432.000 peaux

Les cuirs et peaux sont objets de production nationale pour plus de 90% de la production officielle... (pour les peaux) 174 des peaux...

Les autres sous-produits principaux de l'élevage sont le lait et la laine. La production du lait est estimée à 300 millions de litres dont environ 10% sont commercialisés ; divers sous produits qui sont obtenus à partir du lait, le beurre, le lait caillé , peuvent faire l'objet d'une production artisanale moderne

La production de la laine est estimée à environ 350 tonnes par an et est utilisée presque entièrement par l'artisanat local ; la laine est également exportée mais en faible quantité.

- OPERATION AVICOLE -

La production avicole organisée connaît un grand essor depuis quelques années ; la production semi industrielle qui existe se trouve à SOTUBA qui a les rendements suivants :

- . 6.000 poussins/semaine
- . 25.000 oeufs/jour.

La capacité de production de la ferme de SOTUBA est de 1.500.000 poussins par an et de 30.000 poussins par semaine.

Le goulot d'étranglement principal se trouve au niveau des aliments du bétail, ce qui est incompréhensible car le Mali exporte les tourteaux d'arachide vers l'Europe.

- PECHE -

La pêche au Mali est un secteur qui peut servir de support à une industrialisation orientée vers la satisfaction des besoins de consommation locale et les exportations vers la sous-région et l'Europe pour le poisson fumé et séché.

La production de la pêche est difficile à cerner étant donné que ce secteur est dominé par l'artisanat.

La commercialisation qui concerne le poisson frais, le poisson séché, le poisson fumé a porté sur les quantités suivantes :

	1975	1976	1977
Poissons frais	176 T	308 T	210 T
Poisson séché exporté P.S. pour ventes dans le pays	...	834 T 2064 T	... 2373 T
Poisson fumé exporté	...	1912 T	...
Poisson fumé pour vente dans le pays	...	3238 T	3380 T

Le poisson exporté (poisson fumé et poisson séché) a été vendu principalement en Côte d'Ivoire (environ 3/4 des ventes, ensuite au Ghana (environ 1/4) et aussi à la Haute Volta.

L'opération Pêche à Mopti, avec une unité pilote, fait des transformations qui, de 1974 à 1977 ont porté sur :

	1974	1975	1976	1977
Tranches de filet fumé	25800	52000	72000	300000
Filets congelés	2200	7500	1600	40000

. Projets liés au développement du secteur primaire

Il sera donné ci-après pour le secteur primaire et par sous secteur (agriculture, élevage, pêche) la liste des projets qui peuvent être retenus.

Une analyse pour donner des justifications, à ces projets sera donnée dans la suite du rapport.

- Projets liés aux potentialités agricoles

Ces projets sont :

- Usinage du riz
- Malserie
- Amidonnerie de maïs
- Conserveries de fruits et confiture de fruits
- Conserveries de légumes
- Aliments du bétail
- Tabacs et cigarettes
- Tissage
- Filature
- Confection et bonneterie
- Ficellerie, corderie
- Sacherie
- Pharmacopée traditionnelle

- Projets liés aux potentialités de l'élevage

- Abattoirs
- Tannerie
- Chaussures
- Produits laitiers = lait caillé, lait régénéré, lait pasteurisé, yaourt
- Production de poulets et d'oeufs

- Projets liés aux potentialités de la pêche

- Chaîne frigorifique de conservation et de distribution
- Fabrication de matériel pour la pêche = filets, pirogue frigorifique...
- Poisson fumé (capitaine)
- Poisson séché.

32. Approche évolution de la consommation

L'approche de la consommation a été faite à partir de la production dans le pays et des importations de produits industriels.

La consommation des produits industriels a été cernée à partir de la moyenne de la consommation (production + importation) de 1976 à 1977 ; ainsi on a pu avoir une idée du niveau global des produits consommés. Ce niveau a été extrapolé dans le temps (1985 et 1990) en estimant que la situation actuelle demeure inchangée, ce qui n'est pas juste, mais cette estimation permettait d'avoir les déficits minimums de produits industriels à combler par une production nationale ou sous régionale.

321. Importance ^{de} l'évolution de la production industrielle de 1974 à 1978

est

La production industrielle du Mali ^{est} passé de 26, 8 milliards de F. M. en 1974 à 69 milliards de FM en 1978, ce qui fait une progression de 37, 4% pour 4 ans.

Les branches les plus dynamiques ont été les branches suivantes :

- les industries alimentaires qui ont eu un taux de 41% durant l'intervalle
- les industries textiles qui ont eu un taux de 25, 6%
- les industries de la construction qui ont un taux de 8, 1%
- les industries mécaniques et des métaux, constituées principalement de garages

L'évolution de l'ensemble des branches est donnée dans le tome I du rapport.

Le tableau qui montre l'évolution pour les principales productions est donnée en annexe.

322. Importance et évolution des produits industriels importés

- Tableau Evolution des importations

unité : en milliards FM	1970	1976
Produits alimentaires	7,9	12,0
Textiles et cuirs	1,7	3,5
Machines et véhicules	5,8	21,2
Matériaux de construction	2,1	6,9
Produits chimiques et pharmaceutiques	0,8	12,0
Produits pétroliers	3,0	10,5
Divers	4,9	7,6
TOTAL	26,2	73,7

Les principaux produits alimentaires importés sont le sucre et les sucreries, les céréales jusqu'en 1975, la colas, les boissons. Les importations ont donc cru, dans l'ensemble, de 181% environ.

L'analyse de la structure des importations donne entre 1970 et 1976 :

	1970	1976
Produits alimentaires	30,2	16,3
Textiles et cuirs	6,4	4,8
Machines et véhicules	22,1	28,8
Matériaux de construction	8,0	9,4
Produits chimiques et pharmaceutiques	2,1	16,3
Produits pétroliers	11,5	14,2
Divers	18,7	10,3

On constate une modification de 1970 à 1976 dans la structure ci-dessus présentée ; en effet les produits alimentaires qui étaient prédominants en 1970 ont regressé au profit des machines et véhicules. Cette modification peut s'expliquer par les besoins pour la

création de nouvelles unités industrielles et aussi les importations pour la construction du barrage de Sélingué.

323. Evolution de la consommation
des produits industriels (production
nationale + importation).

Les tableaux qui servent à l'analyse de l'évolution de la consommation des produits industriels sont donnés à l'annexe du rapport.

. Consommation actuelle et tendancielle en 1985 et 1990

Les déficits de consommation en 1977 sont notables pour les produits suivants :

- le ciment avec un déficit chronique
- les engrais simples phosphatés
- les savons de toilettes et les savons ordinaires
- les jus de fruits
- le vinaigre
- la chaux
- le tabac
- les bougies
- les colles
- les profilés en fer et en acier
- les tôles en acier
- les pointes, clous (fer et acier)
- les ferrures de meubles
- les meubles métalliques ou en bois
- les bonneteries
- les sacs en jute
- les chaussures (cuir)
- le riz
- la farine de froment
- les sucres
- Marmelades, confitures
- cartons.

A partir de ces déficits minimums et en tenant compte des coûts de production locaux et des prix de ces produits sur le marché mondial, des idées de projets ont été retenus en tenant compte des possibilités du marché national et sous régional et de l'effet entraînant de ces projets sur l'économie du Mali.

Idées de projet issues de l'analyse de la production et des importations

Idées de projets	Produits fabriqués	Unités Existantes	Projet en cours		Volume minimum Production à envisa- ger en 1985
			Capacité	Localisation	
- Conserverie de viande	. viandes fumées-séchées	artisanat	-	-	113,211 kg
- Traitement poisson	. poisson séché, salé, fumé	"	-	Projet pilote Mopti	70,455 kg
- Laiterie	. lait battu-yaourt	U. L. B.	-	Bamako	7,305 kg
	. beurre-fromage	U. L. B.	-	"	7,206 kg
- Légumes	. oignons séchés	-	-	-	-
	. poudre d'oignons	-	-	-	-
	. poudre d'ail	-	-	-	-
- Décorticage d'anar- cades	. Décorticage d'anar- cade	-	-	-	-
- Traitement d'ordure	. usine de compost	-	36000 t/an	Bamako	-
- Epices	. transformation et con- ditionnement épices	-	-	-	-
- Maïs	. Egrenage maïs	-	-	-	-
- Maïs	. Conditionnement grai- ne maïs en sachets	-	-	-	-
- Maïs	. Farine de maïs	-	-	-	-
- Maïs	. Amidon	-	-	-	-
	. Amidon-tapioca	-	-	-	-
Fruits	. Marmelade de confitures	SOCOMA	-	-	14071 kg
	. conserve fruits	SOCOMA	-	-	-
	. jus de fruits	SOCOMA	-	-	-
- Sucrierie	. Levure de melasses	-	-	-	-
- Brasserie	. Bière	Somaïbo (mise en bout.)	40000 hl	Bamako	5314140 l
- Distillerie	. alcool de melasse	"	-	-	-

- Aliments de bétail	. aliments de bétail	-
- Laminoir	. production tôle	
- Chaudronnerie	. article de ménage	SOMAFAN
- Raffinage du sel	. sel raffiné	sel brut SOCIMA
- Parpaings	. ciment	-
- Traitement Gypse	. plâtre	Diamou
- Fabrique de chaux	. chaux craie	UCEMA
- Huiles graissages	. génération d'huile de graissage	
- Soude caustique	. soude caustique	Sel gemme
- Coton-usage pharmaceutique	. coton hydrophile et serviettes périodiques gaze	
- Extraction phosphate	. engrais phosphatés	-
- Huile essentielle	. huile essent. line et jus concentré	-
- Savonnerie	. savon de toilette	-
- Colles	. colles animales	-
- Insecticides	. insecticides	
- Tannerie	. cuirstannés	TAMALI
- Maroquinerie	. confection articles en cuir	TAMALI
- Travail bois	. brouettes - échelles	
- Vannerie	. articles de vannerie	Artisanat
- Bonneterie	. sous-vêtements	Cometex
- Textiles	. confection vêtements	
- Couvertures	. couverture de coton	
- Couvertures laine	. couverture laine	
- Lingerie	. drap de lit - nappes	
- Eléments construction	. poutrelle beton armé	
- Produit amiante ciment	. plaque amiante, ciment tuyaux	
- Briqueterie	. briques (silice, calcaire)	
- Céramique	. éviers, lavabo, sanitaire	UCEMA
- Fabrique serrures cadenas	. serrures, clés, cadenas ferrures	

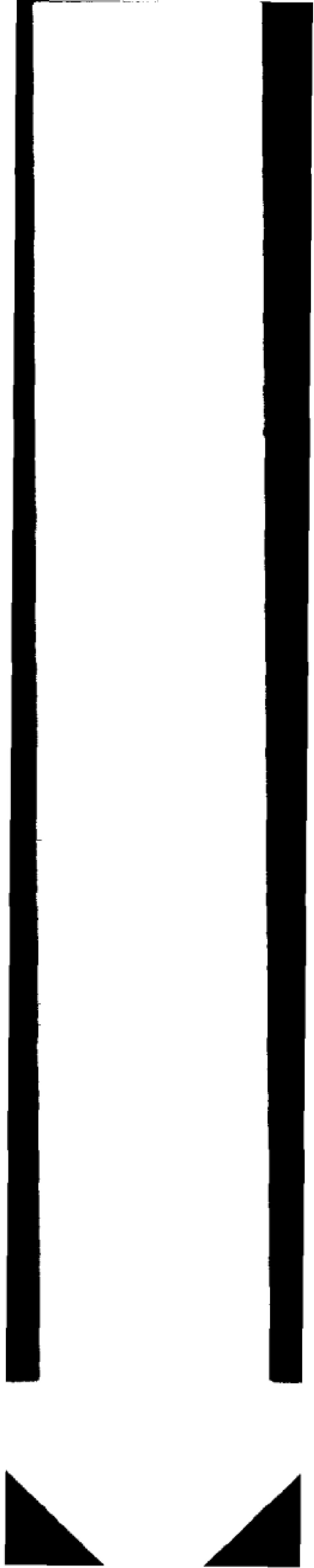
50.000 t	Koulikoro	-
10.000t		
-	-	110 168 000 kg
-	-	-
-	-	550 441 kg
Extension Tamali		
255000 tissus confectionnés	Bamako	4 530 015 kg
1500 T		
1500 T		
700 T tube	Bamako	
6250 T	Ségou	
Extension Ucema	Bamako	

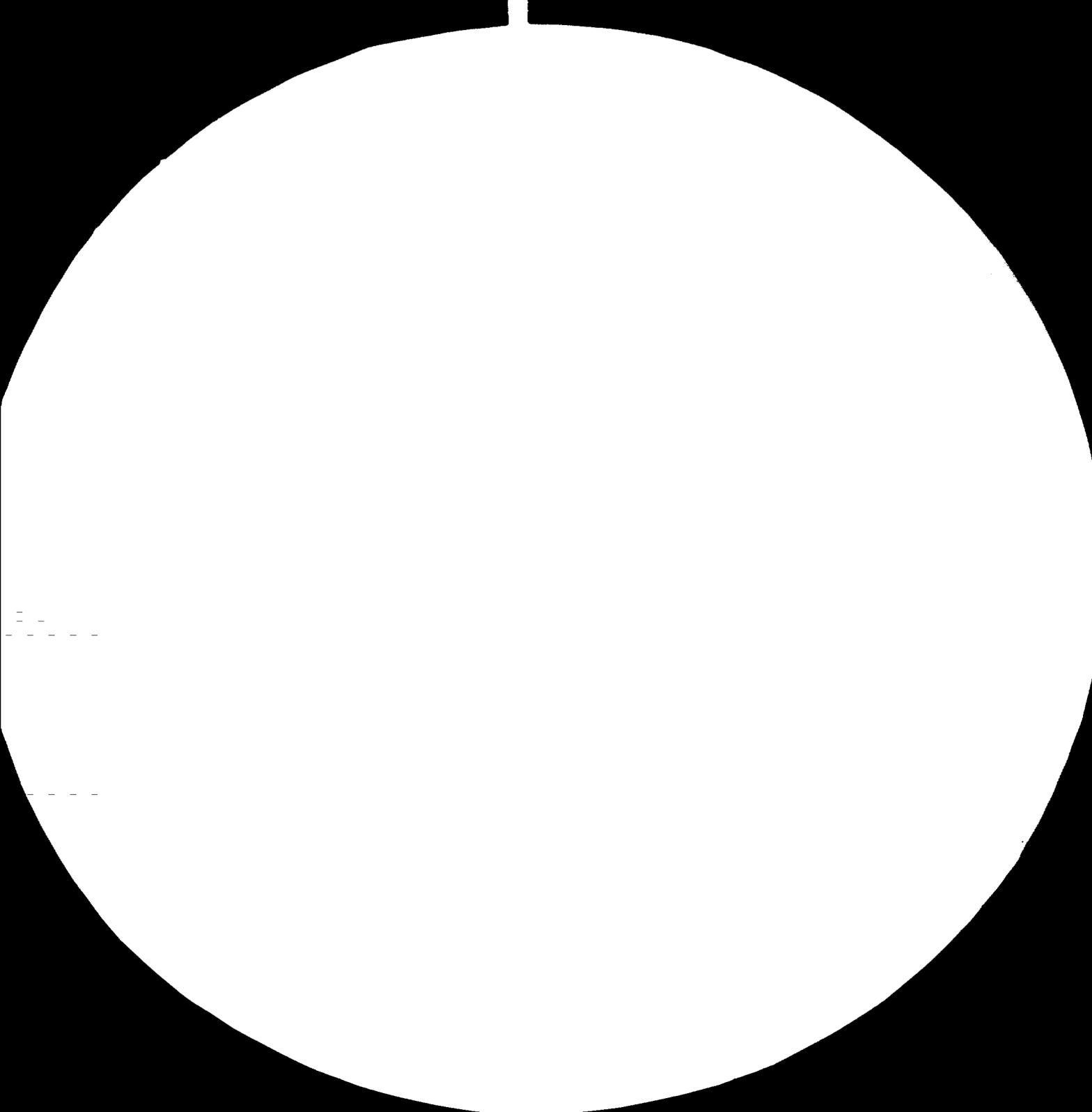
33 - RECAPITULATION DES IDEES DE PROJETS

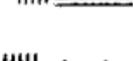
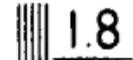
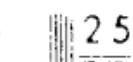
RECAPITULATION DES IDEES DE PROJETS

Il est présenté ci-après des listes de projets relatives =

- 1) Aux idées de projets recensées auprès des entreprises existantes.
- 2) Aux projets en cours de promotions recensés auprès des services nationaux.
- 3) Un regroupement synthétique des idées de projets à promouvoir en égard aux critères de mise en valeur des matières premières locales, des besoins de consommation, de la balance des paiements et de l'intégration sous régionale.
- 4) Des principaux projets concurrents dans les pays de la CEAO







MICROCOPY REPRODUCTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS - GAITHERSBURG, MARYLAND

IDEES DE PROJETS RECENSES AUPRES DES
ENTREPRISES EXISTANTES

IDEES DE PROJETS AU NIVEAU DES PROMOTEURS ET NON AGR2ES

N°	Titre des projets	Localisation	Marché		Projets pour	Origine des projets
			National	Sous régional		
1	Fabrique de fûts vides - mobiliers métalliques matelas mousses	Bamako	+		La réduction des importations	Extension fabrique de Tidon Kanté
2	Fabrication de cyclomoteurs et motos japonaises	Bamako	+	+	La réduction des importations	Extension INACY
3	Fabrication de spirales anti-moustiques - bleu outre mer - Détergents savon lessive type OMO colles et savons - pâtes	Bamako	+		La réduction des importations	Extension G.M.P.
4	Fabrication de sandales (semelles de cordes)	San	+	+	Mise en valeur des matières premières locales	Extension SONASAC (ficellerie)
5	Unité de Zinguage de la tôle	Bamako	+		Réduction des importations	Extension TOLMALI
6	Filière dah cellulose papier	Ségou	+	+	Mises en valeur des matières premières locales	Projet de l'O.N. à approfondir

<p>7 Projet d'unité de fabrication de pièce de rechange MARKALA et EMAMA Sikasso</p>	<p>Ségou -Sikasso</p>	<p>+</p>		<p>Réduction des importations</p>	<p>COMATEX RCFM SONATAM (prise de participation à une augmentation de capital extension Markala)</p>
<p>8 Unité de production de navettes et de petites pièces pour l'industrie (Textile et autres)</p>			<p>+</p>	<p>Réduction des importations</p>	<p>COMATEX ITEMA</p>
<p>9 Unité de production de wagons pour la RCFM</p>	<p>Bamako</p>	<p>+</p>		<p>Réduction des importations</p>	<p>R.C.F.M.</p>
<p>10 Unité de fonderie pour grosses pièces sucreries</p>	<p>Ségou</p>	<p>+</p>		<p>Réduction des importations</p>	<p>Siribala (O.N.) concurrence fonderie - Bamako (possible)</p>
<p>11 Filière canne à sucre énergie (ex brésilien)</p>	<p>Ségou</p>	<p>+</p>		<p>Mise en valeur matièreières</p>	<p>Office du Niger</p>
<p>12 Extension Foncoma pour fabrique moules et certaines petites pièces</p>	<p>Bamako</p>	<p>+</p>		<p>Réduction des importations</p>	<p>FONCOMA Dossier au CEPI soutien PNUD en cours</p>
<p>13 Fabrication de panneaux de particules ou contreplaqué</p>	<p>Bamako</p>	<p>+</p>		<p>Mises en valeur matièresières</p>	<p>EMAB</p>

14 Filière froid (solaire) chambre froide à partir de isolation plastique	Bamako	+	+	Mises en valeur matières premières	COMAFRIQUE
15 Fabrique de papiers à partir : . Bagasse (contre Plaqué) . Tiges de coton (papier) . Tiges de mil (papier de tirage de photocopie) . Tige de Dah (cartons sacs) . Coque d'arachides (cartons) . Paille de riz (cartons)	Bamako	+	+		Usine de cartonnerie

Projets à l'étude par Direction nationale des industries au 31 - 12 - 1978

Projets	Promoteurs	Localisation	Capacité	Investissements en millions FM	Observations
. Fabrique chaussures et articles plastiques	SOVEA - MALI	Bamako	250/600000 paires/an	178	agréé
. Boissons gazeuses et glace alimentaire	Ladji Thera	Koutiala	486000 P/an + 5000 T/an	297	
. Minoterie	SOMICO (Sy)	Kayes	75000 T/an	4.347	
. Grands moulins du Mali	G. Achkar	Koulikoro	27000 T/an	3.124	agréé
. Fabrique chaux	SOCIMA	Diamou Kayes	13000 T/an	563	agréé
. Construction métalliques	Lassana Doumbia Moussa Sidibé	Bamako		146	agréé
. Boulangerie	Issa Traoré	Dioila	365000 pains de 250 g 1240000 pains de 150g/j	60	agréé
. Glace alimentaire	Ibrahim Hafdara	Bamako	30150 barres	291	agréé
. Boulangerie	Farhat	Bamako	21250 pains	137	agréé
. Confiserie (extension)	G. Achkar	Bamako	1500 T/an	607	
. Segma (extension)	Segma	Bamako	2000 T/an	610	
. Enregistrement/presse-disques	Mécloune Diop	Bamako	1million de disques	700	agréé
. Fabrique tôle	Métal-Mali	Bamako	7500 T/an	681	agréé
. Platinerie et levure de panificat.	Association belge-Autrichien	Tessalit	12000 T/an 1500 kg/j 5000 kg/j		levure fraîche levure sèche
. Imprimerie artisanale	Ousmane	Bamako		15	
. Fabrique d'enveloppe	Bata -Diawara	Bamako			
. Chaussures	Bata	Bamako	3,2 millions de chaussures	1.211	
. Embouteillage	AFRIMEX	Bamako	20 millions de bouteilles	3.110	
. Extension SOMAFAM (bicyclettes)	G. Harage	Bamako	30000 bicyclettes 400000 pneus	572	

REGROUPEMENT DES IDEES DE PROJETS A PROMOUVOIR EN
PRIORITE EU EGARD AUX CRITERES DE MISE EN VALEUR DES
MATIERES PREMIERES LOCALES, DES BESOINS DE CONSOMMA
TION, DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE L'INTEGRATION
SOUS REGIONALE

Le regroupement des projets à réaliser en priorité est fait en tenant compte des projets agréés, des projets en cours d'agrément, des projets en cours de réalisation ou à l'étude. La liste de ces différents projets se trouve en annexe.

Les projets présentés ci-après sont donnés par secteur et par période (court et moyen terme et long terme) souhaitable par leur réalisation.

Secteur	Période	Projets	Marché	Critères prioritaires de choix	
Mines	Court et moyen termes	Fabrique de verres	National et sous-régional	- Mise en valeur de matières premières locales - Utilisation de l'énergie hydro électrique disponible à partir de 1980	
		Engrais phosphatés	National et sous régional	- Besoins de consommation pour l'agriculture - Mise en valeur de matières premières locales	
		Recherche et exploitation d'or	National	- Mise en valeur matières premières locales	
		Exploitation de Gypse	National et sous régional	- Mise en valeur de matières premières locales	
		Construction d'une cimenterie	National	- Besoins de consommation - Balance des paiements	
	Long terme	Exploitation des gisements de fer du Mali occidental	National et sous régional	- Matières premières locales - Besoins de consommation - Intégration sous régionale	
		Laminier	National et s/régional	- id -	
	Primaire = Agriculture, Elevage, Pêche	Court et moyen termes	Traitement de poisson	National et international	- Matière premières locales - Effets induits importants
			Laiterie	National et s/régional	- Besoins locaux - Matières premières locales - Balance commerciale
Maïserie			National et international	- Matières premières locales - Effets aval et induits importants	
Conserves fruits et légumes			National et international	- Matières premières locales - Effets amont et aval importants	
Aliments du bétail			National	- id -	
Textiles			National et s/régional	- Matières premières locales - Effets entraînants	
Huiles essentielles			National et international	- id -	
Pharmacie traditionnelle			National et s/régional	- id -	

PRINCIPAUX PROJETS CONCCURENTS
DANS LES PAYS DE LA CEAO

Les projets retenus pour une réalisation à court terme à cause des impératifs de développement du pays sont des projets qui pour être rentable sur le plan technique et économique, doivent être ^{orientés} vers les marchés des pays voisins de priorité, et le marché international. La politique industrielle déclarée ou non des pays de la sous-région oriente ces derniers, qui sont dans les mêmes conditions climatiques et de développement, à retenir les mêmes projets industriels.

Il y aura pour cela une négociation entre les différents partenaires de la CEAO pour autoriser l'implantation de ces projets dans un ou l'autre pays.

En passant en revue les projets industriels retenus pour le Mali et les projets industriels retenus dans les autres pays de la CEAO il se trouve les incompatibilités suivantes :

- Au niveau de la Côte d'Ivoire ;

Il existe un projet de verrerie, d'aliments de bétail et maïserie

- Au niveau du Sénégal ;

Il y a aussi des projets de production de phosphates, de conserves de fruits et légumes

- Au niveau de la Haute Volta ;

Il y a un projet de verrerie dans le cadre du Conseil de l'Entente, un projet de superphosphates simples, un projet d'aliments du bétail

- Au niveau du Niger

Il y a des projets de valorisation des produits de l'élevage : abattage, cuirs et peaux

- Au niveau de la Mauritanie

qui est un producteur de fer il y a un projet de laminoirs et de miniacierie.

IV - Recommandations et propositions

- 41 Principes de développement industriel
- 42 Recommandations d'ordre stratégique
- 43 Propositions.

4) principes de développement industriel.

Le développement industriel se situe dans un contexte et par rapport à une période et des objectifs. Les références au moyen terme ou au long terme amène dans un cas comme dans l'autre à réfléchir sur le souhaitable et le possible afin de préciser des objectifs à la fois souhaités et réalisables et des actions aptes à favoriser leur réalisation.

Comme il a été signalé dans ce rapport l'industrialisation au Mali a été stimulée au moment de l'indépendance pour les buts suivants :

- création d'emplois
- entraîner le développement d'autres activités économiques et notamment offrir des débouchés aux matières premières agricoles
- améliorer les structures des échanges extérieurs.

Dans la dynamique actuelle l'appareil industriel est soutenu par les organismes d'aide (CEE, BIRD, Caisse centrale de coopération), les financements extérieurs (KFW allemande et les multinationales). Il y a très peu de financements nationaux. Il n'y a pas une intégration de l'appareil de production à cause de la juxtaposition d'industries nouvelles qui sont beaucoup des petites et moyennes industries pour la satisfaction des consommations urbaines (alimentation, garage, piles, montage de cycles...).

Cette juxtaposition d'entreprises ne crée pas un tissu industriel ; cependant les secteurs des industries agro-alimentaires et du textile font exception à la règle.

D'autre part on assiste à la mise en vieillisse de l'artisanat de production traditionnelle alors que ce secteur pourrait servir de fondement à la création de petites unités comme un moyen du développement économique du milieu rural et des petites villes.

Eu égard à cette situation les recommandations et les propositions de ce rapport doivent se référer à des objectifs à fixer et des choix à opérer.

1. "Modèles de référence"

Pour le Mali qui a connu plusieurs phases dans le développement industriel : indépendance et construction d'un secteur d'Etat industriel, libéralisme et reinsertion dans la zone d'influence des multinationales, la définition de nouveaux axes de développement industriel ne peut pas avoir de "modèles de référence" mais doit partir d'une analyse sans concession de la

En effet, les monopoles rattachés dans le nouvel ordre économique international qu'un moyen de sortir de l'état de profit de la main d'œuvre à bon marché et des ressources naturelles des pays en voie de développement par la délocalisation de segments de processus productifs qu'ils contrôlent.

Aussi faudrait-il distinguer entre les pays du tiers monde ceux qui ont une "croissance forte" et ceux qui pour des raisons démographiques et géo-économiques sont considérés comme "stagnants".

Le Mali de par sa situation géographique et ne disposant de matière première stratégique en exploitation se trouve dans cette seconde catégorie de pays dits "stagnants".

La marge de manoeuvre de ces pays, et aussi de ceux de la catégorie des "pays à forte croissance", est faible en tenant compte de la domination technologique et commerciale des monopoles.

La construction d'une économie nationale (industrielle mais aussi agricole) ne peut donc se concevoir qu'en rupture avec l'actuelle division internationale du travail.

Préalables et choix à opérer

En se situant dans le contexte international et sous régional actuel, l'industrialisation au Mali doit se faire avec des buts et des choix clairement définis. Ces buts peuvent être la recherche d'un développement autocentré sur les besoins des populations et les potentialités naturelles du pays. Les choix, en ce moment, seront orientés vers les industries qui auront le maximum d'effets entraînants (effets amont, avec incidents) sur l'économie. L'approche sera la recherche d'une intégration interne et sous régionale du secteur industriel malien à partir des choix préalablement faits.

421 Recommandations du comité

de l'ONIA.

4211 Options stratégiques

Stratégie générale et
évolution conjoncturelle

La situation actuelle appelle la création de petites et moyennes industries avec les concours extérieurs et la récupération d'anciennes unités avec l'aide bilatérale de l'Etat par une politique globale. On insiste à des interventions ponctuelles extérieures selon les intérêts financiers ou politiques. Si cette tendance se maintient l'industrie malienne ne pourra pas jouer le rôle qui est le sien dans le cadre du processus de développement intégré.

- . Option pour un développement auto centré et endogène dans le cadre des regroupements sous régionaux

L'option qui s'impose est la recherche d'un développement auto centré avec la volonté de recherche d'une "autonomie collective". Ainsi les partenaires (CEAO, CEDEAO) puissants pourront s'insérer dans la division internationale du travail et faire peser leur poids dans les négociations.

4212. Schéma de développement d'ensemble =
détermination d'objectifs d'industrialisation et
filière de développement industriel intégré
(PMI, grands projets).

Il s'agira, dans le cadre de regroupements sous régionaux, d'un projet stratégique portant sur des objectifs à long terme de complémentarité industrielle et d'équilibre financier des balances commerciales. Les objectifs concernent quelques grandes filières de mise en valeur des potentialités communes (siderurgie, pétrochimie, filière solaire, barrages, dimension des marchés) et de la complémentarité des économies.

Sur le plan national il s'agira de promouvoir des liaisons interindustrielles, notamment au sein des filières des agro industries et de développer le secteur des petites et moyennes industries en tenant compte de la complémentarité entre secteur primaire et secteur industriel.

Les chapitres précédents du rapport ont permis, par une analyse des potentialités de faire un inventaire de projets à créer dans les différentes branches en tenant compte des effets directs, amont, aval et induits possibles des projets sur l'économie dans sa totalité.

4213. Industries par branche prioritaire
à développer

Après l'analyse des potentialités et l'orientation pour la création d'un tissu industriel adéquat à partir des matières premières disponibles, les branches identifiées comme prioritaires sont :

- . les industries agricoles et alimentaires
- . les matériaux de construction
- . les industries minérales
- . les industries liées à la pêche et à l'élevage.
- . les industries pharmaceutiques la pharmacopée traditionnelle

Les projets à réaliser dans les branches à différents horizons, moyen terme et long terme, auront à réaliser l'intégration industrielle en établissant et renforçant la liaison entre les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

- Industries agricoles et alimentaires

Les industries dans cette branche sont : les industries du traitement du maïs, les rizeries, les sucreries, les jus de fruits et les concentrés, les conserves de fruits, l'alimentation pour le bétail, les laiteries, les industries textiles (filature, confections d'habits, bonneteries).

Les industries qui utilisent les produits de l'agriculture fourniront des sous-produits pour l'élevage tels que les sons, la mélasse, la pulpe.

La quantification de ces projets et l'analyse détaillée des différentes liaisons doivent faire l'objet d'études plus approfondies par branche et sous-branche.

- Matériaux de construction

Les industries de cette branche se résument à la production de ciment, de briques et de plâtres.

Le déficit actuel en ciment ne pourra que s'agrandir si rien n'est fait pour la production locale.

Le ciment, produit pondereux et d'importance primordiale pour le Mali, doit être fabriqué localement.

Une étude cependant est nécessaire pour analyser les problèmes liés à cette production vu les unités existantes dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

- Les industries minérales

Les industries minérales à créer sont :

La production d'engrais, la fabrication de verres creux, l'exploitation de gypse, l'exploitation de fer, l'implantation d'un laminoir.

- Les industries liées à la pêche et à l'élevage

Les industries liées à la pêche et à l'élevage sont :

- la production de viande, de cuirs et peaux, de farine de viande et de farine d'os.
- la production de poisson fumé, de poisson et de farine de poisson.

- La pharmacopée traditionnelle

Compte tenu de l'importance que prend la pharmacopée traditionnelle et les résultats obtenus par le Mali dans ce domaine, il est nécessaire pour le Mali de soutenir l'action de l'Institut national de recherches sur la pharmacopée et la médecine traditionnelle.

Pour l'identification des actions de soutien il est souhaitable d'entreprendre une étude pour établir un plan directeur du développement de la pharmacopée au Mali.

422- Recommandations au niveau sous régional et international

- Au niveau sous régional, les recherches pour l'application des accords de coopération sur le plan des échanges commerciaux, des créations industrielles communes, du renforcement des axes de communications, des recherches communes de technologies nouvelles doivent être recherchées activement.

- Au niveau international, les négociations par le biais des regroupements sous régionaux pour le transfert des technologies, les négociations de coopération économique sur des bases nouvelles doivent être renforcées et constituer le fondement de la division internationale du travail.

43- PROPOSITIONS

Les propositions sont présentées ici en quatre points :

431- Actions à court et moyen termes (1980/1985)

Par les actions à court et moyen termes (période 1980/1985) on distinguera également trois niveaux :

- Niveau des industries existantes

Les propositions à ce niveau concernent le problème des prix de commercialisation. Les prix des produits industriels doivent être fixés en tenant compte de marges industriels qui puissent être rapprochées des marges commerciales.

Dans cet optique il faudrait que le commerce soit organisé avec moins de fraude, que les prix des matières premières soient assez rémunérateurs pour permettre l'approvisionnement régulier des usines par les fournisseurs locaux.

D'autre part les entreprises devraient entreprendre des actions de marketing pour identifier les types de marchés (ruraux, semi ruraux, urbains) qu'ils peuvent atteindre avec la mise en place de services commerciaux compétents.

Les entreprises devraient également effectuer des regroupements dans le but de diminuer les frais d'approches des inputs et des pièces de rechange. Elles pourraient ainsi s'approvisionner en créant des fédérations par secteur ou par lieu de localisation.

Les entreprises pourraient participer à la mise en place d'ateliers de maintenance commune en renforçant les structures existantes à Markala, Sikasso, Bamako et Koulikoro.

Elles pourraient, avec le concours de l'Etat et de la chambre de commerce, créer des centres techniques de réorientations et de perfectionnement pour former le personnel spécialisé dont elles ont besoin.

- Niveau des industries nouvelles à implanter

Le délai de la procédure d'agrément pour les nouvelles créations doit être réduit. Les industriels potentiels doivent pouvoir bénéficier du concours du CEPI pour les recherches d'informations et de constitution de dossiers.

La création d'une banque de développement industriel est un préalable pour les financements des projets.

Les nouveaux promoteurs doivent pouvoir bénéficier rapidement du fonds de garantie pour l'obtention des crédits.

- Niveau du CEPI

Le CEPI dont les moyens en hommes et en matériel doit être renforcé devra :

- 1) collaborer plus étroitement avec les banques
- 2) effectuer des études de factibilité de plus en plus détaillées
- 3) publier régulièrement la liste des projets
- 4) faire en plus de son rôle de Conseil, un rôle de "quasi promoteur" en faisant par avance des dossiers de factibilité de projets jugés prioritaires.

432- Actions à moyen et long termes

(1980 / 2000)

- Niveau national

Les actions à long terme doivent se situer, au niveau national, à la recherche de financements adéquats du développement industriel avec le renforcement des sources

de financement interne et une meilleure adaptation des financements externes.

Niveau sous-régional

A long terme, les actions au niveau de la sous-région doivent être orientées vers la recherche des technologies nouvelles adéquates et des énergies nouvelles (énergie solaire par exemple).

Niveau international

Au niveau international et à long terme, les actions doivent être orientées vers l'instauration de nouvelles conditions pour le transfert de technologie et l'organisation des recherches techniques en coopération avec les pays développés.

4.3 Les mesures d'accompagnement

Des mesures d'accompagnement doivent être prises au niveau du code des investissements, du système bancaire et de la formation. A ces différents niveaux, une adaptation est nécessaire pour une politique de développement industriel autocentré et endogène. En fonction des priorités, un code des investissements, adéquat, un système bancaire et des techniciens spécialisés sont indispensables.

Il est à préconiser :

- 1) l'adoption rapide d'un nouveau code des investissements
- 2) la création d'une banque de développement industriel
- 3) la création d'un centre de formation pour les techniciens spécialistes des différentes industries

4.4 Études à entreprendre pour une politique de développement industriel

Les études à entreprendre pour orienter une politique de développement industriel au Mali sont :

- 1) une étude des conditions d'expansion industrielle

Cette étude s'orientera vers l'identification de l'intérêt économique des projets industriels susceptibles d'être implantés au Mali en analysant :

- les effets induits par branche de 1975 à 1980
- les effets induits par projets industriels
- les effets induits de distribution de revenus

- 2) une étude de filière d'industrialisation par branche et sous branche
- 3) une étude du marché malien des produits industriels (qualité, prix, marge commerciale)
- 4) une étude sur le "plan directeur du développement de la pêche"

Cette étude s'attachera à valorisation des produits de la pêche et la fabrication des articles nécessaires pour la pêche : filets, pirogues frigorifiques...

- 5) une étude de commercialisation des fruits et légumes et des industries annexes pour la CEDEAO et le marché mondial
- 6) une étude sur le développement de la pharmacopée traditionnelle au Mali.

DEUXIEME PARTIE

ANNEXES

- Evolution de la population
- Evolution de la production industrielle
- Fiches simplifiées de projets miniers
- Projets de P. M. I. financés par la BDM(SRIFI)
- Projets industriels en cours de réalisation
ou à l'étude
- Tableau de la consommation en 1976/77 et
projections pour 1985 et 1990

PROJECTIONS DE LA POPULATION TOTALE

Pop en 1978 = 6. 483. 691 Taux de croissance annuelle = 2,78

Années	Population totale	Taux de croissance	Accroissement annuel de la population
1979	6. 483. 691	2, 78%	180. 247
1980	6. 663. 938	2, 78%	185. 257
1981	6. 849. 195	2, 78%	190 408
1982	7. 039. 603	2, 78%	195.701
1983	7. 235. 304	2, 78%	201. 141
1984	7. 436. 445	2, 78%	206. 733
1985	7. 643. 178	2, 78%	212. 480
1986	7. 855. 658	2, 78%	218. 387
1987	8. 074. 045	2, 78%	224. 458
1988	8. 298. 503	2, 78%	230. 698
1989	8. 529. 201	2, 78%	237. 111
1990	8. 766. 312	2, 78%	

SECTEUR SECONDAIRE : PRODUCTION INDUSTRIELLE ANNUELLE

(du 1er janvier au 31 décembre)

SOURCE : Direction nationale de la statistique et de l'informatique
enquête trimestrielle auprès des entreprises.

	1974	1975	1976	1977	1978	Observations
Coton fibre en milliers de tonnes.....	18, 8	27, 3	42, 0	46, 3	45, 7	
Graine de coton milliers de tonnes.....	25, 5	36, 9	56, 6	62, 0	61, 8	
Riz milliers de tonnes (riz usine)	30, 6	38, 9	37, 4	50, 7	32, 8	
Bovins milliers de têtes	56, 6	43, 3	48, 1	51, 8	56, 5	
Ovins milliers de têtes	16, 8	24, 5	23, 5	32, 8	34, 8	
Caprins milliers de têtes	51, 2	28, 9	33, 0	37, 1	33, 5	
Lait frais pasteurisé 1000 hl	10, 0	13, 7	20, 4	28, 0	31, 3	
Yaourts (en posts de 12, 5 cc) 1000 p	56, 8	77, 8	445, 0	705, 0	792, 1	
Sucre milliers de tonnes	5, 1	3, 9	8, 0	15, 5	19, 7	
Alcool milliers d'hl	1, 9	0, 9	3, 2	1, 8	0, 8	
Biscuits en tonnes	406, 3	363, 4	480, 5	503, 7	594, 1	
Pâtes alimentaires en tonnes	137, 6	70, 7	264, 6	429, 9	462, 7	
Huile brute en milliers de tonnes	17, 6	10, 6	10, 6	14, 8	10, 3	
Tourteaux milliers de tonnes	13, 7	14, 0	13, 6	22, 0	17, 0	
Boissons sans alcool 1000hl	20, 9	22, 2	27, 4	28, 6	33, 7	
Glace alimentaire milliers de tonnes	4, 5	4, 8	5, 2	6, 4	5, 3	
Bière milliers d'hl	10, 3	9, 2	12, 1	17, 6	18, 7	
Thé en tonnes	43, 6	80, 9	105, 6	108, 3	110, 0	
Confiserie en tonnes	827	959	1.132	1.378	1.343, 6	
Cigarettes en milliers de cartons	38, 6	40, 7	47, 8	47	41, 5	
Ciment milliers de tonnes	42, 2	49, 9	38, 4	32, 2	34, 4	
Briques milliers de tonnes	2, 5	3, 0	2, 2	2, 5	1, 9	3 trimestres
Oxygène milliers de m3	49, 6	48, 7	49, 9	49, 8	45, 8	
Acétylène en milliers de m3	9, 7	9, 4	10, 2	11, 5	10, 3	
Eau de javel en tonnes	446, +	639, 6	434, 8	652, 0	790, 8	
Vinaigre millier de litres	154, 9	168, 7	329, 3	352, 0	310, 4	
Produits en plastiques en tonnes	28, 7	63, 6	88, 5	119, 0	245, 0	
Chaussures en plast. millier de paires	116, 0	238, 0	737, 0	1012, 0	1011	
Allumettes en milliers de cartons	23, 8	27, 5	30, 6	23, 2	29, 4	
Savon milliers de tonnes	4, 1	5, 1	2, 1	2, 2	3, 0	
Chambre à air en mL unités	445, 4	489, 0	272, 6	329, 0	267, 0	
Tôles ondulées galv. 1000 "	57, 5	110, 0	160, 0	241, 0	158	
Charrues milliers d'unités	2, 0	6, 2	11, 0	12, 0	10	
Multiculteurs milliers d'unités	7, 8	9, 0	11, 5	12, 0	8	
Semoirs milliers d'unités	0	3, 0	8, 0	4, 5	5, 5	
Charettes milliers d'unités	5, 9	7, 0	12, 0	15, 0	12, 5	

Avant de présenter succinctement quelques fiches simplifiées de projets nous donnons ci-dessous la situation géographique des sites de gisements et points d'implantation.

IDEES DE PROJETS

1 - OR DE KALANA

Région de Sikasso - Cercle de Yanfolila
Village et arrondissement de Kalana à 53 Km
de Yanfolila en frontière Mali-Guinée-Côte d'Ivoire-

2 - GYPSE D'ETAGAS

Tessalit en plein désert à la frontière Algérienne
en 6ème région.

3 - PHOSPHATE DU TILEMSI

Région de GAO dans la région du Tilemsi
à 1200 Km de Ségou
et 108 Km de Bourem à Tamagucieit.

4 - FER DU MALI OCCIDENTAL

Région de Kayes
Cercle de Kita
Balé et environ à 100 Km de Kita.

5 - VERRERIE

Ville de Koulikoro, région de Koulikoro
gisement de sable du Lac Faguibine à
100 Km de Coundam en 7è région.

6 - GISEMENT "D'ASTRO"

Région de Kayes, cercle de Bafoulabé
gisement situé à 4 Km de Gangontery.

RECHERCHE DE PROJET MINIER (Source: Direction Mines)

TITRE DU PROJET Recherche et Exploitation d'Or de Kalana

FABRICATION SOUHAITE Or semi fin:

MARCHES POTENTIELS D.M. (MALI)

MATIERES PREMIERES 20 - 30 T d'Or dans des minerais à 30g/t
sous forme d'or alluvionnaire et d'or en
roche.

CRITERES ECONOMIQUES ET TECHNIQUES DE CHOIX ET ZONE
D'IMPLANTATION

projet jugé rentable sur la base d'un prix de revient de 750 FM/1972
pour un prix de vente 1500 FM/1971 avec des réserves suffisantes
pour une durée de plus de 10 ans à raison de 1350 Kg par an.

SEMULATION DU PROJET :

CAPACITE 1350 Kg/an

INVESTISSEMENT (MATERIEL) 11,2 Millions de Roubles

Emploi : 554 Cadres et Ouvrier Maliens + 80 Cadres Etrangers

CHIFFRE D'AFFAIRES EN PLEIN RENDEMENT : 3 760 000 000 FM/75

REMARQUE ET GENERALITES

ENERGIE - L'électricité est fournie par une Station Diesel autonome

L'eau d'alimentation est fournie par 2 forages.

Pour l'eau industrielle il est prévu une Station de
recyclage.

Le Carburant (essence et gasoil) est fourni par URSS.

Le problème d'infrastructure routière reste posé la
route BOUGOUNI - KALANA 140 Km n'étant pas goudronnée et le pont
sur le Balé n'étant pas définitif.

TITRE DE PROJET : LAER (Source Direction des Mines)

TITRE DE PROJET : Exploitation des Phosphates d. Eziems

FABRICATION SOUHAITEE : (Superphosphates
(simple

MARCHES

National 22.000 t en 1976

50.000 t en 1977

MATIERES PREMIERES

Phosphate brut à évaluer (20 Millions tonnes probables avec
une teneur moyenne de 25% p.p.).

Acide sulfurique importé.

CRITERES ECONOMIQUES ET TECHNIQUE DE CHOIX ET ZONE

EMPLANTION

intérêt national

implantation à Mopt. Bourem et au site du gisement.

SIMULATION DE PROJET

Capacité : 13500 t an de brut

Investissements : 400.000.000

Personnel : 63 postes

CHIFFRE D'AFFAIRES : 1.200.000.000 FMI

REMARQUES ET GENERALITES

ENERGIE : Electricité : Source autonome à la carrière à
Mopt. à Soarem

Eau : du fleuve Niger

Carburant : à acheter sur le marché

Infrastructure routière : à construire la route de
la carrière à Bourem - ligne
d'acide sulfurique

ETUDE DE PROJET FINALIER (Source : Direction des Mines)

TITRE DU PROJET : Implantation d'une verrerie au Mali.

FABRICATION SOUHAITEE : Produits et sous-produits

- ustensiles
- bouteilles, flacons / Verre creux dans une 1ère étape
- vitres / + verre plat en 2ème étape.

MATIERES PREMIERES :

- sable du lac Faguibine (quantité suffisante)
- calcaire à Goundam
- soude à importer.

MARCHES POTENTIELS :

- national 390 tonnes de verre
- sous-régional

CRITERES ECONOMIQUES ET TECHNIQUES DE CHOIX ET ZONE

D'IMPLANTATION

- Présence de matières premières (sable et calcaire) en abondance dans la région

IMPLANTATION A KOULIKORO pour les raisons suivantes :

- présence de sable pour verre de couleur à Koulikoro
- possibilité de transport par voie fluviale du sable du lac Faguibine
- " " " " par voie ferrée de la soude (DAKAR NIABO)
- centre très proche du plus grand point de consommation (BAMAKO)

SIMULATION DU PROJET :

Capacité 40 t de verre/an

Investissements à effectuer

Chiffre d'Affaires 45.933.700 F.M.

/- FICHE DE (-)PROJET (/)/INTER (Source : Direction des Mines)

TITRE DU PROJET : Exploitation des gisements de Fer du Massif Occidental

FABRICATION SOUHAITEE ET SOUS-PRODUITS

- Super - concentrées - aciers

MARCHES POTENTIELS

- National
- Sous-région
- International

MATIERES PREMIERES

- 28 Millions de tonne d'hématite 62.65% de Fer
- Soit une réserve totale de 146 Millions de tonne (minerai mixte et massif à teneur comprise entre 36 et 49%.

SIMULATION DU PROJET

CAPACITE : 60.000 tonnes d'acier

INVESTISSEMENTS TOTAUX : 108.6 Milliard

PERSONNEL EMPLOYE : 1000 postes

CHIFFRE D'AFFAIRES : 80.000.000.000 FM

IMPLEMENTATION : à Balé à 100 Km de Kita

REMARQUES ET GENERALITES

ENERGIE : - Electricité soit autonome soit Manantani

Eau le fleuve Bagoé dans la région du gisement

Carburant fuel à acheter sur le marché international.

Marchés à étudier

Infrastructures - le projet d'exploitation prévoit une voie ferrée Balé Euba soit 150 Milliard de FM d'investissement.

Télécommunication - radio autonome.

/- ICHE DE /(-)ROJET /)/)INIER(Source : Direction des Mines)

TITRE DU PROJET : Exploitation du gypse d'étages

FABRICATION SOUHAITEE : platre

MARCHES POTENTIELS

- national
- sous-régional

MATIERES PREMIERES

- gypse d'étages (Réserves, 370 000 t (rapport SONAREM))

CRITERES ECONOMIQUES ET TECHNIQUES DE CHOIX ET ZONE
D'IMPLANTATION

- Prix de vente de 50.000 FM/t contre 250.000 FM/t prix d'importation

ZONE D'IMPLANTATION TESSALIT (Site du gisement)

- Region d'Ait - Nafant ; cercle de Kidal

SIMULATION DU PROJET

- Capacité : 300-2640-3960-660-9240-11 880t de 1979 à 1984

INVESTISSEMENTS 575 Millions de FM/1978

PERSONNEL : 22 postes

CHIFFRE D'AFFAIRES : 594.000.000 FM en 1984

REMARQUES ET GENERALITES

ENERGIE - Electricité, eau et carburant sont à inclure dans le projet le rayon étant dépourvue de vie industrielle.

INFRASTRUCTURE ROUTIERE à l'état de piste

TELECOMMUNICATION radio autonome.

/- FICHE DE PROJET /)MINIER (Source : Direction des Mines)

TITRE DU PROJET : Construction d'une cimenterie à 'ASTRO' Région
de Kaves, MALI

FABRICATION SOUHAITEE : - Ciment Portland
- Ciment de Barrage

MARCHES POTENTIELS : national 250.000 t/1981 à 350.000 t/1985
sous régional

MATIERES PREMIERES :

reserves globales de calcaire de 35-40 Millions de tonnes.
Les autres composants du ciment (sable et ciment) sont en
quantités suffisantes

SIMULATION DU PROJET

Capacité : 260.000 t/an

Investissement : 5 Milliards de FM/1977

Personnel : 426 postes dont 400 ouvriers

Chiffre d'Affaires : 15.000.000.000 FM.

CRITERES ECONOMIQUES DE CHOIX ET ZONE D'IMPLANTATION

Taux de rentabilité interne de 23% pour le ciment
Portland et de 14 à 15% pour le ciment de barrage pour
un taux de prêt de 3% des capitaux en entier.

ZONE D'IMPLANTATION : Site des gisements de matières premières

REMARQUES ET GENERALITES

ENERGIE : Electricité : groupes autonome à l'unité
eau de forage, carburant à acheter de la
raffinerie de Dakar.

Situation des projets industriels de PMI financés par la BDM (SRIFI)

(SRIFI = Service des Relations avec les Institutions Financières Internationales)

Titre du projet	Localisation	Caractéristiques des projets			Chiffres d'affaires prévus en année de croisière	Observations (1)
		Investissements	Emplois	Production		
SOMAGAL	Zône Industrielle Bamako	75.461.000	5	Fabrique de glace	39.200.000	Entrée en exploitation en 1976
SOATO	" "	68.983.000	9	Transformation et vente de café	235.913.000	Démarrage 1977
Boutangerie NIORO	Nioro du Sahel-Kayes	47.785.000	26	Fabrique de pains	164.250.000	Démarrage 1978
Garage moderne	Sogonico - Bamako	164.873.168	61	Réparation des véhicules et refaction pièces	128.063.000	En cours de réalisation
FAMAC	Zône Industrielle Bamako	243.331.390	41	Production de batteries	440.360.000	Démarrage en 1977
SOMEFAC	" "	1.732.708.000	68	Fabrique d'emballage en carton	3.241.000.000	Démarrage en 1979
Fabrique de boissons	Gao VII	57.024.000	13	Production de glace et de boissons gazeuses	55.000.000	Projet approuvé par la BDM en 1979
EMAF	Zône Industrielle Bamako	334.647.000	32	Fabrique de métal de 2è fusion et pièces de rechange	1.376.411.000	En cours de réalisation
SAG	Baludie - Bamako	228.032.000	107	Production de planches de bois de chevrons etc...	385.882.000	Démarrage 1978

RENOV-AUTO	Quartier du Fleuve Bamako	161.807.000	38	Mécanique générale, tolérances, peinture, refaction pièces	158.000.000	Démarrage 1977
LAPROMA	Kayes	1.448.824.735	112	Traitement de cuir et peaux	1.615.000.000	Démarrage 1979
GMP	Zone industrielle Bamako	117.224.000	25	Fabrication de peintures et matières colorantes, emballages métalliques	515.550.000	Démarrage 1978
IPM	Faladié - Bamako	36.306.000	15	Imprimerie	50.000.000	En cours de réalisation
Fabrique de Boissons	Kayes-Ville	67.278.000	23	Production de boisson gazeuse	52.000.000	Projet approuvé par la BDM en 1979

- Montant intervention KFW à travers le SRIFI au 31-12-1978 : 12 milliards FM

- Intervention SRIFI avec crédit KFW pour 14 projets (liste ci-dessous) répartis comme suit :

- 9 projets réalisés de 1977 à 1979 dont 7 à Bamako et 2 dans la 1^{ère} région
- 3 projets en cours de réalisation à Bamako
- 2 projets approuvés tous pour l'intérieur du pays (1 à Gao et à Kayes)
- 5 projets sur 13 sont des industries alimentaires
- 3 projets sur 13 sont des industries de service : garages et imprimerie.

PROJETS INDUSTRIELS EN COURS DE
REALISATION OU A L'ETUDE

LISTE DES PROJETS EN COURS DE REALISATION OU A L'ETUDE

08

Branches d'activité	TITRE DE PROJETS	LOCALISATION	FORME JURIDIQUE
1 - <u>Industries agro-alimentaires</u>	<ul style="list-style-type: none"> · Un projet de conserverie de fruits et légumes à Sikasso · Un projet de conserverie de fruits et légumes dans la Haute Vallée · Une huilerie de coton · Une troisième sucrerie · Les grands moulins du Mali · Une minoterie en projet à Kayes · Une minoterie à Ségou 	<ul style="list-style-type: none"> Sikasso Haute Vallée Koutiala non déterminée Koulikro Kayes Ségou 	<ul style="list-style-type: none"> Mixte Privée Privée Privée
2 - <u>Autres industries alimentaires</u>	<ul style="list-style-type: none"> · Une brasserie · Une fabrique d'aliments de bétail · Une fabrique de viandes pré-cuites · Une fabrique de boissons gazeuses et glace aliment · Une fabrique de glace alimentaire · Une nouvelle boulangerie fonctionne déjà début 1979 	<ul style="list-style-type: none"> Bamako Koulikro Bamako Koutiala Bamako Bamako 	<ul style="list-style-type: none"> Privé Privé Privé
3 - <u>Matériaux de construction</u>	<ul style="list-style-type: none"> · Un projet de briqueterie · Un projet de produits en Amiante ciment · Changement de statut et renforcement de la SEBRIMA · Une deuxième cimenterie 	<ul style="list-style-type: none"> Ségou Bamako Bamako 	<ul style="list-style-type: none"> Etat Privé
4 - <u>Produits céramiques</u>	<ul style="list-style-type: none"> · Renforcement de l'usine céramique 	<ul style="list-style-type: none"> Bamako 	<ul style="list-style-type: none"> Etat

INVESTISSEMENTS		PRODUCTION	E M P L O I S			OBSERVATIONS
			NAT.	EXP.	T.	
2	milliards FM	1200 T concentré Tomates				à l'étude
		20000 T de Fruits				
2	milliards FM	1200 T concentré Tomates	-	-	-	à l'étude
		20000 T de Fruits				
2,706	milliards FM	7100 T huile brute et 1236 T (pellets)	110	3	78	en cours
7,5	milliards FM	30000 T sucre raffiné	300			à l'étude
3,124	milliards FM	27000 T/an	-	-	-	agréé
4,347	milliards FM	75000 T/an	-	-	-	à l'étude
2,5	milliards FM	22 à 30000 T	-	-	-	
1,86	milliards FM	40000 hl bière-25000 hl boissons gazeuses 1500 T glace	122	-	-	à l'étude
212,5	millions FM	50000 T	52	-	-	à l'étude
100	millions FM	2000 T	84	-	-	à l'étude
297	millions FM	486000 P/an	-	-	-	à l'étude
		5000 T glace	-	-	-	
29	millions FM	39150 barres	-	-	-	
137	millions FM	21250 Pains/jour	-	-	-	Fonctionne 1979
1,136	milliards FM	6250 T/an	50	-	-	à l'étude
312,5	millions FM	700 T de tubes	-	-	-	à l'étude
-	-	-	-	-	-	à l'étude
-	-	-	-	-	-	en cours
125	millions FM	312000 Pièces vaiselle	-	-	-	en cours

5 <u>Electricité et Gaz</u>	<ul style="list-style-type: none"> . Projet barrage Sélingué en voie d'achèvement . Un projet de barrage 	Sélingué MANANTALAN	Etat Etat
6 <u>Produits chimiques et produits Plastiques</u>	<ul style="list-style-type: none"> . Un deuxième atelier de peinture . Traitement des ordures ménagers . Fabrique de chaussures plastiques et produits en plastique . Traitement de phosphates . Verrerie 	Bamako Bamako Bamako Tleims (Gao) non déterminée	Privée Privée
7 <u>Industries des cuirs et Peaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> . Une nouvelle Tannerie fonctionne depuis 1er Trimestre 1979 . Un projet de Tannerie . Un projet de chaussures BATA 	Kayes Ségou Bamako	Privée S. A.
8 <u>Industries Textiles</u>	<ul style="list-style-type: none"> . Un projet d'atelier de Traitement de laine . Un combinat Textile à Kayes . Un projet de confection des vêtements 	non déterminée Kayes Bamako	Etat

						en cours d'achèvement en cours
625 178	millions FM millions FM	30000 T/an 250 à 600000 Pains/an	20 -	-	-	à l'étude agréé
400 1,663	millions FM milliards FM	18500 T brut/an Production non évaluée avec projet Brasserie	63 -	-	-	à l'étude à l'étude
		2001 peaux semi traitées	35	-	-	Fonctionne 1979
1,8 1,24	milliards FM milliards FM	271 T de cuirs et peaux traités 3,2 millions paires par an	127 -	-	-	à l'étude à l'étude
80 1,377 146,2	millions FM milliards FM millions FM	1500 Tonnes 10 millions de mètres 255000 Tissus confectionnés	30 600 126	-	2	à l'étude à l'étude à l'étude

9 - <u>Industries mécaniques et métaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> Reconstruire ou des ateliers de Markala Un projet de laminaires profilés Une nouvelle fabrique de Tôles fonctionne débit 80% Extension SOMAPAM l'abrique de toies ondulées et pièces détachées de cycles 	<p>Markala Bamako Bamako Bamako</p>	<p>Etat Etat Privée Privée</p>
10 - <u>Industries du bois</u>	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement EMAB 	<p>Bamako</p>	<p>Etat</p>
11 - <u>Industries du papier</u>	<ul style="list-style-type: none"> Extension de l'E. D. U. M. Un projet de brochage industriel du Livre Extension de la fabrique de cahiers Fabrique d'enveloppe 	<p>Bamako Bamako Bamako Bamako</p>	<p>Etat Etat Etat Privée</p>
12 - <u>Industries Electriques Electroniques</u>	<ul style="list-style-type: none"> Un studio d'enregistrement et de presse de disques 	<p>Bamako</p>	<p>Privée</p>
13 - <u>METALLURGIE DE BASE</u>	<ul style="list-style-type: none"> Extension de L'E. M. A. F. (entreprise malienne de Fonderie) Un projet d'Etudes d'industrie métaux 	<p>Bamako non déterminée</p>	<p>Privée</p>

x NAT = Nationaux
 EXP = Expatriés
 T = Temporaires

62.	millions FM				à l'étude
1 035	milliards FM	3000 l'an	200		à l'étude
65	millions FM	7000 l'an			fonctionne
74	millions FM	40000 bicyclettes			à l'étude
		400000 Pneus			
82	millions FM	Accroissement production 75%			en cours
115	millions FM	4000000 livres	12		à l'étude
62,5	millions FM	3 millions cahiers 200 pages			à l'étude
14	millions				à l'étude
525	millions FM				à l'étude
					en cours
					à l'étude

TABLEAU DE LA CONSOMMATION
DES PRODUITS INDUSTRIELS EN 1976/1977

ET
PROJECTIONS POUR 1985 ET 1990

P R O D U I T S	moyenne des importations de 76/77 en Q ¹ ^e (A) unité		moyenne de la product. Nat. 76/77 en Q ¹ ^e		population en 78			moyenne de la Nat par tête de 76/77 de 76/77 en Q ¹ ^e A/(B)=(B)		prévis. de population		project. de consomat de 76/77 en		prévis. des Ecart de consomat	
					total	urb.	rurale			1985	1990	1985	1990	1985	1990
					648391	106462	25388			7643178	8766312	7643178	8766312	7643178	8766312
RIZ (T)	1583	T	44,05	"	"	"	1627,05	0,025	x	x	191079,45	219157,8	189452	217531	
Farine ^(kg) de froment	1.340720	kg	-	"	"	"	1340720	0,206	x	x	1574494,6	1805860,2	233775	466140	
Tissu de coton	3576519	kg	34463100	"	"	"	3921150	0,604	x	x	4616479,5	5294852,4	695330	-1373702-	
Broderie vêtement	1296151	kg	-	"	"	"	1296151	0,199	x	x	1520992,4	1744496	224841	448346	
Sucre	12.675.138	kg	11800	"	"	"	12675149	1,954	x	x	14934769	17129373	2259620	-4454224-	
Pâtes alimentaires	28.358	kg	34725000	"	"	"	28705	0,004	x	x	30572,712	35065,248	1868	-6360-	
Biscuits	33 499	kg	4951000	"	"	"	33994	0,005	x	x	38215,89	43831,56	4222	-9838-	
Conserves de légumes	34 084	kg	-	"	"	"	34084	0,005	x	x	38215,89	43831,56	4132	-9748-	
Marmelades confitures ^(kg)	13210	kg	-	"	"	"	13210	0,002	x	x	15286,356	17532,624	2076	-4323-	
Fer-Fonte-Acier ^(kg)	164700	kg	x	"	"	"	164700	0,025	x	x	191079,45	219157,8	26379	-54458-	
Métaux et ouvrages-outils	20430396	kg	76076000	"	"	"	20430472	3,151	x	x	24083653	27622649	3653181	-7192177-	
Machines et Engins mécaniques	162 523	U	-	"	"	"	162.523	0,025	x	x	191079,45	219157,8	28556	-56635-	
Auto-cycles cyclo et pièces détachées	130 869 092	kg	2 202 000	"	"	"	130871294	2,018	x	x	15423933	17690417	2336804	-4603288-	

- Ecart négatifs = déficits de consommation

PRODUITS	moyenne des importations de 76/77 en Qté (A)	unité	moyenne de product. Nat de 76/77 en Qté (B)	population 78			moyenne de la cons. de 76/77 (A+B) = C en Qté	consom. par tête de 76/77 en Qté	Prévis. Pop Totale		Proj. de consom en =		Prévis. des Ecartis minimum consom.	
				total	urb.	rural			1985	1990	1985	1990	1985	1990
				3483691	1054502	523818			7643178	8766312	7643178	8766312	-	-
Bougies	43.575	kg	-			43.575	0,006	"	"	45859,068	52597,872	-2284	-	9023
Câbles (kg)	26.792	kg	-	"	"	26.792	0,004	"	"	30572,712	35065,248	-3781	-	8273
Profilés en fer et acier (kg)	1.521.993	kg	-	"	"	1.521.993	0,234	"	"	1788503,6	2051351	-266511	-	529324
Tôles acier laminé (kg)	611.756	kg	x	"	"	611.756	0,094	"	"	71845873	824033,33	-106703	-	212277
Reservoir métal de plus de 300 litres (kg)	29.574	kg	-	"	"	29.574	0,004	"	"	30572,712	35065,248	-999	-	5491
Recipients tôles de fer ou acier (kg)	14.921	kg	-	"	"	14.921	0,002	"	"	15286,556	17532,624	-365	-	2612
Pointes, clous, fer et acier (kg)	55.609	kg	x	"	"	55.609	0,008	"	"	61145,424	70130,496	-5536	-	14521
Boulons, Ecrous en fer et acier (kg)	204.899	kg	-	"	"	204.899	0,031	"	"	23698,51	27175,67	-32040	-	66857
Articles de ménage en tôle émaillé (kg)	9.533	kg	-	"	"	9.533	0,001	"	"	7644,178	8766,312	-1890	-	767
Articles ménage et fer ou acier (kg)	97.837	kg	-	"	"	97837	0,015	"	"	11647,67	13149,67	-13149,68	-	16810
Articles ménage et cuisson en aluminium (kg)	7.733	kg	9 042 000	"	"	7742,042	1,194	"	"	9259545	10466,976	-918213	-	61218273
Tenailles, Pincés, Limes ect. (kg)	19.971	kg	-	"	"	19.971	0,003	"	"	22929,534	26298,936	-2959	-	6328
Outils à main (kg)	79.589	kg	-	"	"	79.589	0,012	"	"	91718,138	10519,74	-12129	-	25607
Serrures, clés, cadenas (kg)	77.245	kg	-	"	"	77.245	0,011	"	"	84074,958	96429,936	-2959	-	6328
Serrures meubles (kg)	67.000	kg	x	"	"	67.000	0,010	"	"	76431,78	87663,12	-9432	-	20663
Lampes, lanternes (kg) et accessoires	75.885	kg	-	"	"	75.885	0,011	"	"	84074,958	96429,432	8190	-	5755
Climatiseurs (kg)	56.802	kg	-	"	"	56.802	0,008	"	"	61145,424	70130,495	4343	-	13328
Étagères (nbre)	102.411	U	-	"	"	102.411	0,015	"	"	11467,67	13149,68	12237	-	29084

- Ecartis négatifs = déficits de consommation

DÉBITS	moyenne des importations de 76/77 en Qté (A)	unité	moyenne de la product. Nat. de 76/77 en Qté (B)	Po. 78			moyenne de la consom. par tête de la Nat. 76/77 de 76/77 en Qté (A/B/C)	consom. par tête de 76/77 en Qté	Prévis. popui.		Prévis. de consom. de 76/77 en -		Prévis. des Ecart minimum cons.		
				Total	Urban	Rural			1985	1990	1985	1990	1985	1990	
				763891	764502	763818			763178	763312	763178	763312	763178	763312	
Machines à écrire	9.469	kg	-	"	"	"	9.469	0,001	"	"	7643,178	2766312	1826	-	703
Appareils Electriques	861.030	kg	6,6	"	"	"	861026	0,132	"	"	10688,994	1157153,1	147.873	-	296125
Accumulateurs Electriques	224.047	kg	-	"	"	"	224047	0,034	"	"	259868,05	298054,6	35821	-	74008-
Interrupteurs Commutateurs	106238	kg	-	"	"	"	106238	0,016	"	"	122290,84	140260,99	16053	-	34023
Câbles et fils elect. (kg)	109.245	kg	-	"	"	"	109245	0,016	"	"	122290,84	140260,99	13046	-	31016-
Boutons métalliques ou de bois	76.130	kg	1.177	"	"	"	77307	0,011	"	"	84074,958	96429,432	6768	-	19122-
Articles de broserie (kg)	14.961	kg	-	"	"	"	14961	0,002	"	"	1523,255	1732,024	325	-	2572-
Articles sous-vêtements (kg)	8.908	kg	24500	"	"	"	9153	0,001	"	"	7643,178	876312	1118	-	431
Vêtements hommes (kg)	9.281.000	kg	-	"	"	"	9281	0,001	"	"	7643,178	876312	1118	-	431
Vêtements Enfants - Femmes (kg)	4.313.000	kg	-	"	"	"	4313	0,000	"	"	-	-	4313	-	4313-
Vêtements dessous Hommes (kg)	1000	kg	-	"	"	"	1009	0,000	"	"	-	-	1009	-	1009-
Couvertures coton (kg)	20927	kg	-	"	"	"	20927	0,003	"	"	22929,534	26298,936	2003	-	5372-
Autres couvertures (kg)	672	kg	-	"	"	"	672	0,000	"	"	-	-	672	-	672-
Sacs pite (kg)	1.497.828	kg	2.782.000	"	"	"	1.500610	0,231	"	"	1765574,1	2025018	264964	-	674408-
Bâches tentes stores (kg)	46387	kg	-	"	"	"	46.387	0,007	"	"	53502,246	61364,184	7115	-	14977-
Chaussures caoutchouc Plastiques (paire)	358.426	paire	875	"	"	"	359.301	0,055	"	"	420374,79	482147,16	61074	-	122846-
Chaussures dessus cuir (paire)	28.605	paire	20.690	"	"	"	49.295	0,007	"	"	53502,246	61364,184	4207	-	12069-

- Ecart négatif = déficits de consommation

moyenne des importations de 76 et 77 en Q=(A)	moyenne de la production nat. de 76/77 en Q=(B)	Population 78			moyenne de la consommation de 76 et 77 en Q=(A)+B=C	consomm. P. tête de 76/77 en Q	prév. populat. totale		prév. de 76/77 en		prév. des écarts minimum de cons.	
		6.483.691	1.054.502 (urbains)	5.253.818			7.643.178	8.766.312	1985	1990	en 1985	en 1990
Chaussures caoutchouc +tissus	482.128 par				0,074			648707,08	83467		166579-	
Produits amiantés	203.930 kg				0,031			571735,67	83467		166579-	
Eviers-Lavabos	59.537 kg	141.000			0,031			68785,602	78896,808	9111	19219-	
Barres acier, aminces	2.815.886 kg				0,432			3311,852,8	3787046,7	495967	481161-	
Articles en (kg)	2.39260 kg				0,362			2761830,4	3073404,9	417570	824145-	
Couvrages de vanilone (kg)	31.404 kg				0,004			30572712	35115248	833	3661-	
Papiers et cartons (kg)	38.604 kg				0,005			33215,89	4331,56	390	5228-	
Fils coton	668.142 kg	3.513.502			0,644			4322206,6	544554,9	740563	337141-	
Tissus teints et Extra 85% coton 1000 m)	205.650 kg	3.971.505			0,644			4322206,6	544554,9	745052	468350-	
Desulfocants insensibles (kg)	1.579.773 kg				0,243			185732,2	2133213,8	277519	550441-	
Couvrages plastiques (kg)	490557 kg	103.750			7,568			57843,571	63343449	57532911	55952.789	
Tuyaux en caoutchouc	22148 kg				0,003			2239,534	2424,936	782	4151-	
Chambres à air NH ₂	671524 lb.	277			0,103			78247,33	10230,13	115446	231129-	
Articles de voyage (kg)	39266 kg				0,006			45659,068	52597,872	6593	5253606-	

- Ecart négatif = déficits de consommation

